

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER. — FACULTÉ DE DROIT

LA RENAISSANCE
DES
BANQUES LOCALES
ET
LE REGIONALISME BANCAIRE

THÈSE POUR LE DOCTORAT
(SECTION ÈS SCIENCES ÉCONOMIQUES ET POLITIQUES)

PAR

ADRIEN A. CAPMAL

AVOCAT A LA COUR D'APPEL
DIPLOMÉ D'ÉTUDES ADMINISTRATIVES ET FINANCIÈRES
FELLOW CERTIFIÉ DE HARVARD UNIVERSITY (ÉTATS UNIS D'AMÉRIQUE)
(GRADUATE SCHOOL OF ARTS AND SCIENCES)



MONTPELLIER
IMPRIMERIE DE LA MANUFACTURE DE LA CHARITÉ
(Pjerre-Rouge)

—
1921

LA RENAISSANCE
DES
BANQUES LOCALES
ET LE
RÉGIONALISME BANCAIRE



UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER. — FACULTÉ DE DROIT

LA RENAISSANCE
DES
BANQUES LOCALES
ET
LE REGIONALISME BANCAIRE

THÈSE POUR LE DOCTORAT
(SECTION ÈS SCIENCES ÉCONOMIQUES ET POLITIQUES)



PAR

ADRIEN A. CAPMAL

AVOCAT A LA COUR D'APPEL
DIPLOMÉ D'ÉTUDES ADMINISTRATIVES ET FINANCIÈRES
FELLOW CERTIFIÉ DE HARVARD UNIVERSITY (ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE)
(GRADUATE SCHOOL OF ARTS AND SCIENCES)



MONTPELLIER
IMPRIMERIE DE LA MANUFACTURE DE LA CHARITÉ
(Pierre-Rouge)

—
1921

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER

FACULTÉ DE DROIT

MM. Valéry, Doyen, professeur de Droit commercial, chargé du cours de Droit international privé.

Moye, professeur de Droit international public, assesseur.

Charmont, professeur de Droit civil (en congé).

Morin, professeur de Droit civil.

Donnedieu de Vabres, professeur de Droit criminel.

Becque, professeur de Droit civil.

De Nesmes-Desmarests, professeur de Droit administratif.

Roche-Agussol, agrégé d'Economie politique.

Bastid, chargé de cours de Droit constitutionnel.

Dijol, chargé de cours de Procédure.

Vincent, chargé de cours de Droit romain.

Bosc, chargé de cours de Droit civil.

Suret, chargé de cours d'Economie politique.

Guenoun, chargé de cours de Droit romain.

Vialleton, chargé de cours de Droit civil.

Vigié et Brémont, Doyens honoraires.

Laborde, professeur honoraire.

Chausse, professeur honoraire.

Rochette, secrétaire.

MEMBRES DU JURY :

Président : **M. J. Valéry**,

Suffragants : { **MM. Moye.**
Roche-Agussol.

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions écrites dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

PATRI DILECTO
FILIUS GRATUS

A. CAPMAL.

MEIS ET AMICIS

A. CAPMAL.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	XIX-XV
CHAPITRE PREMIER. — La crise des Banques locales	I
CHAP. II. — Le rôle des Banques locales	15
CHAP. III. — L'Association des banques locales	41
<i>Section I.</i> — Le Syndicat des Banques de Province	43
<i>Section II.</i> — La Société Centrale des Banques de Province	51
CHAP. IV. — L'action de la Société Centrale des Banques de Province	63
CHAP. V. — Le régionalisme bancaire	95
<i>Section I.</i> — La Société Marseillaise de Crédit Industriel et Commercial et de dépôts	96
<i>Section II.</i> — La Banque Privée (Lyon-Mar- seille)	112
CONCLUSION	131
BIBLIOGRAPHIE	139

INTRODUCTION

Au lendemain de la Paix, la France victorieuse dans la lutte militaire a devant elle une tâche économique immense à remplir. La guerre a entraîné une perturbation profonde dans les conditions qui régissaient l'existence économique des peuples. Pour retrouver son équilibre normal, pour dépasser ses concurrents, ses ennemis d'hier, sur le terrain des intérêts matériels, pour retirer, en un mot, tout le profit de sa victoire, la France, à peine reposée de la lutte par les armes, doit engager résolument la lutte économique.

Elle y entre avec le prestige de la victoire. L'exemple de l'Allemagne, après 1870, témoigne de son influence sur l'expansion économique du vainqueur. Mais, par contre, quelles causes de faiblesse viennent handicaper son effort ! C'est le sol français qui a supporté tout le poids de la guerre. Pendant cinquante mois, le Nord et l'Est de la France ont été occupés par l'ennemi, celui-ci ne s'est pas contenté

des réquisitions, des pillages même, qui sont la rançon de l'occupation. Les Allemands ont appliqué, dans toute la rigueur de sa logique le principe de la guerre totale prôné, enseigné par leurs chefs militaires et leurs philosophes. Ils ont assigné comme but à la guerre non seulement la destruction des armées, mais la destruction matérielle du pays. Par là s'expliquent le pillage des stocks, l'enlèvement ou la destruction des machines, l'incendie des immeubles, le noyage des mines, réalisation logique d'un plan méthodique et prémédité, cyniquement avoué dès les premiers mois de la guerre, dans le rapport mémorable d'un métallurgiste allemand de Dusseldorf.

Ainsi, tandis que le territoire de l'Allemagne n'a pas été foulé par la guerre, qu'elle n'a pas connu les horreurs de l'invasion, de l'occupation prolongée, qu'elle recommence, au lendemain même de l'armistice, la lutte économique, revanche escomptée de sa défaite, avec ses usines intactes, son matériel en pleine marche et ses stocks au complet, l'industrie française atteinte par la destruction et le pillage systématique opérés pendant quatre ans, dans les régions où se développait sa vie la plus intense, doit d'abord, avant d'engager la lutte, faire le compte de ses ruines et réparer ses pertes matérielles.

Cette restauration des régions dévastées n'est pas seule indispensable. Il ne suffit pas de relever les villes et les villages détruits, de reconstruire les usines, de reconstituer leur matériel et leurs stocks

d'avant-guerre. Une reconstitution par « identique » des éléments de l'industrie, tels qu'ils se comportaient en août 1914, serait un leurre. La loi du 17 avril 1919, qui pose le principe de la réparation intégrale des dommages de guerre, a écarté avec raison la thèse de ceux qui voulaient faire du remploi une condition de l'indemnité allouée par l'Etat aux sinistrés. Elle se contente de favoriser les remployants par l'attribution d'une indemnité plus élevée, mais elle se montre assez large dans les conditions du remploi. L'industriel qui reconstruit son usine doit, en effet, tenir compte des progrès techniques réalisés depuis 1914 et son installation immobilière, son outillage, loin d'être la copie servile de l'état d'avant-guerre, doivent rationnellement subir les modifications dictées par ces progrès.

Si la reconstitution industrielle des départements sinistrés doit se faire suivant cette méthode, c'est aussi l'industrie de tout le pays qu'il faut faire bénéficier des leçons de la guerre. Elle a montré que, dans un pays, nulle force n'est inutile. Déjà retardée dans la lutte économique par la ruine de ses départements les plus prospères, la France ferait preuve d'une méconnaissance complète de ses intérêts si elle négligeait un seul de ses éléments de force. L'Allemagne conserve, intactes, sa richesse immobilière, sa richesse industrielle, ses chemins de fer, ses mines, ses usines. Pour compenser cette avance, la France, en même temps qu'elle répare ses pertes, doit faire appel à toutes ses ressources économiques.

C'est d'abord tout l'outillage national qu'il faut développer, chemins de fer, voies navigables, routes, ports, pour donner aux matières premières de l'industrie, à ses produits, l'aisance commerciale indispensable. Puis combien de richesses naturelles sont inexploitées. Avant la guerre, la France ne produisait que les deux tiers de sa consommation en charbon, 44 millions de tonnes, en 1913, sur 63 millions qui lui étaient nécessaires, d'où la nécessité d'importer 11 millions de tonnes d'Angleterre, 5 de Belgique, 7 d'Allemagne(1). Le traité de Paix n'améliore guère cette situation. La France obtient, sans doute, des livraisons mensuelles de l'Allemagne, mais elle reste sa tributaire, puisqu'elle le paie fort cher, et que ces livraisons viennent en compte sur le montant des réparations.

Mais la France peut diminuer sa dépendance au point de vue du combustible. Bien des gisements sont reconnus et pourraient être exploités. Des recherches patientes et coûteuses ont démontré la continuation du bassin houiller de Sarrebrück en Meurthe-et-Moselle.

L'industrie métallurgique de ce département avait donc sur place à sa disposition le combustible dont son développement accroît sans cesse ses besoins. Malheureusement, le gouvernement a cru devoir pratiquer une politique d'atermoiement et refuser

(1) J. BUFFET, *Du Régionalisme au nationalisme bancaire*, page 27.

toute concession minière tant que le Parlement n'aurait pas résolu la réforme dès longtemps projetée, du régime minier. Il faut espérer que le vote de la loi sur les mines mettra fin à cette inertie, si préjudiciable aux intérêts du bassin métallurgique lorrain.

Le charbon n'est d'ailleurs pas la seule source d'énergie que la France ait à sa disposition. Sans parler des recherches encore embryonnaires effectuées en vue de la découverte de pétrole, elle possède la lignite, encore trop délaissée. Elle possède surtout cette source presque illimitée dont la nature l'a favorisée, la houille blanche. C'est par millions de chevaux qu'on évalue l'énergie que l'industrie et les transports pourraient tirer des chutes d'eau françaises. C'est grâce à elles que la France pourrait conquérir l'indépendance absolue de sa force motrice et envisager sans angoisse un avenir où les réserves houillères seront épuisées.

D'autre part, que d'industries à créer, pour assurer l'indépendance industrielle ou agricole de notre pays. La France doit-elle demeurer la vassale de l'Allemagne pour les industries chimiques si essentielles non seulement pour la fabrication des explosifs, mais même pour la fabrication des produits de la vie courante ? N'avons-nous pas aussi à développer dans notre propre pays la construction de tout le matériel nécessaire au développement de cette industrie essentiellement nationale, l'agriculture et spécialement des appareils de motoculture ?

Reconstituer les régions sinistrées, développer les industries et les ressources de la France, ce n'est pas seulement assurer la résurrection de la matière imposable appelée à faire face aux charges énormes créées par la guerre; ce n'est pas seulement permettre à la France de vivre sur elle-même et assurer son indépendance matérielle, et même militaire; c'est lui donner des armes pour lutter victorieusement contre la concurrence étrangère, non seulement sur son propre sol, mais à l'étranger. Le conflit de 1914-1918 a gravement compromis notre balance commerciale et notre balance des comptes. La France a dû restreindre ses exportations et enfler ses importations; elle qui était le banquier du monde, a dû emprunter à l'étranger. Il faut qu'elle trouve dans le développement de son commerce d'exportation le moyen de payer ses dettes extérieures, d'améliorer son change qui pèse si lourdement sur les conditions de sa vie nationale, et d'ajouter au prestige de la victoire militaire, le prestige de la suprématie économique.

Restauration des régions sinistrées, développement des industries et des ressources nationales, développement des exportations : tel est le programme qui s'impose aujourd'hui à la France et dont elle se doit de poursuivre méthodiquement la réalisation. C'est un programme éminemment national.

Pour le remplir intégralement, il faut naturellement d'immenses ressources en argent. C'est ici qu'intervient le rôle des Banques, et c'est le moment

d'examiner s'il ne convient pas de changer de méthode financière, de modifier l'orientation de notre système bancaire.

La réparation des dommages causés aux régions envahies, le traité de Versailles en impose la charge à l'Allemagne. Mais les bases de ses obligations n'ont même pas été fixées. Paiera-telle une somme forfaitaire limite de ses possibilités financières ? Paiera-t-elle l'intégralité des dommages fixés par la Commission des réparations ? La question est âprement discutée. En tous cas, c'est par annuités que l'Allemagne s'acquittera. Elle ne fera que rembourser l'Etat Français qui prend à sa charge d'indemniser les sinistrés, sauf recours sur l'Allemagne. La loi du 17 avril 1919 qui pose le principe de la réparation intégrale obligatoire pour l'Etat, n'établit elle-même qu'un système d'avances par l'Etat aux sinistrés, sur un titre immobilisé. Mais les industriels, les particuliers qui reconstruisent leurs immeubles et leur outillage, qui reconstituent leurs stocks, ont besoin d'argent de suite pour payer la main-d'œuvre, les matières premières, les machines. Où trouveront-ils l'argent ? Une loi de 1919 a sans doute institué un organisme autonome, le Crédit National, sorte de Caisse indépendante ouverte par l'Etat, chargée de trouver des ressources par l'emprunt, en vue des avances à faire aux sinistrés. Mais cette filiale de l'Etat, elle aussi, est limitée dans son action par les conditions imposées aux avances de l'Etat par la loi du 17 avril 1919. Elle n'a pas la

souplesse d'une banque privée. Enfin, elle porte en elle, par son origine étatique, des germes de lenteurs, d'incompétence, peut-être des influences politiques peu compatibles avec la nécessité d'une réparation rapide, éclairée et égale des dommages de guerre.

Les sinistrés seront donc amenés à s'adresser aux organes financiers qu'ils connaissaient déjà, aux Banques. L'intervention des banques est ici tout indiquée. Il n'est pas besoin d'insister sur la nécessité de leur concours dans la mise en valeur des ressources nationales de la France et dans le développement des grands travaux publics et de l'outillage national, ainsi que dans l'extension du commerce d'exportation.

Ce qu'il faut se demander, c'est si les méthodes bancaires employées en France répondent au programme économique que nous avons tracé, sont susceptibles de le réaliser, ou s'il conviendrait au contraire, de les transformer, tout en utilisant les organes existants, en modifiant leur orientation, ou en donnant à certains d'eux les moyens de se développer.

Ce programme économique est, avons-nous dit, un programme essentiellement national, l'activité des Banques, avant la guerre, a-t-elle revêtu le caractère national ? Toute la question est là.

C'est un fait bien connu que le développement pris, pendant les années qui ont précédé la guerre de 1914, par les valeurs étrangères, dans la compo-

tion du portefeuille français. Le Français épargnant par nature était devenu le banquier du monde. En 1875, dans son rapport à l'Assemblée Nationale sur l'indemnité de guerre, Léon Say évaluait à dix (10) milliards pour 1869 le chiffre des valeurs étrangères possédées par les capitalistes français. Dès 1902 un « Résumé des rapports d'agents diplomatiques et consulaires de la République Française », paru au *Journal Officiel* (1), et relatif à l'évaluation sous toutes les formes, emprunts, titres de sociétés, opérations industrielles et commerciales, des placements français à l'étranger, accusait un total de près de 30 milliards, inférieur, d'après certains économistes à la réalité. Bien que la comparaison des statistiques les plus sérieuses ne permette pas de donner une évaluation rigoureusement exacte, il ne paraît pas exagéré de dire qu'à la veille de la guerre, le portefeuille français sur 110 à 115 milliards de valeurs mobilières, comprenait plus de 40 milliards, soit plus d'un tiers, de titres étrangers. Dans les dernières années, les émissions de titres étrangers étaient de beaucoup plus considérables que les émissions de valeurs nationales. De 1902 à 1912, la proportion des premières était de 75 0/0 du total ; du 1^{er} janvier 1909 au 30 juin 1914, elle était de 68 0/0, soit de 20 milliards 117 millions de valeurs étrangères contre 9 milliards 346 millions de valeurs françaises.

(1) J. BUFFET, *op. cit.*, p. 50.

Enfin, si l'on veut connaître approximativement la situation de la France, par rapport à trois groupes : pays amis, pays neutres, pays ennemis, ces 40 à 42 milliards se décomposaient, en y comprenant les opérations à court terme, dans les proportions suivantes : 52 à 55 0/0 pour les pays amis, 25 à 28 0/0, pour les pays neutres, 20 0/0 pour les pays ennemis (1).

Ce n'est pas ici le lieu d'examiner dans son ensemble la question des placements étrangers. Ils présentent pour un pays des avantages incontestables. La créance des intérêts et des dividendes qu'elle percevait de l'étranger constituait pour la France, avant la guerre, un élément important de sa balance des comptes et contribuait au maintien de son change, compensant ainsi, dans une certaine mesure, l'insuffisance de sa balance commerciale au point de vue des exportations. D'autre part, le portefeuille étranger constitue une disponibilité pour les paiements à faire à l'extérieur, soit par les particuliers, soit par l'Etat et l'on sait par quel ingénieux système d'emprunts aux détenteurs de titres étrangers l'Etat français, au cours de la guerre, a pu payer ou garantir une partie de sa dette extérieure sans sortie d'or. Enfin, la participation à des entreprises étrangères donne aux capitalistes français un moyen de contrôle sur ces entreprises, sur les travaux effectués par des Etats ou des Compagnies étrangers.

(1) J. BUFFET, *op. cit.*, p. 51.

Ces avantages ont leur revers. En cas de crise mondiale, le portefeuille étranger risque de se déprécier — fortement — aux mains des porteurs et les disponibilités éventuelles qu'ils en espéraient peuvent se trouver singulièrement atténuées par la baisse. Le service des revenus peut être interrompu par la rupture des relations ou par l'état économique de guerre. Nous n'insistons pas sur ces divers points de vue. En ce qui nous intéresse, les placements à l'étranger présentent un grave inconvénient. Quand ils ne donnent pas à un pays ennemi les moyens de faire la guerre contre nous, ils enlèvent, du moins, une partie des capitaux nationaux à la production nationale; les capitaux français servent ainsi aux ennemis, aux neutres ou aux amis de moyen de développer leur puissance économique. Par ces placements, l'industrie et le commerce étrangers sont favorisés au détriment de l'économie nationale.

Prêter de l'argent à l'étranger, alors que notre industrie, notre commerce, notre agriculture en ont toujours besoin, donner des armes économiques à l'étranger à nos propres dépens, c'est là une méthode évidemment paradoxale et que ne suffisent pas à expliquer les avantages nationaux des placements à l'étranger. Comme le disait très justement M. Lucien Brocard, professeur d'économie politique à la Faculté de Droit de Nancy: « en agissant ainsi, nous nous comportons comme un industriel qui, ayant des capitaux disponibles, les mettrait à la dis-

position de ses concurrents et laisserait, faute de ressources, végéter sa propre entreprise » (1).

Quelles sont les causes de ce développement pris avant la guerre par le portefeuille étranger en France?

L'une des principales est certainement le développement de l'esprit de luxe et de bien-être, qui a poussé les capitalistes à rechercher dans des valeurs à plus gros rendement, même au prix de risques parfois plus élevés, mais moins aperçus, parce que plus lointains, une compensation à la baisse constante du taux de l'intérêt et à la cherté croissante de la vie. Beaucoup de ces valeurs étant des fonds d'Etats ou de villes, bénéficiaient d'ailleurs d'une sorte de garantie attachée par le public ignorant à tout ce qui a un caractère officiel, alors même que la politique ou l'état financier de l'Etat émetteur ne justifiait en rien cette confiance.

Soucieuses avant tout du maximum de profit, et mettant en application le principe du moindre effort de nombreuses banques ont eu dans ce mouvement leur part de responsabilité. Elles ont flatté cet état d'esprit pour attirer la clientèle au lieu de chercher à l'éclairer. Pour pratiquer cette politique, elles se sont retranchées derrière les préférences et les goûts du public, sans tenter de s'en faire les conseillères.

En dehors des émissions proprement dites d'ac-

* (1) BROCARD, *Marchés de provinces*, conférence faite à l'Ecole des Sciences politiques en 1912.

tions et d'obligations, nous verrons combien il était difficile à de grands établissements financiers, tant en raison de leur intense concentration que de l'origine de leurs fonds, les dépôts à court terme, d'accorder aux entreprises nationales ou locales françaises l'appui de leurs capitaux. Ce sont des points sur lesquels, nous aurons à insister longuement.

Si les grands établissements de crédit se tenaient ainsi à l'écart des intérêts nationaux et paraissaient ignorer l'industrie française, d'autres banques, au contraire, se proposaient comme objet essentiel de soutenir l'industrie locale ou régionale. Leurs méthodes de placement de leurs capitaux, leur voisinage des affaires les mettaient mieux à même de leur apporter leur concours. Souvent au prix de sacrifices momentanés du profit, se heurtant aux répugnances d'une clientèle flattée par les gros établissements qui leur faisaient concurrence, elles ont tenté de louables efforts, en faveur des valeurs locales ou nationales et cherché, parfois avec succès, à orienter les capitalistes locaux ou même les capitalistes éloignés vers ces placements.

Aujourd'hui, l'exécution du programme économique national exige plus que jamais que toutes les disponibilités des capitalistes français lui soient réservées à l'exclusion de toutes entreprises étrangères. Cette orientation s'impose d'autant plus que de nombreux capitaux français ont été engloutis en Russie, en Autriche, en Turquie; que les pertes résultant de la guerre, arrêt des entreprises, chô-

mages, etc., ainsi que la cherté croissante de la vie et l'aggravation des charges fiscales ont diminué les facultés d'épargne : enfin que les emprunts de l'Etat français et autres emprunts des collectivités administratives absorbent à eux seuls une portion considérable des capitaux disponibles.

Cette œuvre de relèvement et de développement économique national, les Banques locales ne sont-elles pas plus particulièrement désignées pour la soutenir ? Avant la guerre, elles ont manifesté une réaction énergique et constante contre la concentration excessive des grands établissements de crédit, organes et appuis de la finance internationale. Cette lutte inégale, elles l'ont menée au prix de mille difficultés, elles ont failli y succomber. Nous aurons à montrer les causes de supériorité intrinsèques, les modes d'organisation et les méthodes qui leur ont permis de subsister, à côté de ces puissants organismes, et de trouver dans la décentralisation bancaire une raison de vivre et un rôle efficace à jouer et à développer, rôle que les grandes banques étaient obligées de délaisser, en raison même de leur concentration. En étudiant la crise que les banques locales ont dû surmonter, les causes et les méthodes grâce auxquelles elles l'ont conjurée, leur rôle et leurs tendances avant et pendant la guerre, nous serons amenés à comprendre quelle peut être leur influence dans la réalisation du programme économique national de la France d'après-guerre. L'action locale et régionale est, en effet, une portion de l'action natio-

nale. En soutenant l'industrie et le commerce d'une région, les banques locales qui, d'ailleurs, nous aurons à le montrer, tendent à une concentration au moins relative, à devenir régionales, servent l'industrie et le commerce de la France. Les entreprises qu'elles aident sont susceptibles de constituer, comme l'observait fort justement un des plus éminents et des plus convaincus défenseurs des banques locales, M. Jean Buffet, ancien Président de la Société Nancéenne de crédit industriel et de dépôts « aussi bien pour la vie intérieure du pays que sur le marché international, un faisceau de forces incomparables.

« Régionalisme n'est pas séparatisme. Régionalisme ne signifie pas existence égoïste d'une région en soi et pour soi, mais bien au contraire, culture intensive de toutes les semences qui lui sont propres pour en faire une moisson capable d'enrichir avec plus de vigueur et d'éclat le patrimoine même de la nation » (1).

(1) Jean BUFFET, *Du Régionalisme au Nationalisme financier* (1917), p. 8.

LA RENAISSANCE
DES
BANQUES LOCALES
ET
LE RÉGIONALISME BANCAIRE

CHAPITRE PREMIER

La crise des Banques locales

On peut dire de la crise des Banques locales, de la lutte entre les Banques locales et les établissements de crédit, qu'elle est un épisode de l'évolution de la concentration commerciale. Le phénomène de la concentration, sous sa forme proprement dite de la concentration et sous la forme indirecte de l'intégration, est un phénomène à peu près général dans l'industrie, à partir de la seconde moitié du XIX^e siècle. Dans le commerce, le fait est moins marqué. A côté des grands magasins, qui s'efforcent d'absorber tous leurs voisins plus modestes, les sta-

tistiques accusent le maintien du petit commerce, parfois même, des retours offensifs de sa part.

Dans la branche spéciale de la banque, la concentration est particulièrement marquée, pendant les vingt-cinq dernières années du XIX^e siècle, et la banque locale, la banque privée ou constituée sous la forme d'une commandite simple, reçoit un assaut vigoureux de la part des grands établissements concentrés, qui cherchent à la ruiner ou à l'absorber. Mais certaines banques locales résistent à cet assaut. Pour lutter efficacement contre cette concentration, elles utilisent deux armes :

D'une part, elles savent percer à jour les inconvénients de la centralisation excessive et, en se maintenant fermement sur le terrain de banques d'affaires, de banques d'appui au commerce local et à l'industrie locale, elles conservent leur raison d'être, à côté des grands établissements que leur concentration même empêche de jouer un tel rôle.

D'autre part, tout en rejetant les vices et les inconvénients d'une concentration excessive, elles apprennent à bénéficier des avantages d'une concentration moyenne. Sans aller jusqu'à la centralisation intégrale, elles tendent à une concentration régionale. De locales, elles deviennent régionales, trouvant dans cette transformation un élément de force. Enfin, par l'adoption du principe fédéral, qui les groupe sans leur ôter leur indépendance, elles concilient heureusement leur caractère régional, qui

est leur raison d'être et leur dicte leur mission, avec une union qui, maintenant leur autonomie, évite les dangers de l'absorption et de la concentration intégrale.

Telles sont, dans leurs grandes lignes, les causes de la crise qu'ont eu à traverser les banques locales, et l'évolution grâce à laquelle elles ont réussi à la conjurer et à conserver leur raison de vivre et de se développer. Il nous faut maintenant insister sur les causes de cette crise et sur cette évolution des banques locales.

La banque locale, telle qu'elle existait dans la première moitié du ^{xix}^e siècle, était une banque établie dans une localité, chef-lieu d'arrondissement ou chef-lieu de département. Son activité et sa notoriété ne dépassaient guère un rayon assez faible, un arrondissement ou un département. Elle n'avait pas de succursales. Son capital était modeste, fourni généralement par le chef de la maison ou par une commandite simple.

Limitant sa sphère d'action à quelques communes ou à quelques cantons, la banque locale connaissait tous les industriels, tous les commerçants, tous les agriculteurs de la région. De même, ceux-ci la connaissaient. Des relations de personnes s'établissaient entre eux et le banquier. L'établissement était familial et se transmettait de père en fils. Les clients connaissaient les traditions d'honneur, de probité, de travail de l'établissement comme le banquier connaissait la compétence industrielle;

commerciale ou agricole, le crédit, la fortune de ses clients. De là, des relations suivies, intimes. Le banquier pouvait jouer le rôle d'un conseiller pour celui qui voulait fonder une entreprise ou la développer, car il connaissait les aptitudes de chacun, les ressources ou les besoins de la région, les concurrences déjà existantes ou possibles. Au point de vue financier, il pouvait exercer une mission analogue à celle du notaire, conseiller des intérêts privés des familles. D'autre part, il pouvait soutenir de ses capitaux ou de ceux de quelques capitalistes, ses clients, des entreprises naissantes ou momentanément gênées, sans autres garanties que l'honnêteté et les aptitudes du débiteur.

Ainsi le banquier local, l'industrie, le commerce et l'agriculture de la région vivaient étroitement unis et se prêtaient un mutuel appui, car parfois les clients soutenaient d'une commandite le banquier désireux de développer une opération.

Tout autre est la physionomie des grands établissements de crédit. Ils sont constitués sous la forme anonyme, avec un capital social de plusieurs dizaines de millions, fournis par des actionnaires nombreux, disséminés sur tous les points du territoire et même à l'étranger, qui ne se connaissent pas entre eux et qui, grâce à la négociabilité des actions, peuvent changer d'un jour à l'autre. Ils ont des succursales nombreuses, non seulement dans une région, mais sur l'ensemble du territoire français, et même à l'étranger. Ces succursales et ces agences ne sont

pas des organismes indépendants, mais ils sont liés très étroitement les uns aux autres et reçoivent des directives uniformes du Siège social, établi à Paris.

Cette concentration et cette centralisation dans le commerce de la banque ne remontent d'ailleurs qu'aux vingt-cinq dernières années du xix^e siècle. En 1870, les trois grands établissements que nous désignons sous ce nom : la Société Générale, le Comptoir d'Escompte et le Crédit Lyonnais, n'avaient que 64 agences dont 57 appartenaient à la Société Générale à elle seule. En 1912, le nombre des Agences, tant en France qu'à l'étranger, de ces grandes banques s'élevait à 1.519. En 1900, le Crédit Lyonnais possédait en France 135 succursales et 32 bureaux auxquels il fallait ajouter 17 agences à l'étranger. En 1912, il comptait 192 agences et 54 bureaux en France, 20 agences à l'étranger.

Quant au Comptoir d'Escompte, le nombre de ses établissements passe de 86 sièges, 26 bureaux et 17 agences étrangères en 1900, à 176 succursales, 56 bureaux et 23 agences étrangères en 1912.

Comment ces agences se sont-elles créées et comment le réseau de ces succursales s'est-il étendu ?

La méthode a été différente de la part de la Société Générale et du Crédit Lyonnais, d'une part, et du Comptoir d'Escompte, d'autre part. Les deux premiers de ces établissements ont fondé directement des agences filiales de la banque centrale. Ces agences créées en face des banques locales les ont combattues immédiatement et résolument.

Le Comptoir d'Escompte est venu plus tard ; il a trouvé la place prise par ses deux concurrentes, dont l'extension du réseau a été antérieure à l'extension du sien. Au lieu de combattre directement par des succursales neuves leurs succursales déjà établies, il a procédé par incorporation des banques locales, bénéficiant ainsi d'une installation et d'une clientèle toutes prêtes, parfois d'un personnel auquel la clientèle était habituée.

Comment les grandes banques ont-elles pu conquérir et maintenir leur place à côté des banques locales, amener même parfois leur disparition ? Quelles ont été les causes de leur supériorité dans cette concurrence ?

Elle tient d'abord à leur concentration. Disposant d'un capital bien supérieur, capital représenté par des actions, c'est-à-dire par des parts extrêmement nombreuses, faciles à négocier, comportant des risques limités, elles pouvaient compenser les résultats médiocres d'une succursale par les résultats plus brillants d'une autre et supporter ainsi, sans faillir, des déboires momentanés sur quelques points.

D'autre part, elles se présentaient sous un aspect extérieur propre à attirer la clientèle. Les locaux étaient neufs et luxueux, tandis que les banques de province sont souvent installées inconfortablement dans de vieux immeubles. Elles publiaient tous les soirs des dépêches de Paris donnant les cours de la Bourse et les derniers renseignements économiques et financiers. Elles avaient un personnel nombreux.

Un Conseil d'Administration composé de personnalités éminentes du monde financier semblait la meilleure garantie d'une bonne gestion :

Outre ce prestige extérieur, les grandes banques ne négligeaient aucun moyen d'attirer les clients. Le personnel sollicite leurs ordres, leur fournit les moindres renseignements, les poursuit par des représentants jusqu'en leur domicile particulier. Il se montre surtout d'une extrême complaisance. Les banquiers locaux constituaient une sorte d'aristocratie, appartenant à des familles riches du pays, ils avaient trop souvent le dédain de la bourgeoisie pour le petit commerce. Si des relations intimes s'établissaient entre les banquiers et les gros industriels ou le haut commerce, les modestes commerçants éprouvaient souvent une sorte de répulsion pour un banquier quelque peu distant et hautain. Cette espèce de dédain éloignait de la banque locale une clientèle qu'elle ne cherchait pas à retenir. Les grandes sociétés de crédit n'ont donc pas eu de peine à trouver dans le petit commerce le noyau de leur clientèle, car leur caractère anonyme laissait leur activité en dehors de toute considération de personne, de classe ; le personnel de la succursale n'étant qu'un personnel d'employés, simples exécuteurs des ordres de l'administration centrale, qui leur recommandait la plus grande complaisance pour tous les clients, aucune catégorie n'étant négligeable.

Prestige extérieur, réclame, complaisance égale pour tous, n'étaient d'ailleurs que les causes secon-

dares de la supériorité des grands établissements de crédit. La principale cause a été leurs méthodes et leur genre d'activité.

En même temps qu'une concentration progressive, ces grandes banques tendaient, en effet, à développer de plus en plus la conception du rôle des banques, à élargir la sphère de leur activité. Elles s'ingéniaient à découvrir les besoins nouveaux du public, les commodités nouvelles susceptibles de le satisfaire. Les succursales installèrent des services de garde des titres, de paiement des coupons, de vérification des tirages, d'assurance contre les risques de remboursement au pair. Les succursales principales organisèrent la location des coffres-forts personnels. C'étaient là des avantages que la clientèle ne trouvait pas dans les banques locales. Ils l'attirèrent vers la grande banque, et une fois qu'elle l'eut, elle la garda.

D'ailleurs, par la nature de ses opérations, la grande société de crédit s'adressait à une clientèle bien moins étroite que la banque locale. Sa clientèle, c'était tout le public. Les services de coffres-forts de garde des titres, etc., que nous venons d'énumérer intéressaient tous les capitalistes. Par une catégorie d'opérations d'une envergure autrement importante, les grands établissements drainèrent à eux la masse du public. Le banquier local avait le tort de s'immobiliser dans des pratiques quelque peu routinières. Il se confinait dans son rôle de conseiller et de soutien pécuniaire de l'industrie et du haut commerce. Il considérait la banque et la finance comme distinc-

tes. Il ignorait les placements, les négociations en Bourse. D'ailleurs, éloigné de Paris, des centres financiers, le rôle d'intermédiaire dans les opérations de Bourse lui était assez difficile. Il poussait même le préjugé des anciennes méthodes jusqu'à ignorer le marché à terme.

Dans la participation aux émissions, dans les opérations de Bourse, les grandes banques trouvèrent deux moyens d'attirer l'ensemble du public capitaliste et des sources de bénéfices importants. Elles développèrent dans une mesure considérable leurs services de bourse, reçurent des ordres d'achat et de vente au comptant et à terme, de reports, d'arbitrages pour les Bourses Officielles et pour la coulisse; elles s'occupèrent encore des renouvellements de titres, de transferts, des conversions; en un mot, de toutes les opérations concernant les titres admis à la cote officielle ou les titres cotés en banque.

Ainsi tous les porteurs d'actions et d'obligations, même dans les localités les plus modestes et les plus éloignées des sièges des sociétés et des bourses de valeurs, savent pouvoir trouver à l'agence de la société de crédit, sur place, toutes facilités pour négocier rapidement leurs valeurs, pour les convertir ou les transférer, pour opérer un placement; en un mot, pour bénéficier des conditions avantageuses d'une opération de bourse en l'effectuant presque sans délai. Ce service financier des grandes banques n'est certes pas une des moindres causes du développement des valeurs mobilières, de leur diffusion

dans les portefeuilles les plus modestes et les plus éloignés.

Ces grands établissements prennent une grande part aux émissions nouvelles. Les Etats, les départements, les villes en France ou à l'Etranger, les sociétés industrielles ou commerciales trouvent en eux des auxiliaires pour l'écoulement de leurs titres. Ils prennent à leur compte, moyennant commission, tout ou partie de l'emprunt et le répandent dans leur clientèle. C'est grâce à eux que l'épargne nationale trouve dans les valeurs mobilières un débouché de plus en plus important. Ils font l'éducation du public, lui apprennent les avantages des actions et des obligations, l'initient aux opérations financières, aux opérations de bourse. En même temps qu'ils tirent des bénéfices considérables des émissions et des opérations de Bourse, ils contribuent à une diffusion et à une mobilité toujours plus grande des capitaux.

Enfin, les banques locales ont eu à subir une concurrence redoutable de la part des grandes banques, pour l'opération qui était leur principale source d'activité et de bénéfices; nous voulons parler de l'escompte. Le commerçant, client naturel de la banque locale, lui apportait son papier, que celle-ci réescomptait pour une grande partie à la Banque de France, et le bénéfice était fort appréciable.

Mais voici les sociétés de crédit qui travaillent avec une masse de capitaux énormes, Ces capitaux, ce sont les dépôts. Les Grands Etablissements: Société

Générale, Crédit Lyonnais, puis le Comptoir d'Escompte; enfin le Crédit Industriel et Commercial, drainent les fonds disponibles des capitalistes. Ils les admettent en comptes de dépôt, remboursables à vue ou à courte échéance et leur servent un minime intérêt. Ces fonds servent à ces banques pour des opérations à court terme et surtout pour l'escompte. Or, ces dépôts constituent une masse énorme. Au 31 décembre 1912, plus d'un milliard pour le Crédit Lyonnais, 897 millions pour le Comptoir d'Escompte. Pour l'ensemble des quatre grandes banques de dépôt, le montant des dépôts et comptes courants créditeurs atteignait (1) :

Au 31 décembre 1914.....	3.708 millions
31 — 1915.....	3.595 —
31 — 1916.....	4.263 —
31 — 1917.....	5.962 —
31 — 1918.....	6.669 —
30 septembre 1919.....	10.307 —

C'est donc plus de 10 milliards que les grandes sociétés de crédit pouvaient, au 30 septembre 1919, consacrer à l'escompte, aux opérations à court terme en général puisque, nous le verrons, ces fonds en dépôt ne peuvent être utilisés en opérations à long terme.

C'était un aliment incomparable pour l'escompte. Le banquier local, avec son capital médiocre, son

(1) Chiffres donnés par M. Rist, professeur à la Faculté de Droit de Paris. Cours de Doctorat 1920-1921.

fonds de roulement peu élevé, pouvait-il résister à cette concurrence ? Cet afflux sur le marché local d'une masse énorme de capitaux inemployés eut pour premier résultat une baisse brusque du taux de l'intérêt, du taux de l'escompte ; par conséquent, l'industriel, le commerçant trouvèrent à escompter leur papier à des conditions moins onéreuses ; tandis que le banquier local perdait ainsi le plus clair de son profit, les établissements de crédit, opérant avec un montant de dépôts immense, pouvaient, multipliant le nombre des opérations, se contenter sur chacune d'elles d'un bénéfice minime.

Habitués d'ailleurs à n'opérer qu'avec prudence, sur le terrain limité des affaires sûres de la région, les banques locales n'auraient pu conserver qu'un champ restreint à leur action au point de vue de l'escompte. Le papier qu'elles escomptaient, c'était le papier des clients connus pour solvables et elles rentraient généralement dans leurs débours par le réescompte à la Banque de France. Il ne s'agissait donc que du papier de premier ordre. Or, les sociétés de crédit possédant d'énormes disponibilités peuvent les utiliser à pratiquer l'escompte hors banque, c'est-à-dire à escompter du papier dont elles ne demanderont pas le réescompte à la Banque de France, mais qu'elles conserveront en portfeuille pour le recouvrer elles-mêmes. Cette faculté est interdite au banquier local qui ne peut immobiliser dans des opérations à plus longue échéance des capitaux qui lui coûtent cher, et qui doit recher-

cher le maximum de rendement dans le minimum de temps. Les grandes banques peuvent attendre parce qu'elles opèrent avec des capitaux grevés d'un infime intérêt.

La concentration et la centralisation facilitent ces opérations. Le nombre élevé des traites escomptées permet à ces établissements d'en assurer eux-mêmes le service de l'encaissement et de s'économiser les frais de commission d'un correspondant.

La solidarité des succursales, d'autre part, autorise l'escompte du papier hors banque, parce que les risques d'une succursale se compensent avec les chances de profit d'une autre. Qu'une industrie régionale vienne à périr et que le papier escompté par la succursale tombe à rien, les bénéfices d'une autre succursale permettront à la grande banque de tenir le coup. Si l'argent manque sur un point, par suite des nombreuses demandes d'escomptes, les capitaux qui dorment ailleurs trouveront, en se déplaçant, un emploi au maximum de rendement. Tant à son profit, qu'au profit général, la grande société de crédit réalise l'équilibre entre l'offre du capital et les besoins de l'industrie.

Telles sont, rapidement esquissées, les causes principales qui ont permis aux grandes banques de dépôt de se développer à côté des banques locales, et souvent de s'arroger la suprématie sur celles-ci, parfois jusqu'à les faire disparaître ou les absorber.

Pourtant, la concentration bancaire n'a pas abouti à la disparition complète des banques locales. Cer-

taines, la première alerte passée, ont énergiquement réagi. Aujourd'hui la centralisation est loin d'être absolue dans la banque française. Des banques de province maintiennent avec succès leur autonomie et développent leur action. Sans menacer les gros établissements, elles vivent côte à côte avec eux. Elles leur ont emprunté une partie de leurs méthodes ; elles ont évolué, se sont rajeunies. Mais elles ont aussi affirmé leur rôle original, la mission qui fait leur raison d'être explique leur maintien et dicte leur orientation.

Nous exposerons successivement pour quelles raisons les banques locales ont leur place marquée à côté des grandes banques de dépôt, puis l'évolution par laquelle elles ont cherché et réussi à se sauver du désastre.

CHAPITRE II

Le rôle des Banques locales

L'une des plus importantes formes du crédit au commerce et à l'industrie est assurément l'escompte. Il permet à l'industriel, au commerçant, qui livre sa marchandise, avec traite tirée sur son client à trente, quarante-cinq et le plus souvent quatre-vingt-dix jours, de faire argent de sa créance, d'en éviter l'immobilisation. Il assure ainsi le fonds de roulement de l'entreprise.

L'escompte était l'opération essentielle des anciennes banques locales. Si elles ne doivent pas y renoncer, nous avons décrit la redoutable concurrence à laquelle elles se heurtent à cet égard de la part des grandes sociétés de crédit et de la Banque de France. C'est grâce à la prévoyante et sage politique financière de celle-ci, comme à l'abondance des disponibilités des sociétés de dépôts, que l'escompte en France est le moins variable et le moins élevé. Au cours des quinze années qui ont précédé la guerre, il n'a varié que 14 fois, pour 62 fois en

Allemagne et 79 fois en Angleterre. Il n'a jamais dépassé $4\frac{1}{2}\%$ alors qu'il a parfois atteint 7% à Londres, $7,5\%$ à Berlin. Pendant la guerre, il est maintenu à 5% , sauf la période du 31 Juillet au 20 août 1914 où il a atteint $5\frac{1}{2}$ et 6% (1).

Pour les raisons que nous avons exposées, les banques locales ne doivent pas se confiner dans cette opération traditionnelle. Mais si ce n'est pas d'elles surtout que le commerce et l'industrie doivent attendre ce mode d'appui, n'est-il pas d'autres branches de crédit qui paraissent plus spécialement désignées à leur activité ?

L'escompte n'est pas la seule forme de concours pécuniaire. Il suppose une entreprise en cours de marche normale. Certaines industries sont en cours de création, de croissance, de transformation ou même de crise. S'il s'agit d'entreprises qui sont connues, qui ont fait leurs preuves, elles s'adresseront directement au public, sous forme d'émissions d'actions ou d'obligations. Sinon, et surtout si ce sont des entreprises de moindre envergure, des industries moyennes, c'est par des avances en banque, à terme plus ou moins long, qu'elles devront se procurer momentanément des ressources.

C'est le crédit à long terme. Ici l'action des banques locales peut s'exercer heureusement, avec d'autant plus de succès qu'elle n'a pas à redouter la concurrence des établissements de crédit.

(1) J. BUFFET, *op. cit.*, p. 77.

On a parfois fait grief aux grandes banques d'avoir de parti-pris négligé cette branche de l'activité, au profit d'opérations plus lucratives pour elles, mais moins intéressantes pour l'économie nationale. Il faut dire cependant que cette abstention est justifiée et qu'elles sont mal placées pour appuyer l'industrie régionale par des crédits à long terme.

Les établissements de crédit tirent la plus grosse part de leurs ressources des dépôts effectués par les capitalistes, à vue ou à très court terme. Puisque le déposant peut demander le retrait de ses fonds à vue ou à très brève échéance, la banque de dépôt doit, pour faire face aux demandes des déposants, conserver de constantes et immédiates disponibilités. Sans doute, le principe de la « liquidité », suivant l'expression consacrée, ne doit pas être entendu dans un sens tellement rigoureux qu'il exige que la banque soit en mesure, en cas de crise, de faire face en un jour au retrait intégral des fonds en dépôt. Au début de la guerre, le public, trop impressionnable n'a pas compris que l'intérêt, si minime fût-il, servi aux fonds déposés, en impliquait l'emploi par les banques, au moins en opérations à court terme, et que le moratorium des échéances commerciales pouvait entraîner le moratorium des retraits.

Il n'en est pas moins vrai que le principe de la liquidité n'autorise que des opérations d'emploi à court terme, spécialement l'escompte des effets de commerce, sans danger, grâce à la faculté du rées-

compte. Il interdit les immobilisations, notamment les avances à long terme.

Les grands établissements de crédit travaillent aussi, il est vrai, avec d'autres ressources, leur capital et leurs réserves ; ils en disposent jusqu'à la fin de la société : ne pourraient-ils les employer aux prêts à longue échéance ? Quelque important qu'en soit le montant, il faut d'abord observer que ce n'est pas leur ressource principale : les dépôts atteignent souvent un chiffre 3, 4, 5 fois plus élevé ; certains capitaux sont immobilisés. Mais surtout, si les banques de dépôt ne prêtent pas à long terme, c'est qu'un autre obstacle s'y oppose, qui vient s'ajouter à l'objection de la liquidité. Cet obstacle, c'est la centralisation excessive. L'avance à long terme à l'industrie doit être le plus souvent une forme de crédit personnel. Si l'on exige du chef d'entreprise momentanément gêné, ou qui manque des capitaux nécessaires pour accroître son exploitation, un dépôt de titre ou un gage, en garantie des avances, on le mettra généralement dans l'impossibilité d'emprunter. Le seul gage qu'il puisse offrir, c'est sa valeur personnelle, sa capacité industrielle, sa faculté de travail, sa probité, c'est l'avenir de son entreprise ; en un mot, une valeur purement morale et personnelle.

Or la grande société de crédit ne peut se contenter de cette garantie, précisément parce que sa centralisation ne la met pas à même de l'apprécier. Le chef de l'agence ne connaît pas personnellement les

hommes et les affaires de la région. Il occupe ce poste au hasard de l'avancement, peut-être vient-il d'une toute autre région, partira-t-il demain pour une autre agence. Les clients ne sont pas en relations personnelles, en tout cas, pas en relations suivies avec lui. Ils s'adressent aux employés présents aux guichets. Ces employés n'ont ni la compétence, ni le loisir de les connaître et d'apprécier la valeur de leurs affaires. Même, si personnellement il avait la conviction du caractère sérieux d'une entreprise, le chef de l'agence ne pourrait prendre l'initiative de l'aider. Il doit seulement exécuter les ordres et suivre les directives qu'il reçoit d'en haut, sans avoir le pouvoir de faire acte personnel. Enfin, pour s'assurer le maximum de sécurité, la grande société de crédit disposée à faire une avance à une entreprise régionale, devrait entreprendre une série d'études techniques et contentieuses sur sa valeur et ne pas perdre de vue un instant sa marche jusqu'au moment du remboursement des avances. La centralisation de cette Société fait obstacle à de telles opérations.

Les banques de dépôts, pour cette double raison : liquidité, centralisation, ne pénètrent à peu près jamais sur ce terrain. Sans doute trouve-t-on quelquefois chez leurs représentants l'opinion inverse. Par exemple, le rapport à l'assemblée extraordinaire du Comptoir d'Escompte, du 26 avril 1900, s'exprimait en ces termes :

« Il faut que les principales sociétés de crédit françaises soient en mesure de pourvoir au développement économique

de notre pays, comme le font pour le leur les principales banques allemandes.

« Par sa traditionnelle préoccupation des intérêts nationaux, par la nature même des affaires dont il est particulièrement occupé, le Comptoir est placé aussi bien que qui que ce soit, pour seconder heureusement ce mouvement et en tirer honneur et avantage, sans se départir du programme arrêté dès l'origine, qui fait des opérations commerciales de banque, la source principale et régulière des profits. »

Mais c'est là un langage exceptionnel. Deux ans après, le rapport du Conseil d'Administration de la même Banque, lu à l'assemblée générale du 9 avril 1902, exposait très nettement les motifs de la politique d'abstention sur ce terrain :

« On aurait voulu quelquefois nous voir rechercher des affaires industrielles. Il en est assurément d'excellentes, mais les entreprises industrielles, même les mieux administrées, comportent des risques que nous considérons comme incompatibles avec la sécurité indispensable dans les emplois de fonds d'une banque.

« D'autre part, pour qu'elles arrivent à maturité et donnent les produits que l'on peut en attendre, un temps plus ou moins long est toujours nécessaire.

« Il ne faut pas avoir à compter sur la réalisation d'un actif industriel pour rembourser des dépôts à vue. »

Sur le terrain des crédits à long terme, la place est donc libre pour les banques locales. Et dégagées de la concurrence de leurs rivales, elles peuvent jouer ici un rôle facile, qui sera une source de profits pour elle et qui bénéficiera à l'intérêt national.

A ce rôle, elles sont particulièrement aptes.

D'abord les capitaux avec lesquels elles travaillent le permettent. Ce ne sont pas des fonds déposés, remboursables à vue ou à court délai. Ce sont, avant tout, les capitaux du banquier lui-même ; ce sont aussi les fonds de capitalistes désireux de procurer à leur argent un rendement intéressé. Le banquier local n'a pas à redouter des demandes de retraits imprévus, arrivant toutes au même moment. Ses capitaux, ceux de ses clients, peuvent être immobilisés dans un placement de longue durée.

D'autre part, de tels placements dans des affaires régionales offrent au banquier local des facilités que n'ont pas les grands établissements de crédit. Il règne, nous l'avons vu, une certaine intimité, une certaine continuité dans les relations du banquier local avec l'industrie et le commerce de la région. Voisins l'un de l'autre, ils se connaissent mutuellement. L'industriel sait la confiance qu'il peut avoir dans la banque. La direction reste la même pendant de longues années ; le fils succède au père. L'emprunteur est assuré que le crédit qui lui a été consenti lui sera maintenu, tandis que le directeur d'une agence d'une grande banque, s'il a de nombreuses demandes de dépôts à satisfaire, ou simplement s'il vient à changer ou s'il reçoit un mot d'ordre du siège central retirera peut-être brusquement le crédit en blanc. La banque locale n'offre pas ce danger et c'est un élément de sécurité pour l'industrie.

Inversement le banquier, qui a toutes ses attaches dans la région, sait la situation exacte des indus-

triels et des commerçants, l'avenir de leur affaire, leurs capacités de travail, d'énergie ; il est au courant de leur situation pécuniaire, de leurs disponibilités, de leur chiffre d'affaires et même des héritages qu'ils ont faits ou peuvent être appelés à faire.

Ainsi, le banquier local est en possession d'éléments d'appréciations qui lui permettent d'accorder son appui financier sans exiger de garanties réelles. Le crédit personnel tire de ces relations de voisinage toute sa valeur et donne au banquier local toute sa sécurité.

Cette sécurité, il peut en faire bénéficier le capitaliste de la région. Celui-ci a confiance dans le banquier qu'il connaît. Il sait qu'il peut compter sur son expérience professionnelle, sur son appréciation des hommes et des affaires de la région et, conseillé par lui, il n'hésitera pas à placer, sans garanties réelles, sans gage, dépôt de titres ni hypothèques, des capitaux dans une affaire que le banquier lui a recommandée. Le banquier pourra même mettre directement en rapports l'industriel ou le commerçant qui cherche un commanditaire et le capitaliste susceptible de le devenir. C'est bien là le rôle fondamental du banquier, de servir d'intermédiaire entre les capitalistes en quête de placements et les chefs d'entreprises industrielles ou commerciales à la recherche du crédit.

Enfin, le voisinage donne un autre avantage au banquier local et au capitaliste. Il permet de suivre la marche de l'entreprise et de la contrôler constam-

ment, d'assister à son développement et de l'aider, au besoin, soit dans des périodes de gêne momentanée, soit pour assurer son extension.

Le crédit personnel à long terme établit une étroite solidarité entre la banque locale et l'industrie, le commerce ou l'agriculture de la région. Toute la région y trouve son profit. Le banquier, le capitaliste bénéficient de la prospérité des entreprises et celles-ci savent qu'en développant leur activité, elles augmenteront leur crédit personnel.

On a souvent prôné une orientation des banques locales vers le crédit personnel aux affaires régionales et l'on a parfois regretté que les banques locales françaises ne soient pas plus résolument entrées dans la voie suivie par les banques allemandes, prenant une place délaissée par les grandes sociétés de crédit.

« Chez nous, écrivait l'auteur d'un article paru dans *l'Information* (1), le créateur de la moindre affaire se débat en d'inextricables difficultés. En Allemagne, les banques sont à l'affût des entreprises privées pour les transformer en sociétés ou les commanditer.

« Les banques allemandes usent dans une large mesure du système des crédits à découvert, après avoir, naturellement, examiné à fond la situation financière de la société et les conditions générales de l'industrie qu'elle exploite. Cette façon de procé-

(1) *L'Information*, mars 1905.

der exige une grande habitude des affaires et aussi beaucoup de sang-froid. C'est pourquoi il arrive en France que des industriels refusent eux-mêmes d'accepter un découvert, craignant qu'à la moindre alarme, le banquier affolé ne coupe le crédit.

« En Allemagne, les banques ont en vue le développement du commerce et de l'industrie. C'est pourquoi au lieu d'étouffer les petits rivaux sous un réseau d'agences et de succursales, elles leur ont tendu la main et en ont fait des alliés. Cette politique est d'autant plus féconde que la grande société financière et les établissements de moyenne importance qu'elles commanditent ne s'adressent pas au même public. A la première, il faut les grosses affaires qui permettent des bénéfices suffisants pour solder leurs frais généraux importants, aux seconds conviennent les entreprises secondaires qui n'exigent pas un crédit considérable. »

Il serait sans doute exagéré de dire que le crédit à découvert en faveur de l'industrie soit inconnu en France. La commandite, qui autrefois était avec l'escompte l'opération essentielle des banques locales a perdu du terrain, au moment où ces banques concurrencées par les gros établissements, subissaient une crise et voyaient leurs capitaux se réduire avec le nombre de leurs opérations. Cependant, certaines banques ont continué d'effectuer au profit de l'industrie régionale des avances à plus ou moins longue échéance. Elles ont été, nous le verrons, un des principaux moyens d'action des banques lorraines

et l'un des procédés par lesquels elles ont le plus efficacement, à la fois contribué à l'essor de l'industrie métallurgique, dans le bassin de Briey, et assuré leur propre prospérité.

Il n'est pas inutile cependant de faire ressortir le rôle important que pourraient jouer les banques locales dans le développement des forces économiques régionales et nationales, en généralisant la pratique du crédit personnel à long terme. Leurs traditions les y convient ; elles ont montré leurs aptitudes à cet égard. C'est, en quelque sorte, leur spécialité et elles doivent d'autant moins hésiter à maintenir cette politique qu'elles n'ont pas à redouter sur ce terrain là concurrence des grandes sociétés de crédit.

L'intervention des banques locales en faveur de l'industrie peut prendre une autre forme encore. Par le crédit à long terme, sous forme d'avances à titre de prêts proprement dits, ou sous forme de commandites, la banque apporte à l'industrie l'appui de ses capitaux ou de ceux d'un capitaliste en quête d'un placement sûr et rémunérateur. Si l'entreprise a fait ses preuves, si elle a besoin, pour s'étendre, de nouveaux fonds, la banque locale peut être appelée à jouer un nouveau rôle, à procéder à une plus vaste opération, à un appel de capitaux sur une plus grande échelle, à la transformation de l'exploitation en société anonyme, à l'émission d'un capital-actions ou d'un capital-obligations.

Ici, comme dans l'avance ou dans la commandite,

elle peut d'ailleurs prendre l'opération pour elle-même, ou l'effectuer à titre d'intermédiaire, en raison de l'importance des capitaux demandés et recevoir les souscriptions aux guichets.

A première vue, les banques locales semblent devoir se heurter ici à une redoutable concurrence des sociétés de crédit. Celles-ci bénéficient des avantages de la concentration. Elles disposent d'un grand nombre d'agences et de succursales, répandues sur tout le territoire, de puissants moyens de publicité. Leur clientèle étendue leur permet de garantir le placement des émissions les plus considérables. Aussi leur concours est-il recherché par toutes les grandes entreprises désireuses d'accroître leur capital et de voir leurs nouveaux titres rapidement classés. C'est une opération extrêmement avantageuse pour l'établissement financier. Il gagne d'abord une commission très élevée, proportionnelle au nombre de titres placés ; de plus, un service de titres bien organisé engage les souscripteurs à s'adresser à lui pour toutes leurs opérations sur les titres souscrits et plus généralement sur l'ensemble des opérations de leur portefeuille.

La banque locale ne peut guère songer à placer dans sa clientèle, qui est celle de la région, qui est restreinte, l'intégralité des emprunts d'états étrangers ou des emprunts des plus grosses sociétés industrielles. Les gros emprunteurs s'adressent de préférence aux établissements de crédit. C'est par l'intermédiaire de ceux-ci que les banques locales ont parfois

pris des participations dans quelques emprunts importants, s'adressant à l'ensemble du public français ; elles laissent naturellement à l'intermédiaire une part du bénéfice.

Cependant, il reste encore une place considérable à l'activité des banques locales en matière d'émissions. D'une part, les grosses banques sont loin d'absorber toutes les disponibilités. Le chiffre formidable auquel s'élèvent les dépôts en banque suffirait à le prouver. Ces milliards placés en comptes courants à la Banque de France, à la Société Générale, au Crédit Lyonnais, etc..., ne produisent aucun intérêt au profit du déposant (c'est le cas pour les fonds déposés à la Banque de France), ou ne lui procurent qu'un intérêt très minime. Ces capitaux gratuits ou presque gratuits ne pourraient-ils trouver un emploi plus rémunérateur ? Si le capitaliste était renseigné, s'il était assuré de trouver toutes facilités de négocier presque immédiatement un titre dès qu'il aurait besoin de ses fonds, il préférerait à un infime revenu, compensation onéreuse de la faculté de remboursement à vue, un placement en actions ou obligations plus rémunérateur et réalisable en un court délai.

Il reste donc en France assez de capitaux disponibles pour alimenter l'activité d'émission des banques locales et leur permettre, en dehors d'une participation indirecte aux grandes émissions, d'assurer, elles-mêmes, sans intermédiaire, les émissions de valeurs secondaires, et spécialement de valeurs régionales.

Cette orientation n'aurait que des avantages ; tant pour les banques locales elles-mêmes, qu'au point de vue de l'économie nationale. Ces banques, en effet, n'ont pas à redouter, ici la concurrence des gros établissements de crédit, qui sont portés à négliger ces opérations, au détriment de l'intérêt national.

On a souvent critiqué la politique des grandes Sociétés de crédit en matière d'émissions. Sans doute, elles ont effectué avec succès le placement des titres d'un certain nombre d'entreprises françaises. Il nous suffira de citer entre autres : la Compagnie Thomson Houston, la Compagnie Continentale d'Eclairage, la Compagnie du Chemin de fer de Bône-Guelma, les Messageries Maritimes, la Compagnie Générale Française de Tramways, les Câbles Transatlantiques, la Compagnie des Chemins de fer économiques du Nord, la Compagnie des Compteurs à Gaz, la Société Française de Banque et de Dépôts, etc...

Mais leur puissante centralisation les a trop souvent conduites à perdre de vue les considérations d'ordre purement national et à faire de la banque internationale. Il nous suffira de rappeler les chiffres donnés dans notre introduction, qui font ressortir la part de beaucoup prépondérante des valeurs étrangères dans les émissions faites par les grandes banques pendant les années qui ont précédé la guerre de 1914. De 1902 à 1914, elles ont lancé en capital, trois fois plus de titres étrangers que de

titres français. Au contraire, l'Allemagne, en 1908, plaçait à l'étranger 700 millions et consacrait plus de 2 milliards (2.300 millions) au développement de son industrie nationale.

Quelques avantages que puisse présenter, au point de vue international, l'emploi en valeurs extérieures des capitaux français, la proportion qu'il atteignait avant la guerre est fort exagérée, si l'on tient compte des capitaux dont la France aurait besoin pour son outillage national, pour ses travaux publics, son industrie, pour l'utilisation de ses richesses naturelles. Aujourd'hui, ce besoin est plus urgent que jamais, la politique économique doit être orientée dans le sens de l'indépendance et de la suprématie nationales. L'exportation des disponibilités françaises doit être arrêtée au profit des intérêts économiques purement nationaux.

Or, si l'on fait exception pour les grands emprunts susceptibles d'intéresser tous les capitalistes du territoire : emprunts de l'Etat Français, du Crédit National, du Crédit Foncier, de la Ville de Paris, les grandes Sociétés de crédit sont moins bien placées que les banques locales pour s'occuper des affaires d'ordre régional. Cela tient à leur centralisation même. Leur clientèle s'étend à toute la France, et même à l'étranger. Les clients recherchent des valeurs faciles à connaître, dont l'appréciation leur paraisse aisée. En outre, il faut des valeurs susceptibles d'être demandées sans distinction de région, par l'ensemble des clients, qu'ils soient du Nord ou

du Midi, de l'Est ou de l'Ouest. Ces deux raisons expliquent pourquoi les grosses Sociétés de crédit se chargent surtout des émissions de l'Etat Français, des états étrangers, des grands établissements (Ville de Paris, Crédit Foncier, etc...) ou des entreprises internationales de grande envergure. Ils ont chance de trouver de nombreux capitalistes attirés par le caractère quasi-officiel de l'opération dans lequel ils croient trouver une garantie qui les dispense de demander des renseignements détaillés sur la valeur de l'émission.

Sûrs d'un placement facile de l'émission, qui leur laisse de beaux bénéfices, des commissions plus élevées, les grandes banques ont été naturellement portées à diriger leur clientèle vers ces catégories de valeurs, lui faisant miroiter le rendement élevé des emprunts étrangers, et la sécurité, parfois trompeuse, des valeurs d'états.

La centralisation de ces grandes Sociétés de crédit les condamnait au contraire à négliger les valeurs locales. Elles sont placées trop haut et voient de trop loin pour les apprécier; de même qu'elles ne peuvent pratiquer le crédit personnel à long terme au bénéfice d'entreprises peut-être excellentes, mais qu'elles ne sont pas à même d'estimer exactement, de même elles se refusent à courir le risque de lancer dans le public des titres de sociétés qu'elles ne sont pas à même d'étudier. Eussent-elles même un service de renseignements décentralisé, chargé d'un examen approfondi de la marche ou de l'avenir

d'une affaire locale, ces grandes banques ne voudraient pas se charger de ces émissions. Leur clientèle, c'est tout le pays. Tous les capitalistes français ne s'intéresseront pas à une affaire de houille blanche du Dauphiné. Les clients du Midi ne souscriront pas aux actions d'une entreprise nouvelle créée dans le Nord. A moins qu'il ne s'agisse d'une entreprise connue universellement qui veut procéder à l'augmentation de son capital, une entreprise locale ne peut trouver de capitaux que dans la région, si elle se fonde ou se transforme en société anonyme. Or, les grosses banques ne se chargeront pas de placer dans une région un stock limité de titres. La rémunération serait hors de proportion avec le travail. Elles préfèrent les grosses émissions s'étendant à l'ensemble du territoire, qui leur rapportent de plus beaux bénéfices.

La place reste donc libre pour la banque locale. Cette affaire qui se monte, cette entreprise privée, cette commandite qui veulent consolider leur crédit ou étendre leurs opérations et prennent la forme de sociétés par actions, la banque locale les connaît. Elle a peut-être déjà fait du crédit à l'entreprise. Elle en connaît les dirigeants; elle en sait l'avenir. Elle peut donc prendre à son compte l'émission. Elle est d'ailleurs assurée de la placer. En effet, ses clients, les capitalistes de la région, sont, eux aussi, renseignés sur l'affaire, ils l'ont vue à l'œuvre ou ils en apprécient les chances de succès: ils savent qu'il leur sera facile d'en contrôler journallement la

marche et la bonne gestion. S'ils ne connaissent pas personnellement l'entreprise, ils savent qu'ils peuvent avoir confiance dans les Conseils de la banque locale, et ils lui apporteront volontiers leur concours financier. Ils sont d'autant plus facilement portés à suivre ses conseils qu'elle-même est bien souvent intéressée dans l'émission. Par exemple, elle a fait des avances en compte courant, des ouvertures de crédit sans garanties réelles à l'entreprise, et l'émission a pour objet de consolider ces avances maintes fois renouvelées. La banque, qui va être remboursée de sa créance par des actions, n'engagera l'opération d'émission que si elle est sûre de son succès et de l'avenir de l'entreprise.

Le placement en valeurs régionales peut donc être pour la banque locale un domaine d'action très intéressant et la source de bénéfices, d'autant moins à négliger qu'elles n'ont pas de concurrence à redouter. Cette opération en amène d'autres. Les souscripteurs aux émissions régionales sont des capitalistes de la région. Si la banque sait bien s'organiser elle pourra les retenir en faisant le service des titres: coupons, renouvellements, conversions, transferts, négociations, etc... Le développement de ces services pourrait même ajouter un élément de succès qui a souvent manqué aux émissions de valeurs régionales.

Sans doute, en principe, le souscripteur à ces valeurs, agit moins en vue de la spéculation que pour faire un placement et conserve en portefeuille

les titres de l'entreprise qu'il espère voir se développer. Les titres se classent rapidement, ce qui évite à la société par actions les contre-coups de la spéculation nuisibles au succès des émissions ultérieures.

Mais le capitaliste, à un moment donné, peut avoir besoin de ses fonds ou désirer réaliser le bénéfice d'un cours plus élevé des actions. Le marché des valeurs régionales est restreint pour ce double motif que ceux qui les ont en mains ne se trouvent que dans la région et ne s'en défont pas volontiers. La difficulté que le porteur trouve à les négocier leur fait souvent préférer par les capitalistes les valeurs émises par les grandes sociétés, valeurs qui, en raison de leur grande diffusion, et étant cotées à Paris, donnent lieu tous les jours à de nombreuses transactions et, grâce à leur faculté de réalisation presque immédiate, constituent pour le porteur des disponibilités presque au même titre que les dépôts à vue.

Les banques régionales ont essayé de remédier à la difficulté des transactions sur les valeurs régionales, difficulté assez grave pour compromettre le succès des émissions. L'organisation des bourses de province, souvent trop distantes ou qui cotent des cours de loin en loin ne suffit pas à y parer. Des banques locales ont pris l'initiative de se transmettre les unes aux autres les demandes et les offres qu'elles reçoivent et de coter des cours, qu'elles font connaître au public par des circulaires gratuites. Il s'établit

ainsi pour les titres de sociétés régionales une sorte de marché en banque, susceptible d'en faciliter la négociation, au moins dans une mesure relative.

L'escompte des effets régionaux, le crédit personnel à long terme, les émissions de valeurs régionales, voilà pour les banques locales un champ assez vaste pour alimenter leur activité et leur permettre de vivre et de prospérer à côté des grandes sociétés de crédit. Dès avant la guerre, des banques de province ont su comprendre que, sur ce terrain, elles n'avaient pas à redouter la concurrence de celles-ci, et elles ont réussi à conjurer la crise et à affirmer leur vitalité en l'explorant.

Cette expérience ne doit pas être perdue et, plus que jamais aujourd'hui, il importe d'encourager cette politique des banques locales, et d'insister sur le rôle précieux qu'elles peuvent jouer comme soutiens financiers d'une politique économique exclusivement nationale. L'industrie, le commerce, l'agriculture de chaque région de la France, en se développant, ne poursuivent pas une œuvre purement égoïste, particulariste, régionale. Ils travaillent en même temps à la prospérité nationale. Cette décentralisation économique n'est pas pour le pays un élément de faiblesse mais de force, puisqu'elle contribue à la mise en valeur de toutes ses facultés, remédiant à une excessive concentration qui, sous prétexte d'éviter le particularisme, déborde les frontières et néglige le point de vue national.

Ce concours de la banque locale et de l'industrie,

du commerce et de l'agriculture, ne peut d'ailleurs produire tous ses effets qu'à certaines conditions. Cette collaboration, à la différence des relations de la grande banque et de l'industrie, repose, avant tout, sur le principe du crédit personnel. C'est dire que les rapports de la banque et de l'entreprise doivent être ouverts, empreints de la plus grande franchise. Il faut que le banquier connaisse de l'industriel sa situation exacte, que celui-ci lui produise son bilan, même ses livres de commerce. Avant de s'engager à fond, le banquier examinera les registres de comptabilité. L'industriel devra supporter son contrôle discret au cours de l'entreprise. Enfin, il doit rester fidèle à son banquier et lui réserver toutes ses opérations d'escompte, au lieu d'en charger son concurrent.

De son côté, la banque doit faire confiance à son client, ne pas exiger le remboursement immédiat et brusque du crédit, comme le ferait une grande société de crédit, mais au besoin, le renouveler; elle doit saisir l'avenir de l'entreprise et ne pas lui refuser les capitaux nécessaires à son extension, faute desquelles elle serait trop souvent condamnée à une existence végétative et routinière.

Telle est la ligne de conduite seule susceptible d'assurer entre la banque locale et l'industrie régionale l'intime collaboration indispensable à l'une comme à l'autre, collaboration personnelle qui est la méthode propre de la banque locale et la justification de son existence à côté du grand établisse-

ment de crédit. Celui-ci fait des opérations en grand, sur une vaste échelle; sa concentration le conduit à une politique trop souvent internationale. Le rôle de la banque régionale, c'est de faire des affaires régionales, et de les faire au moyen du crédit personnel.

Cette méthode, les banques régionales peuvent l'utiliser dans une autre sphère de l'économie nationale trop négligée jusqu'ici en France : l'exportation. Dès avant la guerre, la France était, au point de vue des exportations, dans un état d'infériorité manifeste. En 1872 ses exportations atteignaient 3 milliards de francs, chiffre un peu supérieur à celui de l'Allemagne; en 1913, il n'en représentait guère plus de 55 0/0, à peine 7 milliards contre 12 milliards 500 millions. C'est-à-dire, qu'en vingt années, les exportations françaises n'ont guère que doublé et les exportations allemandes ont quadruplé (1).

Depuis la guerre, le problème des exportations prend une importance de premier plan. Leur développement est indispensable pour améliorer la balance des comptes compromise par l'accroissement formidable de notre dette extérieure, par les importations et les emprunts. En même temps qu'un remède à la crise du change, c'est une condition essentielle du maintien de l'influence économique française à l'étranger.

Nous n'avons pas à énumérer ici toutes les réfor-

(1) J. BUFFET, *op. cit.*, p. 83 et 156.

mes désirables en vue de l'extension des exportations, ni même à étudier tous les projets d'organisation du crédit à l'exportation. On a préconisé l'organisation des banques d'exportation géographiques ou corporatives, quelquefois avec le concours de l'Etat. Le problème paraît dépasser la banque locale dont l'action s'explique et se justifie par le fait qu'elle est sur place. Le crédit à l'exportation se décompose en deux opérations. Il exige d'abord l'organisation d'une documentation relative aux conditions économiques, à la création de débouchés, à la solvabilité et aux méthodes de travail de la clientèle exportatrice. C'est là le rôle des consuls, de l'office national du commerce extérieur, des chambres de commerce françaises à l'étranger. En second lieu, la question de crédit proprement dit, il faut que l'exportateur trouve du crédit à long terme. Ici, l'on peut concevoir l'intervention de la banque locale, non certes isolée, en raison des risques, mais groupée avec d'autres banques locales en une sorte de fédération de comptoir d'exportation. Ainsi les banques de la région qui connaissent l'industriel exportateur, lui feraient crédit non seulement pour faire marcher son entreprise en France, mais pour écouler ses produits à l'étranger. Combinant les renseignements qu'elles recevraient des consuls, de l'office du commerce extérieur, des chambres de commerce, avec la confiance qu'elles ont mise dans les affaires industrielles de la région, ne seraient-elles pas mieux placées qu'une société bancaire sans

attache avec ces entreprises pour les soutenir jusque dans son effort extérieur, en ayant soin de se fédérer pour compenser les risques des diverses entreprises au point de vue de l'exportation ?

En étudiant les rapports de la politique bancaire avec l'économie nationale, nous avons eu l'occasion de faire ressortir l'appui financier prêté par les banques allemandes à l'industrie et au commerce de l'Allemagne; ce rôle que certaines banques locales ont essayé de jouer en France avant la guerre et qu'il conviendrait de développer, rôle de soutien des affaires régionales et nationales, les banques allemandes l'ont exercé dans une plus large mesure. Mais les méthodes diffèrent profondément. La banque et l'industrie régionales françaises vivent en collaboration, mais autonomes. La banque allemande par des participations directes aux entreprises, tend à les absorber.

Les banques allemandes ont incontestablement contribué dans une large mesure au développement économique de leur pays et spécialement à l'expansion de son commerce extérieur. Mais ce sont des banques à tout faire. Elles sont à la fois banques de dépôt, banques d'escompte, banques d'affaires. Les immobilisations ne les effraient pas, qu'il s'agisse d'émissions d'actions dont la majeure partie leur reste en portefeuille, de véritables participations industrielles ou d'avances à long terme. Des participations, des acquisitions de contrôle ou même de simples absorptions ont provoqué, avant la guerre,

la concentration de presque tout le système bancaire entre quelques grandes firmes de Berlin. Possédant un chiffre très élevé d'actions, ces banques s'identifiaient en quelque sorte avec les entreprises qu'elles soutenaient, et finissaient d'ailleurs parfois par les absorber.

C'est une méthode que les banques locales françaises n'ont pas suivie. Plus prudentes, plus traditionalistes, elles ont conservé l'indépendance des entreprises qu'elles aidaient de leur crédit. Aux absorptions, aux participations directes, elles préfèrent, en général, le procédé des émissions de titres écoulés ensuite dans le public. Cette pratique prudente restreint peut-être l'essor de l'entreprise qui est leur cliente, mais en les dégageant d'une solidarité complète, elle ménage la sécurité de la banque et des capitalistes. Elle leur a évité le contre-coup des catastrophes que la guerre a amenées dans l'industrie et les banques allemandes.

D'autre part, la concentration et la centralisation des banques allemandes leur a fait perdre une partie des avantages et de la sécurité qui résultent de la décentralisation : inconvénient d'ailleurs atténué par l'éducation des capitalistes allemands, qui préfèrent aux fonds d'états allemands eux-mêmes, les valeurs industrielles (1).

Nous allons voir, au contraire, dans le chapitre

(1) BARETY, *L'évolution des banques locales en France et en Allemagne*, p. 33.

suivant, les banques locales françaises, tout en cherchant dans le groupement un moyen de combattre la concurrence des banques concentrées, éviter avec soin une concentration intégrale et maintenir fermement leur caractère régional et leur autonomie.

CHAPITRE III

L'Association des Banques locales

Dans le chapitre précédent, nous avons tracé la ligne de conduite que les banques locales doivent observer pour prospérer à côté des grandes sociétés de crédit, au lieu d'entamer sur le même terrain une lutte inégale, dans laquelle elles se trouvent d'avance handicapées par les avantages de la centralisation et de la concentration. Mais si nette que paraisse cette ligne de démarcation entre l'action des banques locales et l'action des grandes banques de dépôt, si conforme qu'elle apparaisse à la logique, compte tenu de leur situation et de l'origine des capitaux qu'elles emploient, la crise des banques locales ne s'est pas résolue par un départ d'attributions aussi accusé. Les banques locales n'ont pas consenti volontiers à abandonner certains terrains d'action aux banques de dépôts. Celles-ci leur faisaient une concurrence brillante pour l'escompte; elles ont prétendu les suivre sur leur propre terrain, leur emprunter leurs méthodes et leurs opérations. Elles ont vu dans la concentration

une des raisons du succès des banques de dépôts, elles ont essayé une concentration au moins relative. Elles ont vu les banques tirer de gros profits des émissions, elles ont tenté de faire des émissions, non seulement de valeurs régionales, mais de valeurs nationales ou même internationales. C'était sans doute sortir de leur sphère normale, et il faut souhaiter que dans l'avenir, elles se limitent au placement des titres régionaux ou tout au plus nationaux. Mais soucieuses de ne pas abandonner sans lutte à leurs concurrentes un seul pouce de terrain, elles ont tenté de participer aux plus grosses opérations d'émission. Elles étaient d'ailleurs forcées de se retrancher sur ce terrain ; la branche des titres devenait l'essentiel du commerce de banque, depuis que la masse des capitaux introduits sur le marché sous forme de dépôts abaissait l'escompte à un taux si faible qu'il devenait une opération peu avantageuse.

Mais la banque locale pouvait-elle songer à participer directement à une émission, dans sa situation isolée, avec ses faibles capitaux ? Les emprunteurs s'adressaient aux grandes banques, qui présentaient une surface, un crédit considérable, avec leur capital si impressionnant. La banque locale était réduite à s'inscrire comme sous-participant du grand établissement de crédit. Celui-ci lui allouait une commission infime et gardait pour lui la plus grosse part de la commission versée par l'emprunteur.

Pour obtenir le droit de participer directement aux syndicats de placement, la banque locale devait chercher un élément de force non seulement dans la concentration, dans l'augmentation de son capital mais aussi et surtout dans un groupement avec les autres banques locales. Ainsi les emprunteurs trouveraient en face d'eux une association représentant un ensemble de capitaux importants. Cette association serait le prête-nom, la façade imposante qui attirerait les emprunteurs et donnerait à l'ensemble des banques locales, pour l'opération d'émission, le crédit qu'aucune d'elles, envisagée séparément, ne possédait pas.

C'est de cette nécessité qu'est né le Syndicat des Banques de Province.

SECTION I

Le Syndicat des Banques de Province.

La création de cet organisme ne s'est d'ailleurs pas opérée sans difficultés et sans hésitations, et il n'est sorti qu'à la longue de tâtonnements et d'essais divers. Nous verrons un peu plus loin pourquoi.

Dès 1882 existait une Union des banquiers des départements. C'était une association purement professionnelle, qui se réunissait à des intervalles assez éloignés, en vue d'étudier les questions juridiques et contentieuses soulevées par l'exercice de la pro-

fession de banquier. C'était une sorte de comité de contentieux qui suppléait à l'absence de service de contentieux dans les banques locales, et fixait les principes concernant les successions, les transferts, les contrats de mariage, etc. D'autre part, grâce à l'intermédiaire de ses membres, elle était à même de fournir sur les marchés régionaux, la moralité et la solvabilité du commerce local, des renseignements précieux. Enfin, parvenue à une certaine notoriété, l'Union intervenait soit auprès des autorités pour obtenir la réalisation de réformes locales, soit comme arbitre dans les différends entre les établissements locaux.

En dehors de cette action effective et pratique, l'Union des banquiers des départements recevait dans ses réunions les suggestions de ses membres sur les réformes à apporter dans la profession, sur les moyens de combattre la concurrence des sociétés de crédit et d'assurer la prospérité des banques locales. C'est de ces discussions d'ordre longtemps platonique et théorique, qu'est sortie la création du Syndicat des Banques de Province.

D'autre part, il existait un « Syndicat d'émission des Banques de Province ». Ce groupement avait pour but de présenter à ses adhérents des affaires locales, surtout des affaires industrielles. On s'aperçut bien vite du défaut et de l'impuissance d'une telle association. Les affaires d'une région n'intéressent que les capitalistes de cette région qui sont seuls à même d'en apprécier la valeur et de les suivre. Quand des

banquiers des départements du Nord apportaient au Syndicat des offres d'affaires industrielles, ils les voyaient refusées par les banques du Midi, qui savaient ne pouvoir y intéresser leur clientèle. C'est pourquoi, sentant bien qu'un tel objet condamnait le Syndicat d'émission des Banques des départements à végéter, un de ses membres, en 1899, émit l'opinion qu'on présentât aux banquiers de province des affaires d'intérêt général, et non plus des affaires d'intérêt exclusivement régional.

Mais sur ce terrain, les banques locales rencontraient la concurrence des sociétés de crédit. Impuissantes à trouver dans le syndicalisme, un moyen d'assurer le succès des émissions régionales, moyen que le caractère régional même de ces émissions condamnait à être inopérant, elles cherchèrent dans le même procédé, le syndicalisme, une arme contre la concurrence des grandes banques dans un domaine où l'association, la centralisation même était plus efficace.

Le Syndicat des Banques de Province allait donc réaliser sous une forme pratique le principe de l'association dans lequel l'Union des Banquiers des Départements avait vu le moyen de relever les banques locales. Avant de le créer, elle avait assumé, pendant plusieurs années, la tâche ingrate de chercher un remède à la crise qui les atteignait. Il lui avait fallu étudier les conditions d'adaptation des banques locales aux transformations du marché et de l'évolution qu'elles devaient opérer dans leurs méthodes

financières. L'organe était enfin trouvé. C'était un syndicat appelé à grouper le plus grand nombre possible de banques de province, afin de leur conférer par l'union, le crédit qui leur manquait individuellement. C'est du placement des titres que les sociétés de crédit semblaient tirer leur principal élément de bénéfices et de puissance. Les banques de province allaient leur prendre leur méthode. Le Syndicat, fort du crédit total de ses adhérents, chercherait des participations directes dans les principaux syndicats de garanties, et en rétrocéderait les avantages et les risques à ses membres, se contentant de leur prêter le crédit de son nom.

Tel était l'objet fondamental du Syndicat des Banques de Province ; l'article 4 des statuts précise son but :

« ART. 4. — Le Syndicat a pour but :

« 1^o De communiquer à ses adhérents tous renseignements financiers parvenus à la connaissance du Comité.

« 2^o D'étudier toutes les affaires financières, commerciales, industrielles, susceptibles de les intéresser.

« 3^o De faciliter leur participation à la formation de sociétés par la prise ferme ou à option de toutes valeurs à émettre.

« 4^o D'obtenir pour ses adhérents les meilleures conditions possibles pour leur participation aux émissions de titres. »

Le Syndicat des banques de province était ouvert ; il comprenait, en dehors des signataires primitifs des statuts, toutes les maisons de banques agréées par le Comité de direction et qui adhèreraient aux statuts (art. 1^{er} et 4).

L'action du Syndicat devait naturellement être d'autant plus efficace qu'il recruterait un plus grand nombre d'adhérents. Son crédit est l'ensemble du crédit des banques qui le composent. Un emprunteur le chargera d'autant plus volontiers de placer un lot de titres qu'il sera assuré d'un débit plus important dans une clientèle plus étendue.

Cependant, les débuts du Syndicat furent assez difficiles. Malgré les efforts de l'Union des Banquiers des départements et la campagne énergique menée par M. Casimir Petit, les adhésions n'arrivaient que lentement, leur petit nombre manquait de compromettre le succès de l'entreprise. C'est que les banquiers locaux en comprenaient mal l'utilité. Ils avaient leurs habitudes, leurs routines, leurs traditions. Ils se méfiaient de toute nouveauté. Ils assistaient, à côté d'eux, à l'absorption des petites banques, que les grandes sociétés achetaient ou dont elles enrôlaient le chef comme directeur d'agence ou de succursale. Jaloux de leur indépendance, de la considération personnelle dont ils jouissaient, dont jouissait leur famille dans la localité, ils redoutaient de voir leur maison perdre son nom, son autonomie, devenir un simple rouage dans un organisme à concentration progressive; ils craignaient de n'être plus eux-mêmes que les agents sans indépendance d'une grande compagnie financière.

C'était un préjugé, car le Syndicat différait essentiellement des sociétés de Crédit; c'était une fédération, il conservait à chaque établissement local

son autonomie, sa responsabilité, ses risques et ses chances de profits; toute liberté aussi de participer aux opérations recommandées par lui ou de s'abstenir. « Il n'y a entre les adhérents, stipulait l'article 5 « des statuts, aucune solidarité; chacun d'eux n'est « responsable que de la part qu'il lui convient de « prendre dans chaque affaire proposée par le « Comité. »

Mais il fallait vaincre ce préjugé, vaincre l'individualisme excessif, si répandu dans les milieux bourgeois de province, y substituer, au nom même de l'intérêt individuel, un esprit d'union et de solidarité, les banquiers locaux y perdraient une partie de leur renommée personnelle, mais ils y gagneraient des profits matériels. C'est cet intérêt qu'ils furent longs à comprendre. Le Syndicat n'exigeait de ses adhérents qu'un versement, une fois donné, au moment de son admission, d'une somme de cent francs, pour pourvoir aux premières dépenses et constituer un fonds de prévision (art. 13). Beaucoup de banquiers, peu confiants dans l'avenir du Syndicat, hésitaient à engager cette dépense, pourtant minime, qu'ils considéraient comme une perte sèche.

Cependant, peu à peu les hésitations qui avaient retardé la création du Syndicat faisaient place à une plus juste appréciation de son utilité. Les adhésions lui arrivèrent de plus en plus nombreuses, augmentant ainsi progressivement la puissance d'un organisme qui tire sa force du chiffre de ses membres.

Depuis la fin de l'année 1901 jusqu'en 1905, il avait groupé 220 banquiers; deux ans après, au 15 décembre 1907, le nombre des adhérents s'élevait à 278. Au début de 1913, il atteignait 392. Nous n'avons pu obtenir au siège de la Société Centrale des Banques de Province la liste actuelle des membres du Syndicat. Il est probable qu'elle comprend aujourd'hui à peu près tous les banquiers de province susceptibles de se syndiquer. En 1908, M. Barety (1) en évaluait le nombre approximativement de 350 à 400, et depuis, le mouvement de concentration régionale qui s'est produit dans la banque locale a plutôt diminué qu'augmenté le nombre des banques de province. Par contre, le nombre des maisons représentées par le Syndicat est beaucoup plus considérable, si l'on compte séparément les succursales ou les agences de ces banques, souvent plus importantes que l'établissement principal. En 1907, les 278 banquiers membres du Syndicat représentaient déjà plus de 400 maisons, alors que, en 1902, M. Beauregard (2) évaluait à 800 maisons le nombre des établissements de banques locales. Ce chiffre devrait être fortement relevé aujourd'hui, la concentration régionale étant accompagnée de la multiplication des agences et succursales.

A côté des petites banques locales, le Syndicat comprend au nombre de ses membres diverses

(1) M. BARETY, *op. cit.*, p. 163.

(2) BEAUREGARD, *Traité d'économie politique*.

banques importantes, telles que la Société Marseillaise, la Banque Privée, le Crédit du Nord, la Compagnie Algérienne, la Société Nancéenne de Crédit et de Dépôts, etc.

Avec les mille guichets dont il dispose par ses membres, le Syndicat des banques de province constitue un organe puissant d'émission de valeurs ; c'est son rôle principal, sur lequel nous allons revenir. Il offre aussi à ses adhérents d'autres avantages. Il a organisé un service de renseignements très complet, avec un service quotidien expédié régulièrement aux banquiers de province sur leur demande, et comportant la cote des cours, les nouvelles économiques et financières, les extraits de la presse financière française et étrangère. Il a fondé, en 1901, un journal hebdomadaire, la *France économique et financière*, qui contient des études de fond et des informations d'ordre financier.

Enfin, des ingénieurs sont attachés à la Direction, et sur la demande des membres du Syndicat qui se proposent d'y participer, ils vont étudier sur place toute affaire et fournissent un rapport détaillé sur la situation actuelle et l'avenir de l'entreprise en question.

Avant d'exposer le rôle du Syndicat des Banques de Province et la transformation projetée de son organisation, il est nécessaire de faire connaître les origines et la raison d'être d'un autre organisme qui, sans le faire disparaître, s'est créé à côté de lui : la Société Centrale des Banques de Province.

SECTION II

La Société Centrale des Banques de Province.

Au bout de quelques années, quand le Syndicat des Banques de Province vit s'accroître considérablement le nombre de ses membres et surtout le chiffre de ses opérations, on s'aperçut de la nécessité de combler une lacune de son organisation et de mettre son fonctionnement en rapport avec les exigences de la loi.

Né de la transformation du Syndicat d'émission des Banques de Province, le groupement avait, en effet, été maintenu sous la forme syndicale. Aux termes de l'article premier de ses statuts, il continuait à être régi par la loi du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels. Cette législation, faite pour des associations ayant pour objet la défense des intérêts industriels, commerciaux ou agricoles de telles professions, suffisait-elle à un groupement dont le but principal était de prendre à son compte des portions d'emprunt et de les rétrocéder à ses membres ?

Les syndicats professionnels, sous le régime de cette loi, ne jouissaient que d'une capacité juridique très limitée. Elle restreignait leur droit de posséder, de contracter, d'agir en justice. Suffisante à la rigueur pour des associations d'intérêt profession-

nel, cette législation n'entravait-elle pas l'action d'un groupement avant tout financier ? Lorsque le Syndicat des banquiers de province prenait en charge une tranche d'un emprunt, son engagement était-il valable, et n'avait-il pas le droit de le faire annuler comme excédant les limites de sa capacité ?

Il suffisait que la question fût soutenue pour que l'institution fût menacée de sombrer. Aucun Etat, aucune société n'eût consenti à recourir au Syndicat pour émettre ses titres, s'il n'eût été certain de la validité des engagements pris par lui.

La création de la Société Centrale eut pour but de tourner la difficulté et d'éviter toute controverse, dangereuse pour son avenir, sur la capacité du Syndicat. C'est un groupement superposé au Syndicat, susceptible d'acquiescer pour son compte et de prendre en son nom tous les engagements utiles, de contre-signer les engagements du Syndicat. La force économique et financière réside toujours dans le Syndicat; elle a pour mesure le crédit total des banques qui le composent. La Société Centrale, constituée sous la forme des sociétés anonymes régies par les lois du 24 juillet 1867 et du 1^{er} août 1893, lui confère la force juridique.

La Société Centrale fut créée, en 1904, sur des bases originales, modifiées depuis, mais qu'il est intéressant de décrire.

Dans la pensée des administrateurs du Syndicat, la Société Centrale n'était destinée qu'à servir de couverture juridique au syndicat déjà revêtu du cré-

dit que lui donnait le nombre de ses membres. Il parut donc inutile de superposer, à un syndicat qui représentait, par ses membres, un capital total de plus d'un milliard, une société anonyme à capital considérable. Le capital fut fixé à un million, divisé en 200 actions de cinq mille francs dont le premier quart seulement fut versé.

La souscription fut réservée aux membres du syndicat choisis par le Conseil d'Administration. Il s'adressa aux maisons les plus anciennes, d'une capacité et d'une honorabilité éprouvées. La plupart acceptèrent avec empressement et comme une marque de confiance cette offre de souscrire, qui leur permettait de participer plus effectivement à la gestion.

Peu à peu, d'ailleurs, tous les membres du Syndicat devaient devenir actionnaires. L'accès à la souscription était une sorte de certificat officiel d'honorabilité, décerné par le Conseil d'Administration après une sorte de stage. A mesure que le Syndicat recrutait de nouveaux adhérents, le nombre des actions fut progressivement accru, et le capital social porté par augmentations successives à 1.630.000 frs.

L'égalité absolue régnait entre les membres du Syndicat. Chaque maison, quel que fût le chiffre de ses affaires, avait droit à une action, à une voix, et ne pouvait avoir qu'une action et qu'une voix. Ce principe strictement appliqué donnait à toutes les banques un droit égal dans la direction ; il évitait tout danger de concentration aux mains de quelques

membres plus puissants et levait les appréhensions des banques qui avaient hésité à adhérer au groupement, par crainte de perdre leur autonomie.

Cette forme originale donnée à la Société Centrale était juridiquement suffisante pour écarter les objections tirées de la forme syndicale. Mais, au point de vue commercial et financier, elle n'inspirait pas encore aux tiers emprunteurs une confiance absolue. Les Etats, les grandes sociétés industrielles françaises ou surtout étrangères qui veulent placer leurs emprunts, cherchent un établissement qui leur offre le maximum de surface et de garantie. Ils se laissent volontiers impressionner par l'importance du capital de l'établissement de crédit. La Société Centrale représentait un capital considérable, celui de tous les membres du Syndicat des Banques de Province, sans compter les garanties morales traditionnelles de travail et de probité de toutes ces banques locales. Mais l'emprunteur ne voyait pas ces éléments de sécurité dissimulés derrière la personnalité morale de la Société Centrale. Ce qu'ils voyaient, c'était une société anonyme au capital de 1 million, 1 million et demi, et, en face d'elle, de grandes banques au capital de 200, 300, 500 millions. S'attachant exclusivement au chiffre du capital social, ils n'hésitaient pas, et allaient de préférence vers ces gros établissements. Ils y étaient d'autant plus autorisés qu'en traitant avec la Société Centrale ils n'engageaient envers eux que celle-ci, personne morale au capital minime et non le syndicat, dont

la capacité juridique était douteuse, ni les Banques membres du syndicat, qui n'intervenaient pas au contrat passé avec l'emprunteur.

Cette considération explique l'emploi d'un procédé employé pendant quelques années par la Société Centrale pour remédier à cet inconvénient. Puisque les emprunteurs ne regardaient pas au delà de la Société Centrale et négligeaient les garanties morales résultant de la puissance et de la capacité de placement des membres du Syndicat, parce que ceux-ci n'étaient pas portés au contrat il n'y avait qu'à les y faire intervenir directement. C'est le système des bulletins d'engagement. Au moment d'une émission, la Société Centrale demandait aux plus importantes maisons de province adhérentes au syndicat de garantir, par écrit, en même temps qu'elle, la souscription de la portion de l'emprunt qu'elle s'engageait à prendre. En cas d'échec de la souscription, les banques signataires auraient été responsables en même temps que la Société Centrale envers l'emprunteur.

Cette pratique des bulletins d'engagement devint générale. La Société Centrale, à chaque émission, présentait en garantie à l'emprunteur des engagements s'élevant à plusieurs millions, souscrits par les plus importantes maisons qui faisaient partie du syndicat. Elle rémunérait le service qu'ils lui rendaient en dérogeant à la règle de l'égalité absolue et en leur attribuant certains avantages particuliers. Certaines émissions étaient à peu près sans risques

pour les banques signataires des bulletins d'engagement ; par exemple les emprunts de la Ville de Paris, toujours couverts plusieurs fois, la Société Centrale alloùait à ses garants quelques titres irréductibles en plus.

Le système des bulletins d'engagement était assurément ingénieux et offrait à l'emprunteur une sécurité complète. Mais son inconvénient était d'être trop compliqué. Les emprunteurs ne comprenaient pas toujours bien pourquoi cette intervention concomitante de plusieurs engagés ; s'ils étaient étrangers, il leur fallait se renseigner sur la valeur commerciale des engagements des signataires des bulletins. Les obliger à examiner le crédit particulier de certains membres de la Société, c'était enlever une partie de son utilité à l'institution même du Syndicat et de la Société Centrale.

Il était plus simple de supprimer cette pratique qui entraînait aussi pour la Société Centrale des complications, et d'offrir aux emprunteurs, puisqu'ils se laissent impressionner par l'importance du capital, une société anonyme susceptible de leur inspirer, à elle seule, par le chiffre de son capital, la même confiance qu'ils mettaient dans les grands établissements de crédit.

Ainsi, après ces fluctuations diverses, la Société Centrale prit, en 1911, sa forme définitive, celle d'une société anonyme à capital élevé : 50 millions en 1911, chiffre porté, dès l'année suivante, à 100 millions.

Comment allait-être réalisée cette augmentation considérable du capital social ?

L'opération présentait une difficulté particulière tenant à la constitution même et à l'objet de la Société Centrale. Quelque intéressées que fussent les Banques de Province au développement de la Société, on ne pouvait songer à leur demander de souscrire la totalité d'un capital de 50 millions de francs. L'importance même de son chiffre exigeait un appel au public. La souscription allait donc introduire des tiers, des personnes étrangères aux banques de province, dans l'administration d'un organisme si particulier ? Il fallait trouver un moyen de concilier l'intérêt des banques affiliées au Syndicat et l'intérêt immédiat des actionnaires, enclins à envisager avant tout un placement rémunérateur, un dividende important, un moyen de conserver à la Société Centrale sa physionomie d'organe de résistance libre de tous soutis pécuniaires.

Pour assurer aux membres du Syndicat leur liberté d'agir et de prendre des décisions conformes à l'objet du groupement à l'encontre d'actionnaires n'ayant en vue que leur profit personnel et immédiat, les actions de la Société Centrale furent divisées en deux catégories bien distinctes : les actions A et les actions B.

Les actions A essentiellement nominatives, sont réservées aux membres du Syndicat des banques de province. Les actions B sont offertes au public et peuvent être mises au porteur. La série A compre-

nait 20.000 actions de 500 francs libérées d'un quart. La série B comprenait 80.000 actions de 500 francs également libérées d'un quart. Bien que les actions de la première catégorie fussent moins nombreuses et représentassent un capital moins important que celles de la deuxième catégorie, la majorité des voix leur fut assurée dans les Assemblées. Aux termes du cahier de l'émission, il fut, en effet, stipulé que les porteurs d'actions de la catégorie A auraient droit aux assemblées à une voix par action, et que les porteurs d'actions de la catégorie B n'auraient droit qu'à une voix par dix actions. Les maisons de banques adhérentes au syndicat disposaient ainsi de 20.000 voix, et les actionnaires étrangers au syndicat de 8.000 voix seulement. Par ce moyen, les banques de province étaient assurées de conserver la direction de la Société Centrale et de défendre son objet contre les appétits égoïstes des actionnaires venus du dehors.

Pour éviter que cette suprématie, conforme aux intérêts biens compris de la Société, ne fût compromise par des négociations d'actions de la catégorie A, le transfert de celles-ci fut soumis à des conditions rigoureuses. Le Conseil d'Administration se réserve le droit d'approuver la cession de ces actions obligatoirement nominatives, à charge de fournir au cédant un nouvel acquéreur dans le délai d'un mois. Le prix de la cession devait être fixé chaque année par les actionnaires réunis en assemblée générale. Par ce moyen, sans s'opposer à la transmis-

sion des actions de la catégorie réservée aux banquiers de province, le Conseil exerçait sur elle un droit de surveillance et conservait la liberté de racheter les titres en évitant toute discussion sur le prix de cession.

Le succès de l'émission, effectuée en avril 1911, fut tel que, dès l'année suivante, la Société Centrale décide une nouvelle augmentation du capital. Il fut porté de 50 à 100 millions par un simple doublement du nombre des actions. La série A fut portée de 20.000 à 40.000 actions, soumises aux mêmes obligations et aux mêmes avantages que précédemment. La série B fut portée de 80.000 à 160.000 actions, les actions nouvelles étant réservées aux souscripteurs des premières actions A, qui usèrent en grand nombre de cette faculté.

Grâce à ces augmentations successives de son capital, la Société Centrale des Banques de Province a achevé de revêtir sa physionomie définitive, celle d'une grande société par actions, capable de concurrencer sur le marché des émissions, et dans toute action bancaire, les plus grosses sociétés de crédit.

Avant d'étudier quelle a été l'activité du Syndicat et de la Société centrale, signalons, pour en finir avec l'exposé de leur organisation, le projet de refonte des statuts du Syndicat des Banques de Province approuvé par le Comité dans sa séance du 9 novembre 1920.

Aux termes des statuts primitifs, nous l'avons vu, le Syndicat était ouvert à toutes les banques de province adhérentes aux statuts et agréées par le Comité

de Direction. Elles n'étaient assujetties qu'à un droit d'entrée une fois versé de cent francs.

D'après l'article 4 du projet, les conditions d'admission sont plus rigoureuses.

« Font partie du Syndicat toutes les maisons de banque agréées par le Comité de Direction qui adhéreront aux présents statuts.

.....

« La maison de banque qui sollicite son admission doit justifier au préalable :

« 1^o D'une existence de cinq années ou d'un capital de un million de francs.

« 2^o De la possession de cinquante actions catégorie A de la Société Centrale des Banques de Province.

« Elle doit, en outre, présenter une demande écrite signée par trois maisons de banque faisant partie du Syndicat.

« Même dans le cas où ces conditions sont remplies, le Comité conserve le droit de refuser l'admission qui lui est demandée.

« Le droit d'entrée est fixé à 200 francs et la cotisation à 100 francs par an. »

Le but du Syndicat est affirmé par l'article 3 du projet.

« Le Syndicat a pour but de créer entre tous les banquiers adhérents un lien effectif leur permettant de travailler en commun au développement de la banque régionale et locale et de défendre leurs intérêts professionnels. »

Cet article 3 et l'ensemble des nouveaux statuts amputent le Syndicat et son Comité de direction de tout le rôle financier qu'il était appelé à remplir en vertu des statuts originaux, rôle dévolu à la Société

Centrale à partir de sa fondation. C'est ce qui explique la rédaction de l'article 3 nouveau ; il substitue une action purement professionnelle à l'action bancaire très précise que décrivait l'ancien article 4. Pour la même raison le Comité de direction du Syndicat perd le droit qu'il tenait de l'article 7 « d'étudier les affaires soumises au Syndicat, de les proposer aux syndicataires, ceux-ci ne se trouvant engagés que par leur adhésion formelle à l'affaire proposée et pour la part fixée par eux, à moins de stipulation contraire ». L'ancien article 4 disparaît également qui « chargeait le Syndicat de l'étude de toutes affaires financières pour le compte de ses adhérents ».

Enfin, le Siège social du Syndicat primitivement établi 7 rue Drouot, puis 18 rue Lafayette, est établi 44 rue Cambon, c'est-à-dire au siège même de la Société Centrale des Banques de Province qui a affirmé d'une manière matérielle sa vitalité et son sens du progrès en installant récemment ses bureaux dans un immeuble spécialement construit pour elle et répondant aux plus récentes exigences de l'agencement des banques.

En résumé, ces diverses modifications ont pour but de tenir compte, dans la rédaction des statuts du syndicat, de la création d'un organisme nouveau, chargé de la partie commerciale et financière de la Société Centrale, tout en respectant l'étroite solidarité qui existe et doit se maintenir entre elle et le Syndicat, puisque tous deux représentent et abritent

derrière leur personnalité celle de l'ensemble des banques de province.

Bien que les statuts du Syndicat n'aient pas encore été modifiés, on se trouve dès maintenant en présence d'une situation de fait et la refonte des statuts a précisément pour objet de les mettre d'accord avec cette situation. La Société Centrale tend à absorber l'activité du Syndicat réduit de plus en plus au rôle d'un syndicat professionnel (l'article 3 nouveau le montre nettement). La Société Centrale a conservé et développé les services créés par le Syndicat : service d'archives, de renseignements financiers et économiques, d'études d'affaires sur place.

CHAPITRE IV

L'action de la Société Centrale des Banques de Province

Telle est l'origine quelque peu compliquée de la Société Centrale : tels sont les tâtonnements qui ont précédé l'adoption par les banques de province de la forme définitive de l'organisme destiné à assurer leur défense dans la lutte contre les Sociétés de crédit.

Il nous faut maintenant exposer le rôle joué par cet établissement et examiner s'il a rempli la mission et atteint le but qui lui étaient assignés.

A-t-il contribué au relèvement et à la prospérité des banques locales ? A un point de vue plus général, a-t-il aidé au développement de l'économie régionale et nationale ? En un mot, a-t-il démontré sa raison d'être à côté des grosses banques de dépôt concentrées ?

Pour répondre à ces questions, nous allons exposer la nature et l'importance des opérations effectuées

par la Société Centrale des Banques de Province surtout depuis la guerre. En raison de l'importance de la branche émissions, nous l'étudierons à part.

Le groupement des banques locales en un faisceau unique a fini par leur assurer les avantages qu'avaient escomptés ces promoteurs. Il s'est fortifié par la création de la Société Centrale, par l'augmentation de son capital. Aujourd'hui, la Société Centrale constitue un organisme puissant, qui bénéficie du crédit de ses membres et qui les fait bénéficier de sa puissance.

En premier lieu, elle facilite les relations des banques locales avec les établissements étrangers. Isolées, les banques locales ne pouvaient guère faire d'opérations à l'étranger. La Société Centrale devient leur correspondant naturel; elle entretient elle-même des relations suivies avec les banques étrangères et elle a des correspondants sur les principales places d'Europe, à Amsterdam, Copenhague, Christiania, Stockholm, Hambourg, Berlin, Francfort, Bruxelles, Anvers, Londres, Bâle, Berne, Zurich, Genève, Vienne, Budapest, Milan, etc... Son intermédiaire facilite aux banques locales les opérations avec l'étranger, par exemple, les lettres de crédit et les recouvrements. La banque locale ne dispose souvent d'aucun crédit à l'étranger. La Société Centrale fera parvenir les fonds à ses correspondants, en accréditant auprès d'eux le banquier de province. Son crédit lui permet d'obtenir de meilleures conditions et d'exiger la bonne exécution de ses ordres.

Pour les recouvrements à l'étranger, le banquier de province éprouvait de grandes difficultés quand le débiteur contestait la dette ou refusait de payer. Grâce à ses correspondants et à ses services de Contentieux, grâce aussi à sa puissance, la Société Centrale obtient plus aisément le règlement des traites par les débiteurs de mauvaise volonté et se charge, le cas échéant, de poursuivre, en justice, le recouvrement.

Enfin le crédit de la Société Centrale lui assure des participations directes dans les emprunts étrangers, sans l'obligation de recourir à l'intermédiaire onéreux des Sociétés de crédit. C'est une nouvelle source de profit pour ses adhérents, qu'elle appelle à placer des titres dans leur clientèle.

Dans les relations intérieures, sa forme centralisée permet aussi à cette Société de rendre à ses membres des services précieux. Leurs clients en bénéficient comme eux, et c'est un moyen de les retenir, de les empêcher d'aller à la Société de crédit qui les attirait autrefois par ces services, qu'elle monopolisait, grâce à son organisation concentrée.

Par exemple, la Société Centrale encaisse les coupons sans frais. Elle a obtenu la remise consentie aux établissements de crédit par les principales Compagnies qui ont tout intérêt à recevoir à l'encaissement leurs coupons groupés et classés. Les banquiers de province peuvent ainsi se passer de l'intermédiaire onéreux d'un changeur : c'est tout profit pour eux et pour leurs clients.

A l'exemple des Sociétés de crédit, la Société Centrale a organisé également le remboursement des titres amortis, la surveillance des listes de tirage, l'assurance contre les risques de remboursement au pair, l'échange, le recoupponnement et la régularisation des titres. Elle se charge des transferts de titres nominatifs. Autres avantages aux banquiers de province : dans son immeuble spécialement aménagé, 41, rue Cambon, elle met à leur disposition des coffres-forts, un bureau pour travailler et recevoir des visites, quand ils passent à Paris. Elle se charge de les représenter pour toutes opérations exigeant un mandataire, par exemple : pour faire coter un titre à la Bourse de Paris.

Enfin, elle a créé un service des ordres de bourse. Elle reçoit de ses adhérents les ordres d'achat et de vente et les fait exécuter. Elle se charge même des ordres pour la province et pour l'étranger.

C'est un service intéressant complété par l'indication des cours pratiqués aux bourses des départements, insérés dans la *France Economique et Financière*. Il permettait au besoin à la Société Centrale de jouer le rôle d'une bourse centrale de négociation pour les valeurs régionales. Leur réalisation est souvent rendue difficile par l'absence de bourse ou son éloignement. En faciliter la négociation, ce serait en même temps, nous l'avons vu, supprimer un obstacle au succès de leur émission et favoriser le développement des entreprises industrielles et commerciales régionales.

Voici un certain nombre de chiffres, extraits des rapports du Conseil d'Administration et des Commissaires aux comptes, aux Assemblées Générales, qui montreront le développement pris par les opérations de la Société Centrale.

Le Service de l'encaissement des coupons qui, dès la première année de son organisation atteignait 173 millions, s'élevait dès 1912 à plus de 270 millions. En 1913, il passait à 341 millions. De 296 millions en 1916, il a sauté en 1917 à plus de 727 millions. Le montant total des recouvrements est passé de 1.500 millions, en 1918, à 3 milliards en 1919.

Quant au portefeuille, rubrique comprenant les effets à échoir, les devises françaises, les effets sur l'étranger, les coupons à encaisser, les coupons domiciliés et les bons du Trésor sur les gouvernements étrangers, il est représenté par les chiffres suivants :

PORTEFEUILLE

1913 (au 31 décembre).....	14.534.818 69
1915 — —	10.618.994 63
1917 — —	70.869.420 60
1919 — —	294.771.095 33

L'augmentation très sensible de ce chapitre en 1917 s'explique par le remploi en papier bancable de 50.405.756 fr. 17 reçus pour la souscription à l'emprunt 4 0/0 1917, opération de trésorerie ayant sa contre-partie au passif.

Quant au chiffre donné pour l'année 1919, le

portefeuille se trouve englobé dans un chapitre Bons du Trésor Français et Portefeuille.

Les comptes débiteurs présentent un intérêt plus pressant, parce qu'ils témoignent du développement des opérations faites par la Société Centrale, principalement avec les banquiers membres du Syndicat.

Voici les chiffres pour divers exercices et pour les divers postes de comptes débiteurs :

BANQUIERS CORRESPONDANTS DÉBITEURS

(Comptes courants débiteurs des banquiers membres du Syndicat)

1913 (au 31 décembre).....	2.701.805 31
1915 — —	3.427.562 39
1917 — —	2.643.265 16
1919 — —	12.856.498 67

COMPTES DÉBITEURS DIVERS

1913 (au 31 décembre).....	2.463.275 82
1915 — —	7.560.740 61
1917 — —	42.249.646 33
1919 — —	151.152.382 78

Ce chapitre comprend les comptes des syndicats dirigés par la Société Centrale et ceux des sociétés autres que les banquiers correspondants, auxquelles ont été faites des avances par caisse.

Les rapports annuels font ressortir l'importance croissante de ce chapitre, et l'expliquent par le développement des intérêts pris par la Société Centrale dans les industries travaillant pour la défense nationale. D'ailleurs, remarquent les Commissaires

aux Comptes (1), ces avances fônt l'objet de garanties particulières.

DÉBITEURS PAR ACCEPTATIONS

1913 (au 31 décembre).....	47.350.000 00
1915 — —	13.425.000 00
1917 — —	14.503.672 90
1919 — —	4.496.414 10

Les acceptations ont été faites particulièrement pour aider les affaires dans lesquelles la Société Centrale était intéressée.

AVANCES SUR GARANTIES ET FONDS EN REPORT

1913 (au 31 décembre).....	5.195.194 80
1915 — —	4.190.070 40
1917 — —	2.664.764 00
1919 — —	2.494.606 50

Enfin la rubrique « Participations financières » comprend en particulier les intérêts pris par la Société Centrale dans divers syndicats et non encore réalisés :

PARTICIPATIONS FINANCIÈRES

1913 (au 31 décembre).....	4.601.033 15
1915 — —	3.921.359 10
(déduction faite de 673.160 60 pour amortissement)	
1916 (au 31 décembre).....	4.629.927 65
1917 — —	5.311.478 70
1919 — —	7.671.667 25

(1) Rapport du 22 février 1918.

En résumé, la comparaison des bilans depuis 1914 fait ressortir, pour les postes de l'actif, une augmentation énorme des comptes Banquiers correspondants débiteurs et débiteurs divers. Autrement dit, la Société Centrale a consenti des découverts importants à ses membres et des avances, d'ailleurs garanties, à des sociétés industrielles d'intérêt national. La rubrique « Participations financières » a une tendance légère à s'accroître, tendance qui témoigne de la prudence avec laquelle la Société engage son concours dans des entreprises.

Si de l'actif nous passons à l'examen du passif, nous trouvons des éléments de comparaison également intéressants entre les divers services.

BANQUIERS CORRESPONDANTS CRÉDITEURS

1913 (au 31 décembre).....	12.337.784 50
1914 — —	8.254.000 00
1915 — —	15.084.412 49
1917 — —	39.643.018 23
1918 — —	56.292.395 56
1919 — —	96.730.922 10

L'augmentation est considérable et dénote, comme pour le compte correspondant au passif, le développement énorme des relations entre la Société Centrale et les banquiers de province membres du Syndicat.

Plus significative encore est la comparaison des exercices pour le chapitre :

DÉPOTS ET DIVERS CRÉDITEURS

1913 (au 31 décembre).....	14.356.625 05
----------------------------	---------------

Ce poste comprenait pour 5.437.529 fr. 39 de provisions pour coupons domiciliés. Le solde représentait notamment les sommes dues à divers établissements financiers.

COMPTES DÉPÔTS A VUE		COMPTES A PRÉAVIS
1914.....	2.516.500 00	15.625.000 00
1915.....	5.811 305 40	33.009.533 78
1917.....	42.714.192 66	37.091.625 64
1919.....	161.669.103 94	56.825.115 57

Inaugurées en 1914, les opérations de dépôts à vue et de dépôts à préavis ont donc pris bientôt une importance énorme. Le chiffre total des dépôts a presque doublé de 1918 (114.021.269 fr. 49) à 1919 (218.494.219 fr. 51). Les dépôts à vue, surtout, accusent une progression formidable et dépassent de près de trois fois les dépôts à préavis, plus importants jusqu'en 1916.

La comparaison de ces chiffres est la meilleure preuve de la puissance acquise par la Société Centrale, de la confiance croissante qu'elle inspire. Elle trouve dans les dépôts une ressource chaque jour grandissante qui ajoute à son capital initial un capital de roulement précieux. Après avoir trouvé dans le groupement syndical, puis dans la constitution d'une Société anonyme au capital bientôt augmenté, le crédit nécessaire pour concurrencer les grandes sociétés de crédit sur le terrain des émissions, les banques locales, grâce encore à leur groupement et à la centralisation, ont acquis le moyen

de drainer vers les caisses de la Société Centrale une partie de ces capitaux dormants dont les sociétés de crédit savaient tirer un bénéfice presque gratuit. Dans cette copie des méthodes de ces sociétés, les banques de province ont cherché avec succès le secret de subsister à côté d'elles et de prospérer.

Avant de porter un jugement d'ensemble sur la Société Centrale des banques de province, d'examiner si elle conserve sa raison d'être à côté des sociétés de crédit, dont elle semble copier servilement les méthodes et le programme, il nous reste à exposer le rôle qu'elle a joué en matière d'émissions.

Pour nous en faire une idée, nous prendrons d'abord la période d'avant-guerre, et nous diviserons en trois catégories les affaires auxquelles les membres du Syndicat et de la Société Centrale ont été intéressés :

- A) Affaires françaises d'intérêt général ;
- B) Affaires étrangères ;
- C) Affaires françaises d'intérêt régional ou local (1).

(1) Il n'est pas naturellement dans notre intention de donner des affaires auxquelles les banques de province ont participé, par l'intermédiaire de leur syndicat ou de la Société Centrale, une énumération complète. Voici les principales :

A) Affaires françaises d'intérêt général

Chemin de fer de l'Ouest-Etat, obligations 4 % 1912.

Emprunts Coloniaux : Congo 3 % 1909.

Indo-Chine 3 % 1902, 3 1/2 % 1905, 3 % 1909.

Cette classification méthodique et, en quelque sorte géographique, des émissions auxquelles a participé la Société Centrale des Banques de Province appelle immédiatement une observation; c'est que, avant la guerre, ce groupement, organe des banquiers locaux, n'a pas cherché son élément exclusif,

Crédit Foncier de France : obligations 3 % 1903.

Conversions communales 1880.

Bons 1909.

Obligations communales 3 % 1912.

Ville de Paris : emprunts à lots 2 1/2 % 1904 (Métropolitain).

2 1/2 % 1905 (Gaz).

3 % 1910 (Métropolitain).

3 % 1910.

Emprunt Indochine 3 % 1913.

Obligations Crédit Foncier de France 3 1/2 % 1912, 4 % 1913.

Obligations des Chemins de fer de l'Etat 4 % 1913.

Ville de Paris, emprunt de 205 millions.

Nous classons aussi sous cette rubrique un certain nombre de valeurs se rapprochant des valeurs administratives :

Compagnie parisienne de distribution d'électricité : obligations 3 3/4 %.

Société d'Electricité de Paris, obligations.

Union des Gaz, obligations 4 % 1909.

Nord-Sud de Paris, actions.

Compagnie Générale des omnibus, actions nouvelles.

B) **Affaires étrangères**

A) *Emprunts d'Etats :*

Autriche 4 % des chemins de fer.

Argentin 5 % 1909.

Berne 3 1/2 % 1906.

Bolivie 5 % 1910.

Brésil 5 % 1909, 4 % 1910.

Province de Buenos-Ayres 4 1/2 or 1910.

Bulgarie 4 1/2 % 1907.

Chine 5 % 1902, obligations 5 % 1913.

Danemark 3 1/2 % 1909.

ni même principal d'activité dans un appui financier aux entreprises régionales. Bien plus, elle ne s'est pas cantonnée même sur le terrain des placements d'ordre national. Elle a prêté son concours aux émissions étrangères d'Etats, de provinces, de villes, de compagnies, dans une proportion dont la liste ci-dessus suffit à mesurer l'importance.

Hongrie 4 % 1902.

Italie, conversion du 5 %.

Japon 4 % 1906, 4 % 1910, 5 % 1907, Bons du trésor.

Maroc 5 % 1904, 5 % 1910.

Mexique, Bons du Trésor 4 1/2 %, 4 % 1910.

Minas Geraes 5 % or 1907, 4 1/2 % or 1910.

Parana 5 %.

Roumanie, conversion du 5 %, 4 % amortissable 1910.

Russie, Foncière-Noblesse 3 1/2 et 4 %.

Bons du Trésor (Russie) 5 % 1904.

Russie 5 % 1906, 4 1/2 % 1909.

— chemins de fer 4 1/2 % 1908, 4 % 1910.

Santa Fé (Province de) 5 % or 1910.

Serbie 4 1/2 % or 1909.

Suisse 3 1/2 % 1889-1902 des chemins de fer.

Turquie 4 % 1905.

— conversion des ottomanes 1890.

b) *Villes de :*

Bahia 5 % 1905.

Christiania 3 1/2 %.

Helsingfors 4 1/2 %.

Kioto 5 % 1909.

Moscou 4 %.

c) *Instituts de crédit foncier étrangers :*

Banque de crédit hypothécaire et agricole de l'Etat de Bahia.

Banque commerciale hongroise de Pest.

Obligations communales 3 1/2 %.

Banque hypothécaire Franco-Argentine, obligations 4 %.

Avec la guerre, cette politique a subi une modification. Elle est devenue nationale. Les besoins du pays ont suffi à absorber les capitaux disponibles et la Société Centrale a pu réserver son concours aux emprunts français. Ce concours a été des plus précieux. Elle a contribué à placer des sommes considérables de Bons et Obligations de la Défense Nationale. Elle a participé dans une large mesure aux

Banque hypothécaire de Norvège, obligations 3 1/2 %.
Banque hypothécaire du royaume de Danemark, obligations 4 %.
Banque hypothécaire du royaume de Suède, obligations 3 1/2 %.
Caisse hypothécaire canadienne, actions et obligations 4 %.
Caisse hypothécaire d'Egypte, actions et obligations 4 %.
Crédit foncier égyptien, obligations 3 1/2 et 3 %.
Land Bank of Egypt, obligations 3 1/2 et 3 %.
Crédit foncier argentin, actions et obligations 4 %.
Crédit foncier mutuel en Argentine, El Hogar Argentino 5 %.
Crédit foncier du Brésil, actions et obligations 5 %.
Crédit foncier du royaume de Hongrie, obligations 4 % 1911.
Crédit foncier mexicain, obligations 5 %.
Crédit foncier d'Orient, actions et obligations 4 1/2 % 1911.

D) *Compagnies étrangères ou internationales :*

Brazil Railway Co, actions et obligations 4 1/2 %.
Canal de Suez, obligations 3 % 1910.
Chicago Milwaukee, obligations 4 %.
Compagnie du chemin de fer des Alpes Bernoises, actions privilégiées et obligations 4 %.
Missouri Oklahoma, obligations 5 %.
New-York-New-Haven, obligations 4 %.
Rosario à Puerto-Belgrano, obligations 5 %.
St-Louis-San-Francisco, obligations 4 %.
Chemins de fer de la province de Santa Fé, obligations 4 1/2 %.
Docks et port de Bahia, obligations 5 % 1910.
Eclairage de la New-Orléans, 5 % or.
Hauts fourneaux, forges et aciéries du Chili.
Tabacs portugais, conversion et obligations 4 %.

divers emprunts de l'Etat français. Elle a apporté, en capital nominal, 281 millions pour l'emprunt 1915; 380 millions pour l'emprunt 1916; 513 millions pour l'emprunt 4 % 1917; 640 millions pour l'emprunt 5 % 1918. Ces souscriptions ont été présentées au Trésor par l'intermédiaire de la Banque de France. Leur augmentation est imputée, par le Conseil d'administration « pour la plus grande part » à l'action des banques locales groupées à chaque « emprunt plus étroitement derrière la Société Centrale » (1). Le rapport à l'assemblée du 7 avril 1916 constatait, en ce qui concerne l'emprunt de 1915, que le chiffre de 281 millions ne représentait pas

Compagnie des chemins de fer de la Mer Noire 1913.

Société des embranchements de chemins de fer russes.

Compagnie anglo-argentine d'Electricité.

C) Valeurs régionales françaises

Forces motrices de la Haute-Durance, obligations 5 %.

Grands Travaux de Marseille : obligations 3 1/2 % garanties par la Ville ; actions et obligations 3 %.

Société pyrénéenne d'énergie électrique, actions et obligations.

Société toulousaine de Bazacle, actions privilégiées « B ».

Papeteries d'Alfortville, obligations 5 % hypothécaires.

Blanchisseries de Thaon, obligations 4 1/2 %.

Etablissements Hutchinson, augmentation de capital.

Energie électrique du centre, obligations 5 %.

Compagnie Lorraine d'Electricité, obligations 4 %.

Compagnie Electrique de la Loire, actions.

Société électro-métallurgique de Dives, augmentation de capital.

Aciéries de Paris et d'Outreau, obligations 4 1/2 %.

Forges d'Alais, actions.

(1) Rapport du Conseil d'Administration à l'assemblée générale du 19 mars 1918, p. 3.

l'effort total des adhérents de la Société Centrale.
« Bon nombre d'entre eux ont été amenés par suite
« des circonstances locales et de considérations personnelles dont il nous ont fait souvent confidents
« et parfois juges, à partager entre nous et d'autres
« organisations les souscriptions par eux recueillies.
« Des renseignements que nous devons à leur obligeance, il résulte que le montant global des souscriptions transmises au Trésor, d'une façon ou d'une autre, par les membres du Syndicat des banquiers de Province, a dépassé un milliard de francs » (1). Le rapport de 1918 remercie les banquiers de province qui « soucieux de leurs intérêts et de ceux de leur clientèle ont fait passer par la Société Centrale l'intégralité des souscriptions qu'ils ont recueillies » (2).

La Société Centrale a aussi prêté son concours aux émissions de la Ville de Paris; Bons du Gaz, Bons Municipaux; à l'emprunt de consolidation 5 1/2 0/0 1917 elle lui a versé sur 632 millions demandés au public, en dehors d'une importante souscription réductible, 88.924.100 francs de souscriptions irréductibles, soit près du sixième de l'emprunt; emprunt de 1919.

Elle a également placé « pour une valeur considérable » mais dont les rapports ne précisent pas les chiffres, des obligations des chemins de fer de l'Etat,

(1) Rapport à l'Assemblée du 7 avril 1916, p. 2.

(2) Rapport précité, p. 4.

des obligations des compagnies des chemins de fer du Nord, du Midi, de Paris à Orléans, des actions de la Banque Nationale Française du commerce extérieur, des obligations du Crédit Foncier, des obligations 1919 et 1920 du Crédit National pour faciliter la réparation des dommages de guerre, institution dans le Conseil duquel la Société Centrale est représentée.

En dehors de ces placements qui intéressent le pays tout entier, la Société Centrale a participé, soit seule, soit en concours avec d'autres établissements financiers, à l'émission d'un certain nombre de valeurs industrielles dont la liste figure dans les rapports des Conseils aux Assemblées de 1918 et 1920 (1).

(1) Bons 6 1/2 % de la Société Toulousaine de Bazacle.

— 6 % Société Générale d'Entreprises.

— 6 % Société de l'Eclairage Electrique.

— 6 % Société d'Outillage mécanique et d'Usinage d'artillerie
(S. O. M. U. A.) Usines Bophey.

— 6 % Société « Les Affrêteurs Réunis ».

Actions de la Société Energie du Sud-Ouest.

— de la Compagnie des Vapeurs Français.

— de la Compagnie d'Electricité Industrielle.

Obligations 6 % de la Société des Câbleries et Tréfileries d'Angers.

— 6 % de la Société des Filatures, Corderies et Tissages
d'Angers.

— 6 % de la Compagnie Générale d'Electricité.

— 6 % de la Compagnie d'Electricité Industrielle.

— 6 % Société anonyme des Aciéries de Micheville.

— 6 % Société anonyme des Chantiers Généraux.

— 6 % Société anonyme de Constructions Mécaniques de la
Courneuve.

La Société Centrale a également concouru en 1919, aux augmentations de capital de la Compagnie des vapeurs français et de la Caisse Générale de l'Industrie et du Bâtiment ainsi qu'au placement des actions de la Société d'Entreprise pour la reconstruction de Reims et des pays dévastés, constituée à la fin de l'année 1919.

Marquant son intérêt à la grande industrie dans la Lorraine reconquise, elle a participé à la création de la « Société Lorraine minière et métallurgique » qui s'est rendue adjudicataire d'usines et de mines détenues par le sequestre des biens allemands et a porté son capital social à 50 millions de francs.*

Enfin, avec le concours de divers établissements financiers de Paris et de la Province, la Société Centrale des Banques de Province a constitué, en janvier 1919, la Compagnie Générale des Tabacs destinée à libérer la Régie française et les pays alliés

Obligations 6 % Société des Anciens Etablissements A. Savy, Jeanjean et Compagnie.

— 6 % Société anonyme des Anciens Etablissements Cauvin-Yvose.

— 6 % Société anonyme des Applications Industrielles du Bois.

— 6 % Société auxiliaire des Services Municipaux.

— 6 % Forges de Froncles et Vraincourt.

Bons 6 % Société Générale d'Entreprises.

— 6 % Société Industrielle de Transports automobiles.

Obligations 6 % Société du Meuble massif.

— 6 % Société Rateau

— 6 % Union Provinciale Immobilière.

Bons 6 % Compagnie des Vapeurs Français.

— Obligations 6 % Hauts-Fourneaux et Fonderies de Pont-à-Mousson.

de l'intermédiaire « humiliant et onéreux » des courtiers et des marchés allemands de Brême et de Hambourg pour leurs achats de tabacs exotiques. Créée au capital de 10 millions de francs, cette Compagnie l'a élevé, dès novembre 1919, à 20 millions, puis, en 1920, à 50 millions de francs.

Quelle conclusion se dégage de cet exposé ?

Dans les dernières années qui ont précédé la guerre, et dans la période postérieure, la Société Centrale a effectué avec succès, seule ou en collaboration, le placement des titres d'un certain nombre de valeurs industrielles régionales. Mais bien que nous ne possédions pas les chiffres précis des souscriptions qu'elle a reçues aux diverses opérations d'émission, il n'est pas douteux que, soit dans la période d'avant-guerre, soit dans la période d'après 1914, la proportion en capital des valeurs d'intérêt général qu'elle a placées est bien supérieure à celle des valeurs d'intérêt régional. La seule différence entre les deux périodes, elle n'est d'ailleurs pas dédaignable, c'est que la seconde ne comprend que des valeurs françaises.

Cette remarque faite, ne semble-t-il pas que la Société Centrale ait failli à sa mission, ait perdu sa raison d'être pour être entrée trop servilement dans le chemin tracé par les sociétés de crédit ? Celles-ci ont cherché à capter la clientèle par l'appât des fonds d'Etat, des valeurs à gros rendement. Avant la guerre, elles l'ont orientée, ou suivie, vers les emprunts d'Etats étrangers. Depuis, l'abondance de la demande

des capitaux, l'augmentation corrélative du taux de l'intérêt, leur ont permis, à elles aussi, en dehors de toute considération d'ordre moral, de maintenir leurs opérations d'émission sur le terrain purement français. La Société Centrale n'a-t-elle pas perdu de vue son origine et sa constitution, qui fait d'elle un groupement de banques locales, ne s'est-elle pas désintéressée de la fonction que lui assignaient cette origine et cette constitution en ne faisant qu'une place restreinte aux valeurs régionales ?

L'objection a été faite, depuis longtemps, par les établissements même que la Société Centrale venait concurrencer. Mais la politique de la Société Centrale a eu sa raison d'être. Le Syndicat des Banques de Province et la Société Centrale sont des établissements d'un caractère particulier. Ils n'ont pas pour objet de faire des affaires en vue de leur propre intérêt ni de l'intérêt de la nation. Ce sont des organes de luttes, de défense des banques locales, ces dernières étant jugées indispensables au maintien de l'industrie nationale, des forces économiques nationales. Le Syndicat et la Société ont eu à conjurer une crise des plus graves, dans laquelle les banques locales étaient menacées de sombrer par la concurrence des sociétés de crédit. La tactique a été d'imiter les méthodes de ces sociétés ; concentration, développement du service de la branche titres, émissions de valeurs. La tactique a réussi, les banques locales ont été sauvées. Cette action régionale que la Société Centrale n'a pu développer, elle permet aux banques

locales, en assurant leur survivance et leur propriété, de l'exercer.

Dès 1911, le rapport du Comité de Direction à l'Assemblée du Syndicat des Banques de Province du 6 mars 1911, justifiait, par la nécessité de la concurrence, l'utilisation des méthodes des Sociétés de crédit qui allaient alors jusqu'à donner la préférence aux valeurs étrangères sur les valeurs françaises. A pratiquer une politique nationale et surtout régionale, le Syndicat eût risqué de compromettre l'œuvre de restauration des banques locales.

« Il est parfaitement légitime, déclarait le Comité de Direction, d'affirmer que le Syndicat des Banques de Province, en accroissant, par les bénéfices qu'il leur a appris à réaliser, la vitalité des maisons adhérentes, leur a facilité la tâche qu'elles se sont imposée vis-à-vis des commerçants et des industriels, tâche que beaucoup auraient été contraints d'abandonner. En ramenant à elles les comptes de la clientèle titres, les banques de province se sont assurées non seulement les commissions de placement, mais entre temps, des comptes créditeurs qui leur servent à l'alimentation de leurs comptes d'escompte.

« Réformer les goûts du public, lui inspirer confiance dans les affaires purement françaises, est une œuvre difficile, qu'il faut aborder avec prudence.

« Il ne faut pas se dissimuler que, dans cet ordre d'idées, le rôle des banquiers de province est loin d'être facile. L'éducation économique et financière du public est faite chaque jour par la presse. Le

peuple français, épargniste à outrance et soucieux avant tout de la sécurité de son épargne, apporte dans le choix de ses placements sa mentalité étatiste, le titre possédant une étiquette de garantie d'Etat lui semblera longtemps encore préférable au placement industriel et commercial, quelque médiocre même que puisse être la valeur intrinsèque des finances de l'Etat garant. »

Les valeurs nationales ne rencontrent plus aujourd'hui le même obstacle. La rareté des capitaux, l'abondance de la demande, permettent au capitaliste de trouver à son argent un placement rémunérateur, sans l'exporter, sur le sol national même. Mais les valeurs d'intérêt général restent préférées aux valeurs régionales. Il est probable que la Société Centrale des banques de province, tout comme les Sociétés de crédit, en vue de satisfaire aux goûts de l'ensemble de sa clientèle, continuera à l'orienter de préférence vers les grandes émissions : Etat, Ville de Paris, Crédit Foncier, etc... Il sera toujours difficile d'intéresser à une affaire locale les banquiers, les capitalistes des régions éloignées : ils ont leurs affaires locales, qu'ils connaissent, qu'ils sont à même de suivre. Ils les préfèrent tout naturellement aux affaires d'une autre région qu'ils ignorent, et dont ils ne peuvent contrôler la marche.

Est-ce à dire que la Société Centrale manque son but, qu'elle tend à devenir comme les Sociétés de crédit concentrées, un organe centralisé, une banque

d'émission d'emprunts d'intérêt général et à négliger délibérément les affaires régionales ?

Cette conclusion serait d'un pessimisme exagéré. La liste des émissions régionales effectuées par la Société Centrale des banques de province et dont le montant total n'est pas, après tout, négligeable, suffirait à la faire rejeter. Elle ne donne, d'ailleurs, qu'une idée incomplète du rôle de la Société Centrale. Il ne faut pas oublier qu'à la différence des agences et succursales des établissements de crédit, les banques groupées dans le Syndicat conservent leur autonomie. Pour apprécier sainement le rôle du Syndicat et de la Société Centrale, il ne suffit donc pas de consulter les rapports présentés aux assemblées de ces groupements. Il faudrait connaître dans le détail l'action de chacune des banques adhérentes, car le développement de leurs opérations personnelles, leur prospérité propre c'est par là que se manifestent le rôle et l'utilité de leur groupement.

L'appui financier prêté aux entreprises régionales par la Société Centrale ne doit donc pas être apprécié uniquement par le chiffre des émissions, qu'elle a lancées avec succès. Son concours est souvent indirect. Il ressort, par exemple, en outre, de l'importance croissante des comptes débiteurs des correspondants et des débiteurs divers dans les bilans annuels ; ils montrent la progression constante des découverts consentis par la Société Centrale soit aux adhérents du Syndicat, soit à des compagnies

industrielles. Les découverts consentis à ses membres correspondent à des découverts faits par ceux-ci au profit du commerce et de l'industrie. On a évalué à 5 milliards de francs le chiffre des avances par crédit personnel ainsi consenties par les membres du syndicat des banques de province, pendant la période de 1907-1912. Il n'est pas douteux, étant donné l'énorme accroissement de leurs comptes débiteurs à la Société Centrale, que ces découverts atteignent actuellement un chiffre beaucoup plus élevé encore.

Dans la période de crise économique présente, par suite de l'augmentation des engagements directs ou indirects de la Société Centrale des Banques de Province, n'y a-t-il pas à craindre pour cet établissement des difficultés de trésorerie dans un avenir prochain ?

Le rôle de la Société Centrale peut être aussi un rôle de conseiller. Elle a pu, grâce à ses services, étudier à fond telles affaires régionales. Elle interviendra en leur faveur auprès d'un banquier local, essaiera au besoin d'y intéresser un groupe de banquiers de la région voisine.

A cet égard, une sorte de centralisation d'ordre purement régional peut présenter une grande supériorité sur une centralisation absolue. Un groupement concentré de toutes les banques de province, ayant son siège à Paris, risque de tomber dans les mêmes excès que les sociétés de crédit, en raison même de cette concentration, et de négliger les entreprises régionales. Un groupement fortement

constitué des banques d'une même région conservant à chacune d'elles son autonomie, réunit les avantages de la centralisation et de la décentralisation. En somme, une région a souvent ses intérêts propres, sa vie économique originale, son industrie, son commerce. Il serait difficile d'y intéresser un organisme comprenant des membres représentant d'autres régions, mais le groupe des banques d'une même région, saisissant l'intérêt économique commun de cette région, sera à même d'exercer une heureuse influence sur son développement industriel et commercial. Tout en maintenant la direction générale du Syndicat des banques de province, on peut donc souhaiter le développement d'un syndicalisme bancaire régional, d'un régionalisme bancaire.

Est-ce là la condamnation de la Société Centrale ? Faut-il aller jusqu'à substituer ce régionalisme bancaire à un groupement des banques de province de l'ensemble du territoire, et escompter la disparition d'un organisme appelé à disparaître par double emploi avec les sociétés de crédit. En leur prenant leurs méthodes, leur programme d'action, a-t-il renoncé à la forme originale et à la mission qui étaient sa raison d'exister ?

Il serait fort exagéré d'assimiler jusqu'à les confondre le syndicat et la Société Centrale des Banques de Province avec les sociétés de crédit. Sans doute les apparences extérieures sont les mêmes, la Société Centrale est une société anonyme au capital

considérable. Elle se livre aux mêmes opérations ; émissions de valeurs, services des titres, réception de fonds en dépôt.

Quelles que soient ces ressemblances de forme, de méthodes, d'actions, la Société Centrale et les sociétés de crédit se séparent profondément. Il suffit, pour le comprendre, d'analyser les rapports de la société avec ses membres. Dans la société de crédit, la concentration est absolue, la direction émane du pouvoir central, du siège social. Les agences, les succursales n'ont ni l'autonomie, ni l'initiative. Par exemple, les directeurs d'agences sont tenus, sur l'ordre du siège, de prôner à leur clientèle les titres que la société s'est engagée à placer. S'ils ont consenti un découvert à un industriel, ils doivent le retirer, même sans délai, sur l'ordre du siège,

Au contraire, le banquier local, membre du Syndicat et de la Société Centrale, conserve son autonomie. C'est un banquier indépendant. Il a son nom, sa raison commerciale ou sociale. Il a ses capitaux propres. Il les augmente ou les restreint à sa guise. Il fait les opérations qu'il lui plaît, il escompte les effets qu'il lui convient, renouvelle les découverts consentis, etc... Aux termes mêmes des statuts du Syndicat, il est libre de souscrire ou de ne pas souscrire à un emprunt pris en charge par la Société Centrale. Celle-ci est un groupement, une fédération qui laisse à chacun de ses membres son indépendance et n'absorbe pas leur personnalité. « La Société « Centrale n'est pas, on le sait bien, un établisse-

« ment de crédit ajouté à tant d'autres; elle ne s'est
« proposé que d'ouvrir aux adhérents du Syndicat
« des avantages nouveaux, sans la moindre restric-
« tion de leurs libertés propres; elle ne se substitue
« en aucune manière à leur initiative; la force que
« lui confère leur représentation, elle la leur restitue
« dans son intégralité; elle n'est donc que l'expres-
« sion de leur puissance organisée et ne réagit pas
« sur leurs actes personnels. » (1)

Nous pouvons maintenant présenter une appréciation d'ensemble sur la Société Centrale des Banques de Province. Tout en rendant hommage au rôle qu'elle a joué jusqu'à présent, il nous semble qu'il convient de ne pas s'exagérer son action dans l'avenir et de ne pas voir en elle seule l'unique remède à la crise de l'industrie et du commerce régionaux. Appelée à conjurer la crise des banques locales, elle a su réaliser ce but en adoptant, par une évolution successive, la forme même, les méthodes et le programme du groupement des banques de Province aux besoins nouveaux du marché des capitaux, tels qu'avaient su les dégager les grands établissements de crédit. Comme eux, elle a assuré son propre développement, en devenant successive-ment société anonyme, société à capital très important, banque de grandes émissions et banque de dépôts. Elle s'est ainsi fait connaître des Etats, des sociétés, comme un établissement de crédit de pre-

(1) Raoul BINET, dans la *France économique et financière* (2 avril 1910).

mier ordre. Son crédit, fait de celui des banques qui en sont les actionnaires, a bénéficié du groupement de leur crédit. En retour, elle les a fait bénéficier de son propre crédit et a fait retomber sur eux les avantages qu'elle retirait de leur groupement.

Par le groupement, par la concentration, par les méthodes des grands établissements de crédit, la Société Centrale a ainsi réussi à remplir la mission que ses fondateurs et ses adhérents lui avaient assignée, sauver les banques locales de la concurrence des grandes banques, leur maintenir leur place à côté de ces banques, éviter que celles-ci n'absorbent leur clientèle.

Mais faut-il attendre davantage de la Société Centrale ? Au point de vue spécial qui nous occupe, l'industrie régionale, le commerce régional, doivent-ils compter sur elle pour trouver l'appui financier qui leur fait trop souvent défaut ?

A cette question, nous croyons qu'il est difficile de répondre catégoriquement d'une manière affirmative. La force de la Société Centrale est dans la combinaison de la décentralisation et de la concentration. Mais cette organisation originale est aussi la raison pour laquelle l'économie régionale ne doit pas trop compter sur son concours financier. Il est difficile de faire comprendre à un groupement qui réunit des adhérents en aussi grand nombre, et dont les intérêts particuliers sont si disparates, que l'intérêt général du groupement est la somme de ces intérêts particuliers. L'éducation économique des

banquiers locaux, volontiers particularistes, n'est pas assez avancée pour les élever à cette conception dépourvue d'étroitesse; ils y sont d'autant moins enclins qu'à cet égard, l'éducation de leur clientèle capitaliste, est encore moins avancée. Des capitalistes de tel département mettront leur argent dans des affaires de la région, tandis qu'ils ne le placeront pas dans des affaires d'une autre région. Plutôt disposés à suivre les goûts de la clientèle, qu'à les orienter, les banquiers du Syndicat crieraient à l'imprudence, si la Société Centrale engageait une grosse participation dans les affaires de telle région; or il est impossible évidemment de faire la part égale à toutes les régions et à toutes les entreprises. C'est là un élément de faiblesse qui risque de compromettre l'avenir de la Société Centrale, en compromettant l'accord indispensable dans un groupement qui repose sur l'entente mutuelle et non sur la discipline.

Qu'arriverait-il si la Société Centrale s'engageait dans des syndicats de garantie pour des parts d'émissions dont ses membres refuseraient ensuite d'accepter la rétrocession? Le résultat serait d'alourdir son portefeuille inconsidérément de valeurs désormais immobilisées à l'instar de ces banques allemandes qui, dans leur marche vers la concentration n'hésitaient pas à absorber des émissions qu'elles ne trouvaient pas ensuite à placer. Ce serait une immobilisation susceptible d'entraver la liberté d'action de la Société Centrale et de compromettre la sécurité de son avenir par l'accroissement immodéré des risques.

La Société Centrale est ainsi amenée à pratiquer la politique dont nous avons trouvé les témoignages dans les rapports des Conseils d'administration : participation aux émissions d'intérêt général dont tous ses membres demanderont une part, sûrs de l'écouler dans leur clientèle ; participation beaucoup plus restreinte aux émissions d'intérêt régional. Avant de se décider à s'engager dans celles-ci, elle voudra s'assurer que les banques de la région consentiront à prendre l'émission pour elles-mêmes. Les banquiers des autres régions, membres de la Société Centrale, ne manqueraient pas, en effet, de critiquer une participation de la Société Centrale qui lui serait restée pour compte. Ainsi le succès d'une émission de valeur régionale dépend moins du concours de la Société Centrale, que du concours des banques de la région. C'est sur place, dans un rayon limité, que se placeront les titres de l'entreprise régionale. Qui donc souscrira à ses actions ou à ses obligations ? Uniquement les capitalistes de la région décidés, soit par leur connaissance personnelle de l'entreprise, soit par la confiance qu'ils placent dans la banque régionale.

En définitive, on peut dire que la Société Centrale n'a guère de rôle utile à jouer dans le développement des placements en valeurs régionales. Pour les grosses émissions nationales ou internationales, elle est susceptible d'offrir à l'emprunteur la garantie d'une surface plus considérable que la banque de province, dont la clientèle est restreinte et dont

le crédit peut n'être pas universellement apprécié. Les émissions locales, faites sur place, trouvent au contraire toutes leurs chances de succès dans la confiance placée par les emprunteurs et les capitalistes locaux dans la banque locale et dans l'affaire locale. On conçoit parfaitement que l'emprunteur se passe de l'intermédiaire de la Société Centrale et conclue directement l'opération avec la banque de la région.

En matière d'émission régionales, l'utilité de la Société Centrale se réduit donc à se charger d'émettre certaines valeurs, qui, par leur intérêt non plus strictement local, mais en quelque sorte, interrégional, sont susceptibles d'être écoulées dans une clientèle géographiquement plus étendue. Quant aux valeurs plus étroitement régionales, le rôle principal dans l'émission nous semble dévolu à la banque ou aux banques de la région intéressée. Tout au plus, la Société Centrale peut-elle, très indirectement, contribuer au succès de leur émission, en fortifiant le crédit des banques de la région d'un certain appui financier, en développant ses relations avec elles, ou encore, en facilitant la négociation de région à région des valeurs locales. Mais un groupement des banques locales par région économique nous paraît devoir jouer ce rôle plus efficacement qu'un groupement aussi vaste et aussi centralisé que la Société Centrale.

L'appréciation que nous portons sur l'avenir de la Société Centrale présente d'ailleurs une portée générale, et ce que nous avons dit de sa capacité très

réduite d'action en matière d'émissions régionales, nous pouvons le répéter en ce qui concerne les avances à découvert. Pour des raisons analogues à celles qui empêchent les grands établissements de crédit de consentir des avances à long terme, sous forme de crédit personnel, aux entreprises industrielles, commerciales ou agricoles, la Société Centrale des banques de Province est, elle aussi, entravée sur ce point par la concentration. Il lui est difficile de faire connaître à fond les affaires locales; elle est trop loin. Les connaît-elle, les mêmes conflits d'intérêts qu'à propos des émissions s'élèveraient entre les banques des diverses régions. La Société Centrale est obligée de faire confiance aux banques de la région mieux placées qu'elle pour apprécier la valeur d'une affaire locale. Ce sont ces banques qui consentiront le découvert. Elles ont d'ailleurs toute indépendance pour le faire et le renouveler. Que peut faire la Société Centrale? Réescompter le papier escompté par les banques de la région; les soutenir momentanément en cas de crise. Ce dernier procédé est fort délicat et ne doit être employé que prudemment. La Société Centrale ne voudra pas compromettre les intérêts de tous ses membres en s'engageant à fond dans une entreprise ou envers une banque déterminées. On aurait pu songer à faire de la Société Centrale une sorte de caisse mutuelle d'assurance. Mais elle eut alors perdu sa physionomie de société anonyme pour la défense des intérêts corporatifs.

Au point de vue escompte, comme au point de

vue crédit personnel à long terme, comme au point de vue émission, il convient de ne pas demander à la Société Centrale des banques de Province d'être l'organe d'appui financier de la vie économique régionale. Elle ne peut qu'aider très indirectement de son crédit la banque locale, ou régionale, ou un groupement de banques d'une région déterminée.

CHAPITRE V

Le régionalisme bancaire

Puisque l'avenir, en matière d'économie régionale, n'appartient pas, à notre avis, à la Société Centrale, mais aux banques de province, soit isolées, soit groupées par région, à ces banques auxquelles d'ailleurs l'adhésion au Syndicat et à la Société Centrale conserve leur pleine et entière autonomie, il nous reste à exposer l'action de quelques-unes de ces banques choisies parmi les plus importantes.

Cette rapide étude descriptive illustrera notre sujet. Elle nous permettra d'assister au mouvement de concentration régionale qui s'est accusé dans la banque, de constater la vitalité et la prospérité croissante des banques régionales, à côté des établissements de crédit concentrés; enfin, d'apprécier l'appui financier donné par certaines banques de province au développement des entreprises industrielles ou commerciales locales.

Nous ne prétendons pas, d'ailleurs, passer en revue l'activité de toutes les banques de province, ni même

de toutes les banques de province d'une certaine importance. Pour ne pas surcharger cette étude, nous avons limité notre examen à deux établissements originaires de régions différentes et dont l'action, partiellement commune quant au champ d'opération, Sud-Sud-Est de la France, se développe diversement quant aux principes directeurs.

PREMIÈRE SECTION

La Société Marseillaise de Crédit Industriel et Commercial et de Dépôts.

Fondée en 1865, la Société Marseillaise de Crédit constitue, à l'heure actuelle, un des plus importants établissements de crédit du Sud de la France. Elle offre un exemple de concentration progressive, tant par les augmentations de son capital, que par l'extension de son rayon géographique d'action.

Fixé, en 1865, à 20 millions de francs, sur lesquels 5 millions étaient libérés, le capital social a subi des fluctuations diverses; passant à 40 millions en 1879, 60 millions en 1882, sur lesquels un quart était appelé (1):

A l'Assemblée générale ordinaire et extraordinaire du 5 avril 1880, pour justifier ces augmentations de capital, les déclarations ci-après furent faites :

(1) Rapport du Conseil d'Administration à l'Assemblée du 5 avril 1880, p. 7.

« La situation que notre Société a prise à Marseille ne lui permet pas de refuser son concours au Commerce et à l'Industrie de notre place, lorsque ce concours lui est demandé dans toutes les conditions désirables de sécurité.

« Au moyen de cette nouvelle augmentation de capital, notre Société se trouvera en mesure de remplir sa mission sous ce rapport, comme aussi de favoriser l'exécution prochaine des grands travaux publics projetés dans notre département, sans jamais se départir de la prudence qui lui a toujours servi de règle.

« Le taux de l'émission de 40.000 actions nouvelles qui vous est proposé devant produire, au profit de la Société, une prime de 125 francs par action, soit 5 millions de francs, cette somme sera portée au compte de la Réserve, qui s'élèvera ainsi au chiffre de 10 millions.

« Notre Société aura dès lors, comme moyens d'action immédiats, un capital versé de 15 millions, soit le quart de 60 millions, capital nominal, plus une réserve de 10 millions de francs, ensemble, 25 millions. En joignant à ces 25 millions appliqués aux affaires de la Société, les 45 millions non versés, formant les trois quarts du nouveau capital social, la Société Marseillaise de Crédit Industriel et Commercial et de Dépôts se présentera munie de tous les éléments de force qui commandent la confiance et qui facilitent le succès. »

Ce capital fut ramené dès l'année suivante à 40 millions, dont la moitié était libérée, puis en 1880 à 30 millions également libérés de moitié, et ensuite progressivement appelé chaque année, jusqu'à concurrence de 24.587.750 fr., en 1906. En 1907, le capital nominal a été élevé de 30 à 50 millions, puis en 1916 à 55 millions, et en 1919 à 75 millions, sur lesquels 21.400.000 francs restent à appeler. Le Conseil d'Administration a reçu des statuts la faculté de porter le capital social à 100 millions.

D'autre part, par un double procédé, la Société Marseillaise de Crédit a étendu très loin son champ d'action. En 1912, elle a absorbé les deux maisons les plus importantes du Midi, le Comptoir Commercial d'Escompte du Midi, ancienne Maison Arnaud Gaidan et C^{ie}, fondée en 1848, et la Banque du Sud-Est, ancienne Maison Courdesse. Les vingt-neuf succursales et agences de ces deux maisons, en plein fonctionnement, lui permettent de rayonner dans onze départements : les Pyrénées-Orientales, l'Aude, l'Hérault, le Gard, l'Aveyron, le Tarn, le Vaucluse, la Drôme, le Var, les Alpes-Maritimes, les Basses-Alpes et dans la principauté de Monaco.

Par le même procédé, en 1919, la Société Marseillaise de Crédit a acheté, dans la Drôme, la Maison Monnier-Martin et C^{ie} et la Banque Chalas, et, dans le Gard, la Maison Arnaud-Gaidan d'Alais.

Second procédé de développement, elle a créé, la même année, des sous-agences à Hyères, à La Seyne, à Lunel et à Clermont-l'Hérault et des agences à Toulon, Narbonne et Nîmes.

Enfin, pendant les exercices 1919-1920, elle a étendu son exploitation à l'Afrique française, en ouvrant des sièges en Algérie, à Alger et à Oran; en Tunisie, à Tunis; au Maroc, à Casablanca, Tanger, Rabat et Marrakech.

Ainsi, une fois terminées quelques installations complémentaires, la Société Marseillaise de Crédit aura à sa disposition « un ensemble très homogène » d'une soixantaine de sièges s'étendant sur dix

« départements du midi de la France et sur l'en-
« semble des possessions françaises du nord de
« l'Afrique (1).

Pour apprécier la progression des affaires et l'orientation des opérations de la Société Marseillaise de Crédit, nous allons successivement, comme nous l'avons fait pour la Société Centrale des Banques de Province, exposer, pour divers exercices, les chiffres comparés des postes des bilans qui nous intéressent, puis indiquer la participation de la Société Marseillaise de Crédit aux principales émissions de valeurs soit d'intérêt général, soit régionales.

POSTES DE L'ACTIF

AVANCES SUR TITRES ET REPORTS

1901 (au 31 décembre)	6.557.529 53
1905 — —	13.224.148 01
1909 — —	16.380.436 62
1914 — —	19.195.359 62
1915 — —	18.560.089 63
1916 — —	21.696.902 83
1917 — —	17.822.480 24
1918 — —	17.559.405 45
1919 — —	13.527.890 86
1920 (au 30 novembre)	17.183.221 52

(1) Rapport du Conseil d'Administration à l'Assemblée générale ordinaire du 15 mai 1920, page 5.

COMPTES COURANTS ET CRÉDITS SUR GARANTIES

1901 (au 31 décembre).....	17.871.750 82
1905 — —	27.991.086 16
1909 — —	36.032.734 24
1914 — —	45.104.458 45
1915 — —	40.545.698 54
1916 — —	44.019.646 26
1917 — —	59.729.287 59
1918 — —	65.541.278 03
1919 — —	104.234.386 72
1920 (au 30 novembre).....	109.564.727 35

EFFETS EN PORTEFEUILLE

(Effets en francs et effets en monnaies étrangères)

1901 (au 31 décembre)....	32 341.725 97
1905 — —	54.328.424 24
1909 — —	51.022.498 92
1914 — —	25.104.804 73
1915 — —	41.230.300 08
1916 — —	66.688.374 98
1917 — —	140.076.033 59
1918 — —	154.572.329 00
1919 — —	226.466.761 52
1920 (au 30 novembre).....	277.853.845 09

(1)

RENTES, ACTIONS, OBLIGATIONS ET PARTICIPATIONS FINANCIÈRES

1901 (au 31 décembre).....	10 050.601 43
1905 — —	9.639.796 56
1909 — —	12.895.514 76
1914 — —	17.951.286 48

(1) Y compris Bons de la Défense nationale.

1915 (au 31 décembre)	19.600.984 53
1916 — —	18.356.519 33
1917 — —	10.113.633 90
1918 — —	7.820.844 79
1919 — —	7.405.712 71
1920 (au 30 novembre).....	6.306.024 45

DÉBITEURS PAR ACCEPTATION

1901 (au 31 décembre).....	13.716.316 10
1905 — —	20.323.280 36
1909 — —	31.453.008 35
1914 — —	17.956.816 33
1915 — —	7.187.364 45
1916 — —	1.004.886 84
1917 — —	493.268 90

La comparaison des bilans révèle, pour les postes de l'actif, une augmentation des avances soigneusement garanties faites au commerce ou à l'industrie dans l'intérêt régional et national.

On constate également une forte diminution des chiffres de la rubrique « Rentes, Actions, Obligations » témoignant de la politique avisée des dirigeants de la Société au profit de la trésorerie. •

Quant aux effets en portefeuille, leur chiffre a atteint depuis la guerre une progression importante qui s'explique par les Bons de la Défense Nationale rentrant depuis 1914 dans cette rubrique où ils doivent figurer pour une grosse part.

Enfin, il est à remarquer que le poste « Débiteurs par acceptation », après avoir diminué fortement jusqu'en 1917, a complètement disparu en 1918.

Les rapports du Conseil d'Administration et des Commissaires aux comptes ne contiennent aucune remarque au sujet de la diminution et de la disparition de ce poste.

On peut conjecturer que la Société Marseillaise de Crédit a entendu se conformer à sa ligne générale de conduite et réduire, puis supprimer, des catégories de créances aléatoires pour réduire les immobilisations et augmenter les disponibilités à mesure de la reprise des affaires, comme elle l'a fait pour le poste « R. A. O. et Participations financières ».

POSTES DU PASSIF

DÉPOTS ET COMPTES COURANTS CRÉDITEURS

1901 (au 31 décembre).....	38.926.657 76
1905 — —	75.078.017 84
1909 — —	51.514.618 72
1914 — —	65.163.702 48
1915 — —	73.800.336 68
1916 — —	109.546.400 61
1917 — —	193.210.851 66
1918 — —	192.890.803 56
1919 — —	293.192.859 15
1920 (au 30 novembre).....	372.438.289 61

EFFETS A PAYER

1901 (au 31 décembre).....	15.606.168 05
1905 — —	27.695.834 33
1909 — —	36.616.807 55

1914 (au 31 décembre).....	20.805.010 58
1915 — —	7.159.226 95
1916 — —	1.005.690 00
1917 — —	487.560 00
1918 — —	37.560 00
1919 — —	577.401 50
1920 (au 30 novembre).....	2.636.099 00

L'examen des postes du passif appelle l'attention sur le développement considérable et très significatif des comptes de dépôts et comptes courants créditeurs.

Par comparaison avec le chiffre total des dépôts de 1914, on note, en 1916, une progression presque double; en 1917, une progression presque triple; en 1920, une progression telle que le chiffre est presque six fois supérieur.

Cette inflation des dépôts fournit la meilleure preuve de la confiance témoignée par le public à la Société Marseillaise de Crédit, banque régionale qui, grâce à la prudente et sage politique de ses Administrateurs et Directeurs, a su garder une grande puissance en s'adaptant aux méthodes bancaires des grands établissements de crédit, tout en demeurant fermement attachée à son caractère spécial de banque locale.

BILAN TOTAL

1901 (au 31 décembre).....	99.292.962 43
1905 — —	154.778.828 11
1909 — —	177.672.445 89
1914 — —	175.279.263 16

1915 (au 31 décembre).....	168.486.157 75
1916 — —	191.981.774 81
1917 — —	278.703.612 58
1918 — —	278.821.115 85
1919 — —	417.475.644 39
1920 (au 30 novembre).....	£06.021.437 93

Le saut est donc formidable de 1918 à 1919: près de 50⁰/₀ en plus pour 1919. Il s'explique notamment par l'augmentation des Comptes de dépôts et comptes courants, augmentation de près de 100 millions.

Les profits se sont accrus dans les proportions que font ressortir les indications du tableau ci-après, dont il convient, pour avoir une appréciation exacte, de dépouiller, pour les exercices antérieurs à la guerre, de la partie afférente au report des exercices antérieurs, le profit net :

PROFITS ET PERTES

1901 (au 31 décembre).....	1.412.832 04	
1905 — —	4.017.308 00	} ⁽¹⁾
1909 — —	6.256.659 73	
1916 — —	3.547.460 39	
1917 — — profit net...	2.746.111 63	
1918 — — profit net...	3.678.397 35	
1919 — — profit net...	5.101.117 72	

Le dividende, autre témoignage de prospérité d'un établissement financier, s'est élevé aux chiffres qui suivent :

(1) Y compris le report des exercices précédents.

DIVIDENDE

1901	Actions libérées.....	37 50
—	— de 250 fr.....	27 50
1905	—	40 00
—	— de 250 fr.....	30 00
1909	—	45 00
—	— de 250 fr.....	32 50
—	— de 125 fr.....	26 25
1916	—	25 00
—	— de 250 fr.....	12 50
—	— de 125 fr.....	6 25
1917	—	25 00
—	— de 250 fr.....	12 50
—	— de 125 fr.....	6 25
1918	—	30 00
—	— de 250 fr.....	17 50
—	— de 125 fr.....	11 25
1919	—	35 00
—	— de 125 fr.....	16 25

Au point de vue des émissions, la Société Marseillaise de Crédit a naturellement participé, et dans une large mesure, au placement des emprunts de l'Etat français. Elle s'est placée, à ce point de vue, au tout premier rang des banques de crédit régionales. Elle a recueilli des souscriptions s'élevant à :

Emprunt 1916.....	95 millions de francs
— 1917 4 %.....	140 millions de francs
— 1918 4 %.....	300 millions de francs

Elle a collaboré aussi au placement des Bons de la Défense Nationale, soit en les prenant directe-

ment pour son compte, soit en les escomptant à sa clientèle.

Toutes les grandes valeurs d'intérêt général ont eu naturellement son concours :

Obligations 5. $1\frac{1}{2}$ 0/0 du Crédit Foncier de France, obligations de la Ville de Paris, obligations 5 $1\frac{1}{2}$ 0/0 1918, Bons Municipaux, obligations 1919, obligations du Crédit National 1919 et 1920, obligations P.-L.-M. et Midi, Banque Française pour le Commerce extérieur ; obligations Maroc 5 0/0, emprunt italien 5 0/0, etc...

Par l'importance de son capital, par le grand nombre de ses agences et succursales, s'étendant sur toute la région méditerranéenne, et même jusqu'à Paris, la Société Marseillaise de Crédit présente une physionomie extérieure analogue à celle des grands établissements de crédit. Cependant si, comme eux, elle pratique dans une large mesure l'émission des valeurs d'intérêt général et tous les services mis à la mode par ces établissements (fonds en dépôt, service des titres, etc...) elle prétend nettement conserver son caractère de banque régionale.

La volonté de maintenir fermement cette orientation est exprimée sous une forme particulièrement nette dans le Rapport du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale du 15 mai 1920 :

« Comme vous le remarquerez, nous nous en tenons strictement à notre programme d'action régionale et locale, qui est maintenant bien près de sa complète réalisation :

« Nous n'avons pas cru devoir donner suite aux sollicitations

dont nous avons été l'objet pour nous installer dans certaines villes en dehors de notre rayon.

« Nous croyons, en effet, que les banques régionales, comme la nôtre, ont un rôle intéressant à jouer à côté et même parfois en collaboration avec les grands établissements de crédit. Elles sont logiquement destinées à prendre les places laissées vacantes sur certains points, par les anciens banquiers locaux qui ont rendu et rendent encore, là où ils subsistent, de si grands services au commerce et à l'industrie de leur région » (1).

Ce rôle, la Société Marseillaise de Crédit l'a exercé depuis la guerre dans toute la mesure compatible avec les circonstances. L'un des principaux moyens d'appui prêté d'ordinaire à l'industrie régionale, qui est en même temps, observe le Conseil d'Administration (2) « la principale source de « nos profits, et le meilleur emploi de nos « dépôts », l'escompte du papier commercial, s'est trouvé à peu près tari pendant de longues années par le moratorium des échéances. Les transactions se traitaient au comptant, presque toujours pour le compte de l'Etat et des municipalités, ne donnant généralement lieu qu'à des règlements par chèques et virements sur le trésor. Aussi « le montant des « agios n'a-t-il aucun rapport avec le volume des « transactions d'escompte » (3).

Mais le moratorium, sauf pour quelques catégories de mobilisés, a pris fin le 1^{er} avril 1919. L'habi-

(1) *Rapport du Conseil d'Administration du 30 avril 1920*, page 5.

(2) *Rapport du Conseil d'Administration sur l'exercice 1917*, page 5.

(3) *Rapport du Conseil d'Administration sur l'exercice 1917*, page 5

tude des paiements à terme est reprise peu à peu à partir de ce moment. Le rapport sur l'exercice 1919 enregistre « des rentrées de plus en plus satisfaisantes de papier commercial » (1) permettant un emploi des disponibilités de la Société, lequel prendra, avec le retour aux conditions économiques normales, une extension croissante.

A défaut de l'escompte, la Société Marseillaise de Crédit a témoigné par d'autres procédés sa sollicitude pour la région qu'elle dessert au point de vue financier.

En vue de réduire la circulation fiduciaire, elle a cherché à faire l'éducation de sa clientèle. Dès 1914, par une large publicité faite dans les départements du Midi, sur lesquels s'étend surtout sa sphère d'action, elle a engagé sa clientèle à restreindre l'usage des billets par une utilisation beaucoup plus large des chèques.

Dans le même ordre d'idées, elle a secondé les efforts de la Direction de la Banque de France de Marseille, en vue de la création dans cette ville d'une Chambre de Compensation. Ce projet, réalisé en 1917, permettait, dès la première année, de régler, sans mouvement d'espèces ou de billets, par simple virement, des sommes s'élevant journallement à 8 ou 9 millions de francs. En développant par sa propagande l'usage des chèques, dans les milieux industriels ou commerciaux, et même en dehors de ces milieux, la Société Marseillaise de Crédit contribue

(1) *Rapport du Conseil d'Administration sur l'exercice 1919*, page 2.

non seulement à résoudre la crise monétaire locale, mais encore à restreindre dans une notable proportion, la circulation fiduciaire, et par là même à atténuer la dépréciation de la monnaie de papier due à son émission exagérée et si préjudiciable à la vie économique du pays.

Enfin, et surtout, grâce à la puissance de son crédit, à son importante clientèle et à l'étendue de son rayon d'action, la Société Marseillaise de Crédit a contribué au développement de l'industrie et du commerce de la région méditerranéenne, en participant, dans une importante proportion, à l'émission d'actions ou d'obligations de nombreuses affaires régionales ou intéressant indirectement la région.

A l'Assemblée Générale ordinaire et extraordinaire du 9 avril 1881, le Président pouvait déjà s'exprimer ainsi :

« En donnant notre patronage à diverses affaires, en aidant puissamment à la création de plusieurs sociétés locales, dont l'utilité et les chances de succès nous ont été démontrées, nous sommes véritablement dans notre rôle ; nous répondons à un besoin dans une place commerciale et industrielle comme Marseille.

« L'importance prise dans notre ville par la Société Marseillaise, le soin scrupuleux avec lequel nous avons étudié toutes les affaires qui nous ont été proposées, le succès obtenu par toutes celles que nous avons patronnées, ont eu ce résultat, qu'il était aisé de prévoir, d'engager la plupart des promoteurs ou fondateurs d'affaires nouvelles, à rechercher notre concours (1). »

(1) Rapport du Conseil d'Administration à l'Assemblée générale ordinaire et extraordinaire du 9 avril 1881, pages 6 et 7.

Depuis lors, et dans ces toutes dernières années, le concours apporté par la Société Marseillaise de Crédit au développement de l'industrie et du commerce régional s'est élargi (1).

(1) Nous citerons les émissions suivantes, pour nous en tenir aux plus récentes :

EXERCICE 1917

Emprunt 5 $\frac{1}{2}$ % Ville de Marseille (De concert avec la Banque Bonnasse).
Bons Sud-Est 5 %.
Energie Electrique du Littoral Méditerranéen 6 %.
Actions Tréfileries du Havre.
Actions Acières de Firminy.
Actions Société Havraise d'Energie Electrique.
Bons Phosphates de Gafsa.
Compagnie Française des Métaux.
Energie Electrique du Sud-Ouest.
Matériel roulant.
Delaunay-Belleville.
Société d'Explosifs et Produits Chimiques.
Actions Compagnie Française du Froid Sec.
Obligations Usine Bouhey et Cie.
Actions Energie Electrique du Littoral Méditerranéen.

EXERCICE 1918

Augmentation de capital :
Compagnie Française de l'Afrique Occidentale.
Compagnie Fraissinet.
Grands Travaux de Marseille.
Compagnie des Pétroles.
Produits Chimiques d'Alais et de la Camargue.
Grands Travaux en Béton armé.

ÉMISSIONS D'ACTIONS

Chantiers Navals Français.
Société du Nouvel Hôtel et Astoria, pour une Maison des Officiers.

En résumé, la Société Marseillaise de Crédit présente aujourd'hui la physionomie d'un grand et prospère établissement de crédit et d'une banque à caractère régional. Tout en s'adaptant aux méthodes et au programme des grandes banques concentrées, en étendant le rayon de son action, en participant aux grosses émissions d'intérêt général, elle reste et entend rester une banque régionale, une banque qui s'intéresse aux affaires de l'Industrie et du Commerce de la région où s'exerce son activité. Cette région, dont le champ d'exploitation est assez vaste, n'est pas limitée au Sud par la Mer Méditerranée : elle

ÉMISSIONS D'OBLIGATIONS

Bessonneau (2 émissions).
Aciéries de Firminy.

EXERCICE 1919

Bons 6 0/0 Energie Electrique du Littoral Méditerranéen.
Bons Grands Travaux de Marseille (2 émissions).
Bons Ville de Grasse.

OBLIGATIONS

Société des Ports Marocains.
Cauvin-Yvosé 5 0/0.
Chantiers Maritimes du Midi 6 0/0.
Chemin de fer de Tanger à Fez.

ACTIQUES

Transports Maritimes.
Chantiers Navals et Chaudronneries du Midi.
Etablissements Verminck.
Compagnie Française de l'Afrique Occidentale.
Turcat, Mery et Cie.
Société Honquan.
Thomson Houston.

s'étend jusqu'à l'Afrique française du Nord, prolongement de la Métropole, et englobe ainsi tout le bassin de la Méditerranée occidentale.

L'étendue de cette région et l'importance essentielle du port de Marseille dans la vie économique de la nation tout entière et dans les transactions commerciales avec tout le bassin méditerranéen, suffisent à expliquer que, sans déroger à ses traditions locales, la Société Marseillaise de Crédit ait pu prendre ou placer des intérêts dans des affaires d'ordre général. Par là même elle a prouvé que le régionalisme économique ne signifie pas le particularisme et l'égoïsme économique, mais que soutenir la vie économique d'une région, surtout d'une région comme celle de Marseille, c'est servir en même temps la vie économique nationale. Le régionalisme économique et bancaire, c'est une forme, un aspect, du nationalisme économique et bancaire.

SECTION II

Banque privée industrielle, commerciale, coloniale Lyon-Marseille.

Avec la Banque Privée, nous trouvons un établissement d'une physionomie analogue à celle de la Société Marseillaise de Crédit, qui réunit également les deux caractères d'établissement de crédit concentré et de banque régionale. Nous l'avons choisi, avec la

Société Marseillaise de Crédit, comme sujet d'une étude particulière parce que son rayon d'action comporte aussi la région marseillaise.

A ce point de vue, d'ailleurs, la Banque Privée Lyon-Marseille accuse une concentration plus marquée encore que la Société Marseillaise. La région méditerranéenne n'est, en effet, qu'une petite partie de sa sphère d'opérations. Son activité s'étend de Lyon, où est son siège social, à tout le Sud-Est et au Centre de la France. Sans compter Paris, où se trouvent la Direction Générale et l'Administration Centrale, le siège social restant établi à Lyon. La Banque Privée ne comprend pas, en mai 1920, moins de 145 sièges dont 23 agences mères, 81 sous-agences et bureaux permanents et 41 bureaux périodiques. Bien au delà du Centre et du Sud-Est ses agences de Paris, du Havre et de Nantes vont faire fructifier des capitaux éloignés. Remarquons, en passant, que le nombre des agences et sous-agences n'était encore que de 32 en 1907, en 1910 il s'élevait à 63, et dès 1912, à 93.

Cette extension de réseau s'est effectuée, comme pour la Société Marseillaise de Crédit, par un double procédé : absorption de banques locales préexistantes, création directe d'agences ou sous-agences.

Pour nous limiter à la période postérieure à 1914, la Banque Privée a absorbé : au 1^{er} juillet 1917, le Comptoir Alix Julien, de Béziers, avec dépendances à Pézenas et Clermont-l'Hérault ; en 1918, la Banque Blanc-Rochette et fils, à Saint-Bonnet-le-Château

(Loire); en 1919, elle a pris la suite de la Banque Rigaud, Genond et C^{ie}, à Saint-Claude (Jura), du Comptoir d'Escompte de Montluçon (V^{ve} R. Hours, Dequerre, L'Hours et C^{ie}, à Montluçon); de la Banque Arnaud, à Arles, à la suite du décès de son chef; de la Banque Monestier, à Commentry (Allier). A la tête de ses agences de Saint-Claude et de Montluçon, elle a conservé les chefs des maisons absorbées.

En dehors des sièges créés par ce procédé, la Banque Privée a installé directement de nouvelles succursales : à Nantes, à la fin de l'année 1917; en 1918, à Morteau (Doubs), à Firminy et Rive-de-Gier, à Saint-Chamond (Loire), à Nîmes, Alais (Gard); en 1919, à Tain (Drôme), à Grasse (Alpes-Maritimes), à Beaune (Côte-d'Or), à Tollins (Isère), à Auzanie (Crèuse), à La Châtre (Indre), à Arles (Bouches-du-Rhône), à Beaucaire (Gard), à Bellegarde (Ain), à Ganges (Hérault), ainsi que deux nouvelles agences à Nice et au Havre.

Indépendamment de l'extension de son réseau d'agences, la concentration de la Banque Privée s'est encore manifestée par l'augmentation de son capital qui de 10 millions en 1907 a été depuis sensiblement élevé et le sera encore dans un avenir prochain par une émission d'actions actuellement envisagée.

A cette concentration, à cette augmentation du capital social, correspond un développement constant des opérations effectuées par la Banque Privée. Nous allons nous en rendre compte, comme nous l'avons fait pour la Société Marseillaise, en comparant les

divers postes des bilans de différents exercices, puis en examinant, spécialement au point de vue de l'appui financier donné aux affaires régionales, les émissions auxquelles a participé la Banque Privée.

La prospérité de cet établissement ressort, tant du montant total des bilans que du compte Profits et Pertes, ainsi que du dividende distribué aux actionnaires.

Voici les chiffres des derniers exercices :

TOTAL DU BILAN

1906	70.000.000 00 (en chiffres ronds)
1915	147.483.878 21
1916	197.455.737 07
1917	261.751.551 84
1918	319.063.759 75
1919	577.296.967 62

PROFITS ET PERTES (PRODUIT NET)

1915 (au 31 déc.)	3.579.490 22	dont...	2 077.428 25	reportés de 1914
1916	—	7.410.727 12	dont...	3.579.490 22
				reportés de 1915
1917	—	4.470.098 67	dont...	371.715 67
				reportés de 1916
1918	—	5.016.831 33	dont...	382.333 12
				reportés de 1917
1919	—	5.020.648 03	dont...	94.829 09
				reportés de 1918

DIVIDENDE

1915.....	Profits et pertes intégralement reportés	
1916.....	— — — —	
1917.....		20 fr.
1918.....		24 fr.
1919.....		24 fr.

Voici, d'autre part, les divers éléments du Portefeuille :

PORTEFEUILLE TITRES

1915 (au 31 décembre).....	9.093.827 69
1916 — —	17.779.300 57
1917 — —	10.337.607 85
1918 — —	4.652.234 95
1919 — —	4.173.153 29

BONS DE LA DÉFENSE NATIONALE

1915 (y compris Rente franç. 5 %/o)	9.835.747 25
1916 (y compris B. du Tr. Russe)..	5.785.269 80
1917.....	15.929.900 00
1918.....	24 353.900 00
1919.....	123.030.741 50

SYNDICATS, PARTICIPATIONS ET TITRES EN SOUSCRIPTION

1915 (au 31 décembre).....	25.996.523 76
1916 — —	2.515.787 20
1917 — —	1.987.135 05
1918 — —	1.148.925 40
1919 — —	860.150 80

Enfin, pour achever la comparaison des éléments de l'actif, le solde au 31 décembre de chaque exercice des diverses opérations d'avances consenties par la Banque Privée, s'arrêtait aux chiffres suivants :

PORTEFEUILLE EFFETS DE COMMERCE

1906 (au 31 décembre).....	22.355.734 00
1915 — —	21.660.547 97
1916 — —	57.239.961 38
1917 — —	99.889.513 56
1918 — —	121.183.069 75
1919 — —	191.716.573 39

CORRESPONDANTS BANQUIERS

1915 (au 31 décembre).....	7.522.478 09
1916 — —	10.707.473 06
1917 — —	12.577.389 63
1918 — —	17.048.834 12
1919 — —	39.508.796 98

COMPTES COURANTS CLIENTS

1906 (au 31 décembre).....	9.873.154 00
1915 — —	46.833.410 67
1916 — —	50.498.455 25
1917 — —	53.269.210 61
1918 — —	67.169.422 86
1919 — —	106.346.303 42

REPORTS

1915 (au 31 décembre).....	775.263 35
1916 — —	465.977 00
1917 — —	375.267 85
1918 — —	320.894 30
1919 — —	468.141 80

AVANCES SUR TITRES

1915 (au 31 décembre)	1.233.425 70
1916 — —	1.338.236 20
1917 — —	1.357.788 53
1918 — —	1.311.681 15
1919 — —	2.448.255 09

AVANCES SUR MARCHANDISES ET SUR GARANTIES

1906 (au 31 décembre)	4.520.000 00
(y compris avances sur titres)	
1915 (au 31 décembre)	17.821.861 17
1916 — —	32.204.613 66
1917 — —	38.119.106 07
1918 — —	48.507.850 47
1919 — —	53.863.074 43

Pour résumer les conclusions qui se dégagent de cette comparaison des divers postes des bilans, on constate d'abord une diminution sensible du compte « Portefeuille-Titres » et une diminution constante du compte « Syndicats et Participations ».

Elles tiennent, d'une part, à la sévérité des évaluations et aux amortissements destinés à tenir compte d'une baisse acquise, ou éventuelle, des valeurs; d'autre part, à la réalisation de certaines valeurs, en vue d'éviter des immobilisations excessives, préjudiciables au développement des opérations de la Banque Privée.

Par contre, tous les autres postes accusent une augmentation constante, surtout marquée pour les effets de commerce, les comptes courants clients et

les avances; c'est la preuve de l'extension considérable prise par la Banque Privée, après le ralentissement des premières années de guerre, comme établissement distributeur de crédit proprement dit.

En ce qui concerne la seconde fonction de l'établissement de banque: la recherche des capitaux disponibles, la comparaison des éléments passifs des bilans aboutit à constater une progression encore plus accusée.

DÉPÔTS ET COMPTES COURANTS

1906 (au 31 décembre)...	35.928.842 00
1914 — —	48.000.000 00
1915 — —	57.230.268 53
1916 — —	111.175.458 90
1917 — —	182.397.766 57
1918 — —	230.891.526 40
1919 — —	473.222.476 00

DÉPÔTS A ÉCHÉANCE

1915 (au 31 décembre).....	3.243.590 20
1916 — —	2.432.090 20
1917 — —	1.830.975 20
1918 — —	1.812.635 20
1919 — —	1.946.235 20

CORRESPONDANTS BANQUIERS

1915 (au 31 décembre).....	7.718.214 61
1916 — —	5.166.938 12
1917 — —	4.695.976 94
1918 — —	11.576.854 93
1919 — —	27.057.389 88

ACCEPTATIONS

1914 (juillet).....	42.000.000 00
1915 (au 31 décembre).....	19.631.581 25
1916 — —	14.920.581 25
1917 — —	10.165.581 25
1918 — —	4.195.000 00
1919 — —	4.995.015 56

Le poste « Acceptations » qui s'élevait à 42 millions à la veille de la guerre, a donc été progressivement réduit, conformément à la même politique qui a fait diminuer le poste « Participations financières » en vue d'atténuer les immobilisations soit actives, soit passives, et de donner à la trésorerie le maximum d'élasticité.

Par contre, le compte « Correspondants Banquiers » est en augmentation, marquant le développement des opérations, et l'augmentation est particulièrement sensible sur les comptes de Dépôts et Comptes courants. De 36 millions en 1906, 48 millions en 1914, ils ont doublé de 1915 à 1916, doublé encore de 1916 à 1918 et doublé encore de 1918 à 1919, passant au cours d'un seul exercice de 231 à 473 millions.

Ainsi se manifeste sous une double forme la progression des affaires de la Banque Privée; les capitaux lui affluent avec une abondance toujours croissante, sous les espèces de dépôts; ces capitaux sont employés à servir des demandes de plus en plus importantes de crédit.

En dehors de ce double rôle fondamental d'un établissement bancaire, la Banque Privée a participé à de nombreuses émissions. Il nous reste à insister sur cette forme d'activité dont les bilans ne laissent qu'une trace quelque peu effacée.

La Banque Privée a naturellement apporté son concours à l'Etat Français pendant la guerre. Elle a placé en Bons et Obligations de la Défense Nationale pour un montant de près de 32 millions, pour le seul exercice 1915. Les Bons de la Défense Nationale figurant au portefeuille au 31 décembre 1919 atteignaient le chiffre de 123.030.744 fr. 80.

D'autre part, les souscriptions aux emprunts de l'Etat placées par la Banque Privée se sont élevées :

Pour l'Emprunt	1915	5 %	à plus de	54 millions
—	—	1916.....	à plus de	72 millions
—	—	1917	4 %	à plus de 106 millions
—	—	1918	4 %	à plus de 286 millions
—	—	1919.....	à plus de	154 millions

La Banque Privée a coopéré également au placement des autres grandes émissions : Bons municipaux et emprunts 5 et 5 $\frac{1}{2}$ % de la Ville de Paris ; obligations du Crédit Foncier de France ; obligations du Crédit National pour faciliter la réparation des dommages causés par la guerre ; actions de la Banque Nationale Française du Commerce extérieur ; obligations des grandes Compagnies de chemins de fer : Etat, P.-L.-M., Midi, Orléans, Nord ; emprunt du

Gouvernement Impérial du Maroc, Crédit Foncier d'Algérie et de Tunisie.

Enfin, en vue de faciliter le règlement des commandes faites à l'étranger pour les besoins de la guerre, la Banque Privée est intervenue activement auprès de sa clientèle pour l'amener à prêter à l'Etat les titres de certains pays neutres; en outre, elle a procédé, pour le compte du gouvernement, au rachat de diverses valeurs américaines, spécialement de celles à l'émission desquelles elle avait participé. Par exemple, elle a offert aux porteurs d'obligations New-Orléans Railway and Light Cy et Saint-Louis and San-Francisco 5 0/0 le rachat de leurs titres à des conditions intéressantes.

Les valeurs industrielles françaises et spécialement les valeurs régionales, ont reçu de la Banque Privée un sérieux appui. En favorisant dans une large mesure leur émission, elle a montré le prix qu'elle attachait à son caractère de banque régionale et le respect des traditions que lui imposaient ses origines. D'ailleurs, n'est-elle pas un merveilleux terrain d'action bancaire, cette région du Centre et du Sud-Est, que desservait au point de vue financier la Banque Privée ?

Nous ne saurions tracer un tableau plus fidèle et plus complet de son activité productrice qu'en en empruntant les lignes au Rapport du Conseil d'Administration à l'Assemblée du 3 mai 1919 :

« Ces diverses régions ont fait un effort magnifique pour assurer les besoins de la défense nationale et ceux de la population.

« La ville de Lyon, par ses installations métallurgiques si rapidement agrandies ou sorties de terre, par ses usines d'explosifs, de produits chimiques et pharmaceutiques, par ses ateliers d'automobiles et d'aviation, par son industrie alimentaire, a contribué largement à armer et à nourrir nos combattants, développant son effort avec une énergie et un esprit d'initiative qui lui font le plus grand honneur.

« Nous avons concouru, dans toute la mesure de nos forces, au mouvement d'expansion de ces industries vitales, auxquelles il convient d'ajouter celles de la tannerie, de la stéarinerie, des constructions mécaniques et électriques, de la tréfilerie, des électrodes, sans oublier tout ce qui se rattache à la production et à l'utilisation des métaux, notamment du cuivre et du plomb. Nous ne pouvons passer sous silence le commerce de la scierie, qui a connu, en 1914 et 1915, des heures difficiles, et s'est rapidement relevé depuis cette époque.

« Pour tâcher d'obvier au déficit de notre production houillère, dû à l'occupation par l'ennemi de la presque totalité de nos gisements du Nord et du Pas-de-Calais, des recherches ont été entreprises, non seulement dans le bassin de la Loire, mais aussi dans le bassin du Rhône.

« Dans le Centre, l'extraction des mines a été poussée avec vigueur, tandis que nombre de gisements anciens ont été remis en exploitation.

« Enfin, on sait les efforts faits pour atténuer, dans la mesure du possible, la crise des transports, en développant la navigation sur les fleuves et sur les canaux. Là encore, nous avons été heureux de prêter notre appui aux entreprises déjà existantes et qui sont appelées à un nouvel essor, aussitôt que la question de l'aménagement et de l'utilisation du Rhône aura été résolue.

« Il convient également de rappeler les remarquables résultats obtenus par les usines métallurgiques de la Loire qui, par leur puissant outillage et par leurs aciers spéciaux, ont été à même de fournir un précieux concours à l'armée, à la marine et à l'aviation, par la fabrication notamment de la grosse artillerie, des munitions de toutes sortes, des moteurs, etc.

« Il n'est que juste de rappeler l'appoint considérable que la

moyenne et la petite industrie de Saint-Etienne sont venues apporter à la production des grands ateliers.

« Nous n'aurions garde d'oublier le développement continu des fabriques de textiles à Roanne, de velours et de mousselines à Tarare, des usines de cotonnades, d'impression et de teinture de Thezy, Cours et Regny, et, d'une manière générale, de toute cette région si laborieuse.

« Enfin Villefranche, dont le marché des vins a repris toute son importance, a vu intensifier la production des machines agricoles, en même temps que la fabrication des cotonnades et du vêtement.

« Le Dauphiné, et tout particulièrement la région grenobloise, n'ont pas montré moins de vie au cours de ces quatre années de guerre. Les puissantes ressources de la contrée en houille blanche ont permis aux usines électro-métallurgiques et électro-chimiques, de répondre à toutes les exigences de la défense nationale, tandis que les grandes usines de constructions mécaniques et hydrauliques, la papeterie, la ganterie, les fabriques de chaussures et de ciment ont largement augmenté leur production.

« Enfin l'industrie des produits chimiques, vivement stimulée par les besoins de la guerre, a entrepris en grand la fabrication des matières colorantes et du chlore liquide et paraît s'être implantée définitivement dans cette contrée.

« Notre activité a trouvé aussi à s'exercer dans les régions vinicoles du Sud de la France, notamment dans les centres de Montpellier, de Béziers et de Cette. La récolte de 1918, quoique moins brillante que la précédente, a bénéficié de la hausse des cours, qui se sont maintenus constamment à un niveau élevé. Malheureusement, la crise des transports a causé une gêne considérable, à laquelle les producteurs et les commerçants se sont efforcés de remédier par l'acquisition du matériel roulant et maritime nécessaire.

« La guerre a modifié profondément les conditions générales du commerce dans la région marseillaise, la plupart des importations ayant été pratiquement monopolisées par l'Etat. Cependant, les usines ont bénéficié d'un large développement d'affaires et de nombreuses entreprises nouvelles ont été créées. L'insuf-

fisance des transports n'a pas toujours permis, il est vrai, d'écouler les stocks avec la rapidité désirable : à ce point de vue toutefois, la situation est en voie d'amélioration. Quant à la baisse des prix qui, depuis l'armistice, a affecté certains produits d'Extrême-Orient, elle était à peu près fatale et ne nous a nullement surpris.

« Nous ne pouvons terminer cette revue rapide des contrées où nous sommes établis, sans mentionner les progrès réalisés à Besançon et à Dijon, et le magnifique essor pris dans la région nantaise par les chantiers navals, les usines métallurgiques et électriques et les fabriques de produits alimentaires (1). »

Cet effort producteur des régions du Sud-Est et du Centre, la Banque Privée l'a encouragé en prêtant son appui à de nombreuses émissions de valeurs industrielles.

Dès l'exercice 1916, elle procède à l'augmentation du capital des Etablissements Poulenc frères, elle coopère à l'émission des actions de la Compagnie Nationale de Matières colorantes et de Produits chimiques marquant la faveur pour une industrie qu'un intérêt national de première importance doit affranchir de la concurrence étrangère. La même année, elle prend part au placement des actions de la Société L'Eclairage électrique, des Bons $5 \frac{3}{4} 4 \%$ de la Société du Gaz de Paris et des Bons 6% de la Société Hydro-électrique Drac-Romanche.

En 1917, en même temps que par l'accroissement du Portefeuille Effets de Commerce, l'intérêt porté par la Banque Privée aux affaires industrielles se

(1) Rapport du Conseil d'Administration sur l'exercice 1918, p. 6 et suivantes.

manifeste par sa participation à de nombreuses émissions (1).

En dehors d'un appui financier de plus en plus large, sous une forme d'ouverture de crédit, d'es-compte et d'avances, constaté par l'accroissement constant des comptes créditeurs des bilans, l'exercice 1918 apporte un concours de la Banque Privée à des émissions concernant des affaires industrielles de plus en plus nombreuses et diverses (2).

(1) AUGMENTATION DE CAPITAL

Compagnie des Mines, Fonderies et Forges d'Alais.
Société d'Eclairage Electrique.
Compagnie Electrique de la Loire et du Centre.
Compagnie Générale Transatlantique.
Société des Aéroplanes Borel.
Société Commerciale de l'Ouest Africain.

BONS OU OBLIGATIONS

Société des Etablissements Industriels de E. C. Grammont et de
A. Grammont.
Société des Papeteries Navarre.
Société des Produits Chimiques d'Alais et de la Camargue.
Société des Etablissements Delaunay-Belleville.
Société des Automobiles Delaunay-Belleville.
Compagnie Générale d'Electricité.
Compagnie Electrique de la Loire et du Centre.
Compagnie d'Electricité de l'Ouest Parisien-(Ouest Lumière).
Société d'Outillage mécanique et d'Usinage d'artillerie (Usines
Bouhey, Tarcot et Champigneul).

(2) Parmi les principales émissions de l'année 1918, nous relevons les suivantes :

ACTIONS

Stéarinerie et Savonnerie de Lyon.
Société Française des Electrodes.
Société Anonyme de Teinture, Impressions et Apprêts de Thizy.

Le bénéfice que l'économie régionale du Centre et du Sud-Est de la France a retiré de l'appui apporté par la Banque Privée Lyon-Marseille au commerce

Société des Chantiers Navals Français.

Compagnie des Produits Chimiques d'Alais et de la Camargue.

Compagnie Française pour l'Exploitation des Procédés Thomson
Houston.

Société Electro-Chimique du Giffre.

Union Commerciale Indo-Chinoise.

Société des Chantiers Généraux de Cette.

Société des Grands Travaux en Béton armé.

Société Nouvelle du Gaz de Saint-Etienne.

Société des Chaux et Ciments Romain Boyer.

BONS ET OBLIGATIONS

Société Financière Franco-Marocaine.

Compagnie Internationale de Régie co-intéressée des Tabacs au
Maroc.

Etablissements Sohier.

Etablissements de Dion Bouton.

Compagnie d'Electricité de l'Ouest Parisien.

Société Lorraine des Anciens Etablissements de Dietrich et Cie.

Société des Papeteries de Normandie.

Aciéries de Grand-Couronne.

Société Nantaise d'Eclairage et de Force par l'électricité.

Filature, Corderies et Tissages d'Angers.

Société des Porcelaines et Appareillages Electriques Grammont.

Ateliers et Chantiers Maritimes du Sud-Ouest.

Automobiles Berliet.

Etablissements Jacob Holtzer.

Usines Métallurgiques de la Basse-Loire.

Forges et Ateliers de la Chaléassière.

Aciéries et Forges de Firminy.

Forges et Aciéries de la Marine et d'Homécourt.

Etablissements Guillaumet.

Etablissements Keller-Leleux.

Forges et Aciéries Electriques Paul Girod.

Enfin, pendant l'exercice 1919, les principales émissions auxquelles
participe la Banque Privée sont les suivantes :

et à l'industrie de ces régions est nettement appréciable.

Le régionalisme bancaire en contribuant au développement de la vie économique régionale s'est

ACTIONS

Banque de Paris et des Pays-Bas.
Etablissements Poulenc frères.
Stéarinerie et Savonnerie de Lyon.
Papeteries Navarre.
Pâtes Alimentaires Ferrand Renaud.
Les Fils Charvet.
Compagnie Française pour l'Exploitation des Procédés Thomson
Houston.
Ateliers de Constructions Electriques de Lyon et du Dauphiné.
Etablissements Industriels de E. C. Grammont et de Alexandre
Grammont.
Forces Motrices du Haut Grésivaudan.
Carburateur Zenith.
Chargeurs Réunis.
Société des Grands Travaux en Béton armé.
Société Commerciale de l'Ouest-Africain.
Union Commerciale Indo-Chinoise et Africaine.

BONS ET OBLIGATIONS

Mines, Fonderies et Forges d'Alais.
Hauts-Fourneaux de Pont-à-Mousson.
Aciéries de Micheville.
Forges et Aciéries de Firminy.
Etablissements Arbel.
Usines Métallurgiques de la Basse-Loire.
Forges et Ateliers de la Chaléassière.
Société Provençale de Constructions Navales.
Chantiers Navals Français.
Etablissements Industriels de E. C. Grammont et de Alexandre
Grammont.
Ateliers de Constructions Electriques de Lyon et du Dauphiné.
Forges et Aciéries Electriques Paul Girod.

encore affirmé dans son rôle important et bien caractéristique sans toutefois cesser de servir la vie économique nationale.

Ateliers Neyret-Beylier et Piccard-Pictet.
Etablissements Maljournal et Bourron.
Etablissements Adolphe Bernard.
Etablissements Mestre et Blatgé.
Moteurs Chaleassière.
Mines de Carmaux.
Compagnie Générale d'Electricité.
Compagnie Générale Electrique de Nancy.
Forces Motrices du Haut Grésivaudan.
Société d'Electricité du Haut Forez.
Papeteries de Lédar.
Textiloses et Textiles.
Société Auxiliaire des Services Municipaux.
Grands Travaux de Marseille.
Etablissements Guillaumet.
Distillerie E. Cusenier fils aîné et Cie, etc.

CONCLUSION

Nous venons, en analysant simultanément les formes d'activité de la Société Marseillaise et de la Banque Privée depuis la guerre, de voir comment deux établissements de crédit, tout en affectant, par l'importance de leur capital, par l'étendue de leur réseau d'agences, porté jusqu'à Paris, l'aspect extérieur des grandes banques concentrées, ont su, tout en s'intéressant aux affaires d'intérêt général, rester des banques régionales, et accorder, par l'escompte, par des avances de tout ordre, par la prise ferme d'émissions, le plus large appui financier aux affaires industrielles et commerciales les plus nombreuses et les plus diverses de leur région.

Nous avons volontairement limité nos exemples à la région du Sud-Est de la France. Nous aurions pu les multiplier, en décrivant les opérations de banques appartenant à d'autres contrées ; dans l'Est, la Société Nancéenne de Crédit et de Dépôts, la Banque d'Alsace-Lorraine, la Banque de Mulhouse ; dans le Nord, la Banque du Nord et le Crédit du Nord ; dans le Sud-Ouest, la Société Bordelaise de

Crédit, pour ne citer que quelques-unes des plus notables parmi les banques de province.

Il existe donc en France, quoi qu'on en ait dit, des Banques de province qui prospèrent et qui s'intéressent à l'économie régionale. Est-ce là l'œuvre du Syndicat et de la Société Centrale des Banques de Province?

Nous avons vu ces deux groupements à l'œuvre. Nous avons montré comment ils avaient réussi, par le principe de la fédération, à faire un faisceau de l'ensemble du crédit des banques locales et à leur servir d'intermédiaire, d'introducteur, auprès des capitalistes, des industriels ou des Etats emprunteurs qui ne les connaissaient pas. Il serait injuste de méconnaître que par une évolution pleine de souplesse, une adaptation progressive, la Société Centrale n'ait réussi à se faire sa place dans le monde bancaire, et à protéger même les banques locales, à l'ombre de son crédit.

Cependant, sur son avenir, nous avons déjà fait des réserves. L'événement semble en ce moment les justifier. Un organisme reposant sur des bases aussi fragiles, composé de membres si nombreux, conservant chacun leur autonomie, leur diversité, leur vie propre, porte en lui-même des germes de mort. Est-il possible de maintenir l'accord perpétuel, indispensable, entre des établissements adhérents dont le capital est aussi élevé, parfois plus, que celui de la Société Centrale. Des conflits sont à redouter entre ces grandes banques régionales. L'issue fré-

quente de ces conflits, c'est la désagrégation de l'organisme commun, ou la suprématie de quelques membres, par une absorption progressive des plus petits. Cette absorption, ne l'avons-nous pas vue d'ailleurs se produire, au profit de la Société Marseillaise de Crédit et de la Banque Privée, à l'encontre de banques locales qui faisaient partie du Syndicat ? Le principe d'autonomie inscrit dans les statuts du Syndicat n'a pas réussi à les sauver.

Ainsi, la Société Centrale des Banques de Provinces nous paraît condamnée à cette alternative. Ou bien, par une concentration absolue, elle deviendra un établissement de crédit comme le Crédit Lyonnais, la Société Générale, le Comptoir d'Escompte, se désintéressant complètement des affaires locales, mal placé d'ailleurs pour les apprécier ; son nom même de Société Centrale des Banques de Province ne serait plus qu'une façade trompeuse.

Ou bien le désaccord, les conflits entre les membres les plus importants, visant la suprématie sans y atteindre, représentant chacun des intérêts locaux distincts, qu'ils n'arriveront pas à concilier au nom de l'intérêt du groupe, aboutiront à la désagrégation. La Société Centrale sera devenue un organisme parasitaire destiné à disparaître à brève échéance.

Faudrait-il le regretter ?

Nous ne le croyons pas. Au point de vue qui nous préoccupe particulièrement, la Société Centrale s'est toujours par trop désintéressée des affaires régionales et locales. Avant la guerre, ses capitaux

allaient aux emprunts étrangers ; depuis la guerre, surtout aux affaires de tout repos. On en a donné des raisons ; la Société Centrale est un organe de défense qui doit, avant tout, assurer sa puissance. Plus tard, elle viendra aux affaires régionales. Les années ont passé ; la méthode n'a pas changé. Elle ne peut changer, estimons-nous ; nous avons montré pourquoi. Aujourd'hui, quand la Société Centrale soutient une affaire locale, c'est qu'elle est sûre de l'écouler aux banques de la région. Les rôles sont renversés. C'est la Banque Régionale qui prête son crédit à la Société Centrale. Il n'en peut guère être autrement ; la Société Centrale est composée d'adhérents aux intérêts trop divers pour que les uns n'attaquent pas comme imprudente une prise de part dans une affaire qui ne serait pas sûre d'avance.

Alors, à quoi sert la Société Centrale ? La Société Marseillaise de Crédit, la Banque Privée, la Nancéenne sont assez fortes pour faire leurs émissions, leurs escomptes, leurs ouvertures de crédit elles-mêmes. Elles n'ont pas besoin de l'intermédiaire de la Société Centrale pour placer les émissions de valeurs régionales. A leur égard, la Société Centrale est donc un organe parasitaire.

Soutient-elle les petites banques locales ? Mais celles-ci voudraient-elles, isolées, faire une émission intéressante, la Société Centrale n'aurait pas assez de confiance en leur crédit pour assumer le risque de la garder pour compte et de se la voir reprocher à l'assemblée des actionnaires.

Pour conclure, ce n'est pas de la Société Centrale des Banques de Province, appelée, selon nous, à disparaître ou à perdre son caractère, qu'il faut attendre la reprise de l'économie régionale. Les banques de province ont aujourd'hui assez de vitalité pour faire leurs affaires toutes seules. De locales, elles tendent à devenir régionales. Le mouvement s'accuse de plus en plus. Quelques banques particulières sombreront dans cette concentration régionale, et ce ne seront pas le plus souvent celles qui travaillaient le moins. Mais leur isolement ne leur permettait qu'une prospérité relative, et l'adhésion à la Société Centrale n'a pas sauvé leur autonomie.

Cette concentration, il n'y a pas à la redouter, puisque la preuve est faite qu'elle peut s'arrêter à la région. Le danger, pour l'économie régionale, c'est que les banques transfèrent leur siège, leur administration à Paris, qu'elles étendent leur réseau d'agences sur toute la France, et que, pour attirer une clientèle toujours plus abondante et aussi diverse d'origine, elles ne négligent, pour de grosses affaires à succès assuré, des affaires locales plus spéciales.

Mais cet écueil contre lequel paraît devoir sombrer, pour des raisons particulières, la Société Centrale, il est des banques de province qui sont fermement décidées à l'éviter. La Société Marseillaise de Crédit se tient catégoriquement sur le terrain régional, et elle a refusé, nous l'avons vu, de faire déborder son réseau d'agences au delà de la région méditerranéenne. Elle a conservé son Administra-

tion Centrale et son Siège social à Marseille et n'a à Paris qu'une succursale. Bien que la tendance à une concentration générale soit plus accusée dans la Banque Privée, cette banque a marqué trop d'intérêt aux affaires industrielles de la région du Centre et du Sud-Est pour qu'on puisse la suspecter de songer à un changement d'orientation. La fondation de succursales à Nantes et au Havre n'ont été, pour elle, comme le prouve la liste des émissions auxquelles elle a participé, qu'un moyen de prendre des intérêts dans les affaires de nouvelles régions.

La banque régionale, née de la concentration ou de l'association régionale, banque à la fois de dépôts, d'escompte, de crédit et d'émission, telle nous paraît être la formule la plus heureuse pour l'appui bancaire à prêter à l'économie locale. N'est-elle pas d'ailleurs la plus naturelle? Une banque à concentration générale ne peut s'intéresser aux particularités de la vie locale; une banque locale manque de capitaux ou de crédit. Une banque régionale possède une puissance d'action, des capitaux, un crédit suffisant, elle est à même de soutenir l'industrie ou le commerce d'une région. La région n'est pas une création artificielle comme le département. Délimitée par la nature même, c'est celle-ci qui lui dicte ses intérêts, par la configuration même de son sol, par les voies maritimes ou fluviales dont elle l'a dotée, par les produits naturels qu'elle a placés dans son sol ou son sous-sol. La région est donc un groupement économique naturel, ayant ses intérêts

communs aux diverses localités qui la composent, et distincts de ceux des autres régions.

Le vent souffle aujourd'hui au régionalisme, réaction contre la centralisation excessive de l'«*an* VIII. Cette formule heureuse, seule susceptible de concilier la liberté et les conditions naturelles, il ne faut pas la limiter à l'ordre politique et administratif. Il faut encourager les efforts qui tendent à l'introduire dans l'organisation commerciale, agricole, industrielle, dans la vie économique tout entière. Le régionalisme bancaire n'est qu'un aspect de ce vaste problème. Mais en le développant, on apportera au régionalisme économique tout l'appui que la banque peut prêter à la vie économique. On n'aura pas fait de l'anarchie. On aura développé les forces de chaque région, pour faire de leur ensemble un faisceau : la force et la prospérité de la France.

VU : *Le Président de la thèse.*
Montpellier, le 19 mars 1921.
JULES VALÉRY.

VU : *Le Doyen.*
Montpellier, le 19 mars 1921.
JULES VALÉRY.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :
Montpellier, le 30 mars 1921.
Le Recteur,
JEAN COULET.

BIBLIOGRAPHIE

I. — Ouvrages.

- ANDERSON (B.-M.). — Effects of the war on money credit and banking in France and the United States (New-York : University Press, 1919).
- Value of money (bank assets and reserves).
- ARNAUNE. — La monnaie, le crédit et le change (Paris, Alcan, 1906).
- BARETY. — L'évolution des banques locales en France et en Allemagne (Paris, Marcel Rivière, 1908).
- BEAUREGARD. — Traité d'Économie politique.
- BUFFET. — Du régionalisme au nationalisme bancaire (Nancy, Berger-Levrault, 1917).
- CARALP. — La question des banques locales.
- CASIMIR PETIT. — Étude de l'organisation bancaire actuelle en France et détermination de ses banques. (Commission extraparlémentaire pour la réforme bancaire.)
- CHÉRON (G.). — Les banques locales. — Leur rôle et leur utilité.
- COURCELLE SENEUIL. — Les opérations de banque (Paris, Alcan, 1905).
- DEPITRE. — Le mouvement de concentration dans les banques allemandes (Thèse, Paris, 1905).

DOMERGUE. — La question des Sociétés de Crédit (Société d'Economie politique, 1902).

GERMAIN MARTIN. — Les Banques de province et la réorganisation économique de la France. (Conférence à la Sorbonne du 5 février 1920. — Compte rendu dans La France Economique et Financière du 14 février 1920).

GILBART. — The history, principles and practice of banking (1907).

JACQUEMARD. — Les banques lorraines (Thèse, Paris, 1911).

JEVONS (W.-S.). — Investigations in currency and finance.

KNIFFIN. — Practical work of a bank.

LIESSE. — L'organisation du crédit en Allemagne et en France (Nancy, Berger-Levrault, 1915).

LOUGH (W.). — Corporation finance (Collection « Modern business », Alexander Hamilton, Institute, New-York).

LYSIS. — Contre l'oligarchie financière en France (La Revue, Paris, 1908).

MEAD (Ed.). — Corporation finance (New-York, London, D. Appleton et Co, 1915).

NEYMARCK. — Statistique internationale des valeurs mobilières. X^e Rapport (Paris, Alcan, 1916).

— Finances contemporaines : I. Trente années financières, 1872-1901. — III. Questions économiques et financières, 1872-1904. — VI-VII. L'épargne française, 1901.

RAFFARD. — Le mouvement de concentration dans les banques de dépôt en Angleterre (Thèse, Paris, 1910).

SAUREL (M.). — Société de Crédit contre banques locales (Paris, 1901).

SAYOUS (A.-E.). — Les banques de dépôt, les banques de crédit et les sociétés financières (Paris, 1901).

SPRAGUE (O.-M.-W.). — Criticism of French banking (American Economic Review, 1912).

II. — **Revue et périodiques.**

A) *Français.*

La France Economique et Financière.

L'Information.

L'Economiste Français.

B) *Anglais.*

The bankers magazine.

London Economist.

The Statist.

C) *Américains.*

Journal of the American Banker's Association.

Quarterly Journal of Economics.

American Economic Review.

Review of Economic Statistics (Harvard University).

III. — **Documents divers.**

Conférences faites à l'Ecole libre des Sciences politiques et économiques.

Statuts du Syndicat des Banques de Province.

Projet de refonte de ces statuts (1920).

Société Centrale des Banques de Province :

a) Statuts.

b) Rapports aux Assemblées Générales et Bilans.

Société Marseillaise de Crédit :

- a) Statuts.
- b) Rapports aux Assemblées Générales et Bilans.

Banque Privée (Lyon Marseille) :

- a) Statuts.
- b) Rapports aux Assemblées Générales et Bilans.



